



14-18 : « le Canard enchaîné »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15413 7 F

MERCREDI 17 AOÛT 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

En application d'un mandat d'arrêt pour l'attentat de la rue Marbeuf

Carlos a été entendu et mis en examen par le juge Jean-Louis Bruguière

Un homme du passé

ENCORE dangereux, Carlos ? Bien sûr, on ne pouvait attendre rien de bon d'un homme qui fut l'un des plus redoutables terroristes de la planète, avec plus de 80 morts sur la conscience. Il faut encore se demander ce qu'il allait faire au Soudan, au cœur d'une région en proie aux violences, ce pêcheur en eaux troubles de tous les fanatismes. Il reste que « Carlos » était et sera, jusque dans son prochain procès, un homme du passé.

D'abord parce que ses derniers méfaits connus remontent à 1983 et que l'homme avait suivi la même filière déclinante que bien d'autres vedettes du terrorisme avant lui : fils de famille aux convictions dévoyées converti en « combattant », puis en mercenaire, enfin en homme d'affaires et trafiquant d'armes, voire en père de famille ventripotent ou en client des palaces internationaux...

MAIS Sanchez dit Carlos était aussi d'un autre âge par le mythe qui lui avait servi de fond de commerce. Jusque dans son prénom, « Illich », emprunté à Lénine et dans la manière « européenne » qu'avait ce terroriste de défendre une « révolution palestinienne » qui a profondément changé de nature.

Aujourd'hui, le léninisme est mort, et avec lui tout le système étatique qui avait servi à Carlos de base arrière et de refuge. Yasser Arafat règne sur Gaza et sur Jéricho et le terrorisme, s'il est toujours à l'ordre du jour, est devenu essentiellement religieux, quand il n'est pas devenu, notamment dans la région d'origine de Carlos, du narco-terrorisme. Il n'a plus besoin, en tout cas, de ces figures encombrantes d'un terrorisme « rétro ».

BIEN au contraire, comme le montre la diligence avec laquelle le Soudan, l'un des bastions de l'islamisme militant, a livré le terroriste au pays auquel il devra payer la plus lourde addition, les mercenaires d'il y a vingt ans trouvent aujourd'hui plus cyniques qu'eux. Devenus otages à leur tour, ils servent d'autant plus facilement de monnaie d'échange que cette monnaie est déjà dévaluée aux yeux des payeurs.

A l'heure où le terrorisme reste florissant et où les trafics de matériaux nucléaires russes lui donnent une coloration plus sinistre encore, une leçon est à retenir : la « traque » lancée contre les terroristes peut durer des années, voire des décennies, mais elle aboutit beaucoup plus souvent qu'on ne le croit. La justice retrouve ses droits tôt ou tard.

Illich Ramirez Sanchez alias Carlos a été entendu, mardi matin 16 août, par le juge Jean-Louis Bruguière. Ce dernier l'a mis en examen dans le cadre de l'instruction sur l'attentat de la rue Marbeuf perpétré à Paris en avril 1982. Arrivé lundi matin à l'aéroport militaire de Villacoublay en provenance de Khartoum au Soudan, il avait été conduit au siège de la DST, puis écroué à la prison de la Santé. Les circonstances de son arrestation et de son transfert en France ont été exposées par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. M. Pasqua n'a cependant pas révélé le détail des négociations ayant abouti à la « livraison » du terroriste par les autorités soudanaises, « un véritable enlèvement », a déclaré l'un des avocats de Carlos.



La patiente revanche de la DST

Interrogé pour la première fois de sa vie par des policiers français, au siège de la DST, vingt-quatre heures après son arrestation au Soudan, Carlos a, contre toute attente, salué d'émotion le travail des enquêteurs. Au ministère de l'Intérieur, on appréciait, lundi 15 août, cet hommage rendu par un terroriste en fuite depuis vingt ans aux hommes qui ont fini par l'arrêter. « La trace de Carlos, pratiquement, nous ne l'avons jamais perdue », assurait Charles Pasqua, désireux d'annoncer en personne cet indéniable succès de la lutte antiterroriste. Aux côtés du ministre, le très discret directeur de la DST, Philippe Parant, savourait la réussite d'un service qui fêtera son cinquantenaire à la fin de l'année.

Depuis le meurtre de deux inspecteurs de la DST, tués par Carlos le 27 juin 1975 à Paris dans l'immeuble de la rue Toulouze où le terroriste se cachait, le service de

contre-espionnage avait fait de cette « longue traque » une question d'honneur autant qu'un objectif policier. En dépit des nombreux attentats qui lui ont été attribués par la suite, Illich Ramirez Sanchez avait toujours tenu depuis la police et la justice en échec. Au point qu'en juillet 1991, c'est dans ce même immeuble de la rue Toulouze que la brigade criminelle était venue notifier à l'assassin en cavale sa convocation devant la cour d'assises pour le meurtre des policiers : cette adresse parisienne

était alors son dernier domicile connu. Absent à son procès, Carlos avait été condamné par contumace, un an plus tard, à la réclusion criminelle à perpétuité. Mais il était toujours libre.

Ce fut donc à une adresse soudanaise qu'il fut finalement « logé » par les services français et interpellé par leurs homologues de Khartoum, au prix d'une manœuvre policière et judiciaire pudiquement qualifiée, dans l'entourage du ministre de l'Intérieur, de « procédure un peu exceptionnelle ». Pour obtenir une arrestation et un transfert rapides de Carlos, Paris devait en effet exciper de l'existence de poursuites judiciaires à son encontre, sans pour autant entrer dans le processus plus long et plus aléatoire d'une demande d'extradition.

HERVÉ GATTEGNO
et ERICH INCIVIAN
Lire la suite page 8

Lire aussi

- Le portrait du terroriste
- Le rôle du Soudan
- L'action des services français
- Les réactions à l'étranger

pages 8 à 10

Confirmant la reprise de l'économie

L'activité des entreprises est en nette progression

Les entreprises françaises annoncent jour après jour des résultats en hausse pour le premier semestre de cette année. L'activité est particulièrement bonne dans les secteurs des biens intermédiaires tandis que la tendance reste négative dans les industries de consommation, à l'exception notable de l'automobile. Cette progression confirme la reprise économique en France. Sa solidité dépend désormais d'un redémarrage des investissements.

Des chiffres d'affaires en progression notable au premier semestre 1994. Des bénéfices qui explosent dans des industries très sensibles à la conjoncture, à l'instar de la chimie. Des fonds propres qui se renforcent et des endettements qui s'allègent... A lire les bilans des entreprises françaises, la sortie de crise est confirmée. Conjoncturistes officiels comme officieux et chefs d'entreprise, rarement en harmonie sur l'appréciation de la situation, sont cette fois en phase. N'en déplaise aux prognostics d'un CNPF à la recherche de nouvelles aides, le mieux est indiscutable.

La lecture des comptes semestriels des principaux groupes français qui sont publiés est effectivement plutôt roborative. La lente décade du nombre des défaillances d'entreprises illustre, dans le même sens, la convalescence des PME. Pour autant, l'amélioration manifeste de la santé financière des entreprises françaises n'est pas une garantie d'amélioration sensible de la situation de l'emploi, en dépit de la « divine surprise » du deuxième trimestre. Du 1^{er} avril au 30 juin, l'emploi salarié en France a augmenté de 0,4 % (63 700 emplois supplémentaires).

ERIC LESER
et CAROLINE MONNOT
Lire la suite page 13

Elections contestées au Sri-Lanka

Onze millions de Sri-Lankais étaient appelés à élire leurs députés mardi 16 août. Candidature de la gauche réunie autour du Parti de la liberté, la fille de l'ancien premier ministre M^{me} Bandaranaike, Chandrika, était donnée favorite face aux libéraux du Parti national uni, au pouvoir depuis 1977.

page 4

Dix activistes d'Hamass détenus à Gaza

Arrêtés par la police palestinienne après avoir attaqué des Israéliens depuis l'enclave autonome de Gaza, dix activistes du Mouvement de la résistance islamique, Hamass, ont été maintenus en détention, mardi 16 août. Le porte-parole de Hamass a qualifié cette mesure de « très dangereuse ».

page 4

Mort d'André Passeron

André Passeron, l'un des piliers du service politique du Monde pendant plus de trente ans, est mort le 12 août. Accrédité à l'Elysée sous les présidences de de Gaulle et de Pompidou, spécialiste du mouvement gaulliste, il avait été l'interprète perspicace des desseins du fondateur de la V^e République.

page 18

Les « dealers » du nucléaire

L'interpellation à Munich de trafiquants porteurs de plutonium est le résultat d'une politique d'infiltration menée depuis deux ans par les enquêteurs allemands

En dépit des dénégations de Moscou, les autorités allemandes ont affirmé, lundi 15 août, que le plutonium de contrebande à usage militaire saisi la semaine dernière en Allemagne provenait d'installations militaires de l'ex-URSS (le Monde du 16 août). Selon le chef de la police Hermann Ziegenaus, les trois trafiquants trouvés en possession de 350 grammes de plutonium 239 pur à 87 % affirmaient même pouvoir fournir quatre kilos de la même substance. Les trois suspects seraient Justiniano T., un homme d'affaires colombien de trente-huit ans domicilié à Bogota et à Moscou, Julio O., entrepreneur de travaux publics de Navarre (Espagne) de quarante-neuf ans, entretenant depuis des années des liens dans l'ex-URSS, et Javier B., mécanicien espagnol de soixante ans, domicilié à San Sebastian. Un autre Espagnol serait recherché en France.

Lors d'une conférence de presse, le ministre bavarois de l'Intérieur, Günther Beckstein, a

expliqué que l'arrestation des trafiquants et la saisie de plutonium réalisée mercredi 10 août n'auraient pas été possible si les enquêteurs allemands n'avaient infiltré les réseaux de contrebande de matière nucléaire en se présentant comme des acheteurs.

Cette tactique est pratiquée par la police et les services des douanes allemands depuis plus de deux ans, avec un succès assez étonnant. « Pour notre part, nous avons commencé en mars 1992, après la saisie d'uranium par les agents de la police bavaroise », confiait au Monde, il y a quelques mois, Dierk Hahn, chef des enquêtes douanières au ministère fédéral des finances. Depuis deux ans déjà, les alertes se multipliaient. En dépit des gros titres de la presse allemande, il n'était pas encore question, à l'époque, de plutonium ou d'uranium de qualité militaire. Les substances découvertes n'en constituaient pas moins un danger pour la santé

publique, expliquait M. Hahn. L'un de ces passeurs, un Polonais, avait d'ailleurs été mortellement irradié aux poumons par la capsule de césium qu'il transportait sous sa veste. L'une des craintes était alors que les terroristes ne soient tentés de se servir de ces substances pour les introduire, par exemple, dans le réseau d'adduction d'eau d'une ville, ou exercer un chantage à la contamination.

Les rumeurs de trafic ont commencé à se développer dès les années 80. « Mais, dans la totalité des cas, il s'agissait d'escroqueries », se souvient un haut responsable du BKA, la police criminelle fédérale allemande. L'arnaque, courante aussi, paraît-il, dans le trafic d'armes lourdes ou de stupéfiants est très simple. Le « trafiquant » prétend disposer de « matériel » intéressant, multiple les détails, produit éventuellement des documents...

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 10

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
THE LINK BETWEEN CONTINENTS
220 Montgomery Street ■ San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
Spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational
- Filière d'admission 3ème cycle : Ingénieurs, Médecins, Pharmaciens, DEA, DESS, Grandes Ecoles, IEP, Maîtrises...
- Avec expérience professionnelle ou stages validés

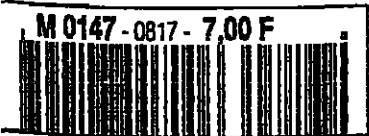
DOCTORATE of Business Administration for International Management

- Programme résidentiel à San Francisco + thèse
- MBA, Grandes Ecoles, DEA en management
- Avec expérience professionnelle supérieure à 3 ans

20th GRADUATION ANNIVERSARY SINCE 1974
CALIFORNIA STATE PROFESSIONAL UNIVERSITY A.C.C.R.C.

Informations et sélections :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 14 21 - Fax (1) 40 70 10 10
Autres centres de sélection : Amérique, Asie, Europe

IUA SAN FRANCISCO



A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM; Antilles, 9 F; Autriche, 26 ATS; Belgique, 46 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Chypre, 500 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 206 PTA; Grande-Bretagne, 95 p.; Grèce, 300 DR; Irlande, 1,30 £; Italie, 2400 L.; Liban, 1,20 US\$; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 8 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 550 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2 FS; Tunisie, 850 m; USA, 2,50 \$ IN.Y. 2 \$.

26. « Le Canard » s'envole des champs de bataille

FIN 1916, les grandes hécatombes de Verdun et de la Somme s'étaient achevées. Ensuite était venue celle du Chemin des Dames, en avril-mai 1917. L'échec de l'offensive Nivelle avait emporté une bonne part de la volonté de combattre des soldats français, comme en témoignent les mutineries, la plus importante révolte combattante du front ouest. Il avait affaibli également la volonté de tenir du « front intérieur », celui des civils. Sans doute la « crise du moral » de 1917 n'était-elle pas un effondrement : il n'empêche que depuis 1914 jamais la situation n'avait été aussi inquiétante. C'est dans ce contexte, celui de « l'année terrible », que le *Canard enchaîné* a pris son véritable essor.

Car une première tentative avait été faite dès 1915, le 10 septembre exactement. Elle s'était soldée par un échec complet : cette première mouture du *Canard enchaîné* avait expiré dès le cinquième numéro. Le 5 juillet 1916, il reparaissait, sous une forme très proche de celle de l'année précédente : ce « journal humoristique paraissant le mercredi » coûtait alors 10 centimes pour quatre pages et se voulait « un journal vivant, propre et libre ». En guise de manifeste, il avait repris presque intégralement l'éditorial du premier numéro de 1915, qui restait, jusqu'à nos jours peut-être, un modèle de contre-propagande : « Le *Canard enchaîné* prend l'engagement d'honneur de ne céder, en aucun cas, à la déplorable manie du jour. C'est assez dire qu'il s'engage à ne publier, sous aucun prétexte, un article stratégique, diplomatique ou économique quel qu'il soit. Son petit format lui interdit, d'ailleurs, formellement, ce genre de plaisanterie. Enfin, le *Canard enchaîné* prendra la liberté grande de n'insérer, après minutieuse vérification, que des nouvelles rigoureusement exactes. Chacun sait, en effet, que la presse française, sans exception, ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies. Eh bien ! le public en a assez. Le public veut des nouvelles fausses [...] pour changer. Il en aura ».

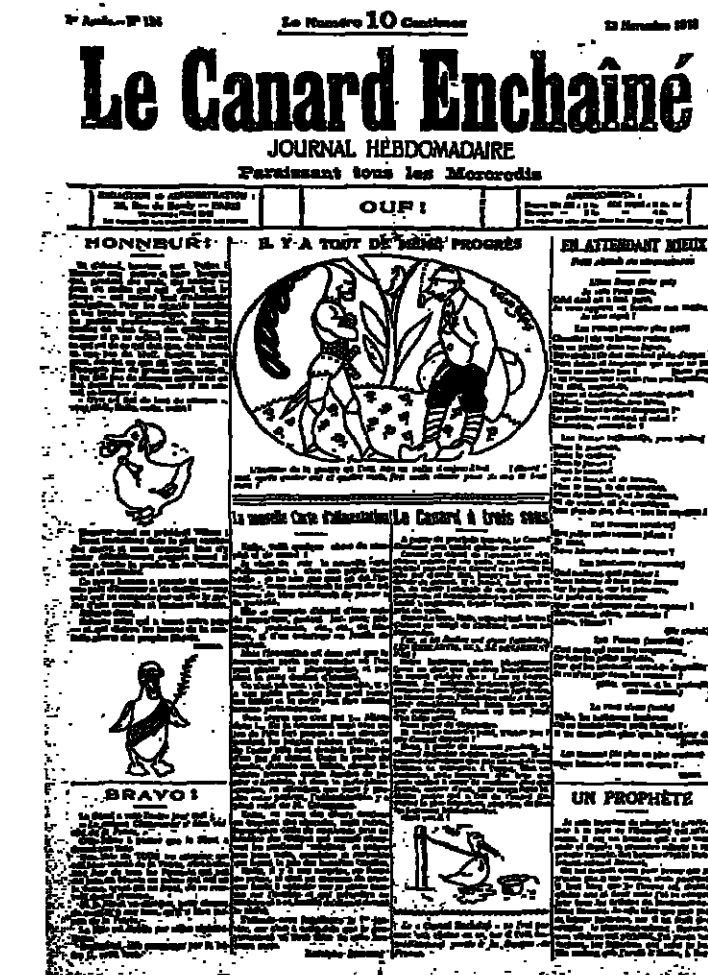
Les fondateurs, Maurice Maréchal et Henri-Paul Cassier, n'étaient pas seulement des humoristes. L'un et l'autre appartenaient à la mouvance socialiste. Le premier, âgé de trente-deux ans à la déclaration de guerre, avait été réformé, journaliste et au Bonnet rouge, il était resté fidèle à ses choix d'avant-guerre lors de l'entrée de la France dans le conflit, contrairement à tant d'intellectuels du mouvement ouvrier. Le second, d'un an plus jeune que Maréchal, appartenait à la SFIO depuis 1905 et était un des principaux dessinateurs politiques de la presse socialiste. Les autres signatures du journal (Paul Vaillant-Couturier et son ami Raymond Lefebvre, par exemple) achevaient d'inscrire celui-ci nettement à l'extrême gauche.

On ne s'étonnera donc pas de l'anti-

En juillet 1916 reparaît, après une tentative avortée l'année précédente, le « journal humoristique paraissant le mercredi » qui existe encore aujourd'hui. « Le *Canard enchaîné* » des origines, d'extrême gauche mais pas militant, anticlérical, doit beaucoup aux journaux de tranchées français. Il leur emprunte leur arme absolue : la dérision.

cléricisme virulent du journal et de sa grande méfiance à l'égard de toute réintégration des catholiques dans la nation à la faveur de l'Union sacrée : « Ces sales bêtes, écrit-il à propos des « corbeaux » (1), commencent à vraiment trop s'insérer dans la guerre. » Les forces de l'ordre étaient aussi violemment prises à partie (« Je n'admets pas, écrit le *Canard* en janvier 1917, qu'on se déguise en flic ou en gendarme pour éviter de s'habiller en soldat, sans compter que le métier de flic, une fois la paix conclue, pourra devenir assez dangereux »), et également la censure, le Parlement, le gouver-

nement... Le ministre Clemenceau, fin novembre 1917, fut particulièrement mal accueilli : « Le *Tigre* est décidément un excellent entrepreneur de démolitions, écrit le journal en décembre 1917. Espérons seulement qu'après le *Tigre* nous aurons, dans la ménagerie parlementaire, un « Castor » pour reconstruire quelque chose. » Le *Canard* soutenait également les ouvriers en grève contre leurs employeurs en se demandant ironiquement « si on pouvait raisonnablement



Le 13 novembre 1916, l'hebdomadaire pousse un soupir de soulagement : l'armistice est signé. (Photo Kharbine-Tapabor.)

admettre qu'il y [eût] en France, au trentième mois de guerre, des patrons métallurgistes assez peu patriotes pour exploiter leurs ouvriers ! »

Le ton, pourtant, n'avait rien de vraiment militant. Il était en fait très proche de celui des journaux de tranchées français apparus sur le front dès l'année 1915, dont la dérision était un outil de contournement de la censure et un moyen d'exorciser la guerre. Cette ressemblance a fait dire que le *Canard enchaîné* s'était inspiré, à l'origine, d'un journal publié dans le 74^e régiment d'infanterie, où un *Canard* du boyau était en effet apparu dès l'été 1915. Mais il est également possible que l'*Homme enchaîné*, qui avait pendant la guerre succédé à l'*Homme libre* de Clemenceau, ait été à l'origine du titre finalement retenu.

Quoi qu'il en soit, la parenté du *Canard enchaîné* avec la presse du front est certaine. Il partage avec le *Crapouillot*, né lui aussi dans les tranchées, le privilège d'avoir survécu jusqu'à nos jours. Le *Canard* publiait d'ailleurs de nombreux extraits tirés des journaux de tranchées, et il partageait avec eux bien des exaspérations, notamment à l'égard de « l'arrière », sans cesse brocardé.

Fin juillet 1917, c'est en ces termes qu'il attaquait ce monde trop protégé : « Ils ont été très braves, cette année, les civils ! Ils sont restés à Paris jusqu'au 14 juillet [...] Ce jour-là [...] ils ont héroïquement acclamé les poilus ! Ah ! ils ont bien mérité de la patrie, les civils ! [...] Et les voilà partis pour la mer ! »

Cette hostilité très proche de celle des combattants à l'égard de ceux qui ne se battaient pas (auxquels le *Canard* appartenait pourtant...) débouchait même sur une certaine misogynie, elle aussi fort classique dans un contexte culturel qui, loin d'être favorable à l'émancipation des femmes comme on le croit souvent, les incitait plutôt à la culpabilité. Les valeurs masculines de combat et d'affrontement physique dominaient plus aisément encore en temps de guerre qu'en temps de paix : « Si je n'étais pas une femme, disait ainsi la légende d'un dessin du *Canard* en juin 1917, voilà au moins trois ans que je serais morte au front ».

Cette opposition entre les deux mondes, constamment mise en exergue, débouchait sur une véritable apologie du soldat, mais d'un soldat défini en des termes bien différents de ceux de la propagande : « Le soldat est de l'infanterie. [...] Seul le soldat de l'infanterie est silencieux, comme la conscience ou comme la mort. »

Toutefois, la cible principale du *Canard enchaîné* restait le « bourrage de crâne », dont l'attaque était presque son unique raison d'être. Une de ses rubriques s'intitulait « Chez les bourreurs de crâne. Petite revue de la grande presse à l'usage

des historiens futurs », et, à longueur de colonnes, tout ce qui comptait dans l'encadrement de l'opinion en temps de guerre était dénoncé semaine après semaine : les académiciens, l'Action française, le chanteur Théodore Botrel, les chroniqueurs militaires comme le lieutenant-colonel Rousset ou le général Cherfilis (« Les as de la presse : le général Cherfilis abat son cinquantième lecteur »), des journalistes de premier plan comme Marcel Hugin ou Charles Humbert.

Toutefois, les cibles privilégiées étaient deux figures emblématiques parmi les « intellectuels mobilisés » au service de la propagande : Gustave Hervé et Maurice Barrès. Outre son nationalisme, le *Canard* ne pardonnait pas à Barrès le rôle d'excitateur patriotique qu'il s'était lui-même attribué dès le début du conflit : « Il y en a un qui ne pense pas à se mettre en grève », écrivait-il en juin 1917. « Il a dit qu'il traiterait jusqu'au bout, il ira jusqu'au bout. Pour moi, il est vraiment fatigué : lisez ses articles et vous pourrez voir comme il est fatigué. »

Mais le *Canard* en voulait davantage encore à Hervé, ce socialiste antipatriote dont on retenait qu'il avait voulu, avant-guerre, « planter le drapeau dans le fumier ». Cet agrégé d'histoire courageux, emprisonné pour antimilitarisme, avait tourné casaque dès la mobilisation. C'était donc un traître, et un traître actif grâce à son journal, la *Victoire*, qui avait remplacé la *Guerre sociale* le 1^{er} janvier 1916.

Le *Canard* était d'autant plus méprisant à son égard que Maréchal comptait parmi ses admirateurs avant la guerre : « Ecoutez, Gustave Hervé, je ne voudrais pas vous dire quelque chose de désagréable. Mais, tout de même, vous me dégoûtez un peu [...] Vous n'avez qu'un moyen de prouver votre sincérité. C'était de vous faire tuer au commencement de la guerre [...] Vous n'avez pas laissé votre peau dans l'aventure. Vous avez simplement changé de peau. »

Dès le 1^{er} juillet 1916, Gustave Hervé se trouvait donc parmi les favoris du référendum organisé « pour l'élection du Grand Chef de la Tribu des Bourreurs de crâne », dont il sortit vainqueur le 20 juin 1917 par 5 653 voix, contre 5 402 à Maurice Barrès. Les caricatures de ce numéro emblématique le montrent posant la couronne impériale sur la tête du vainqueur. Les choses n'étaient pourtant pas si simples. La propagande de guerre n'était pas uniquement, comme on le croit trop souvent, un simple « bourrage de crâne » capable, à lui seul, de faire accepter la guerre à la population quatre années durant. La propagande, en fait, a évolué,

et le « bourrage de crâne » n'a réellement existé comme tel qu'au début du conflit. Dès les premiers mois de l'année 1915, bien des excès avaient disparu des colonnes des journaux, qu'il s'agisse des accusations portées contre l'ennemi ou de la mise en exergue des succès alliés et des défaites allemandes.

Si bien que deux ans plus tard, en 1917, la propagande n'avait plus grand-chose à voir avec celle des débuts du conflit : par un effet de retour, elle s'était adaptée à l'état de l'opinion. A cette date, d'ailleurs, les civils bénéficiaient depuis longtemps d'une contre-information efficace grâce aux permissions des soldats, aux lettres envoyées du front ou, tout simplement, du fait de la constataction directe, quotidienne, du nombre des morts et des blessés autour d'eux.

En fait, l'efficacité de la propagande de guerre a étroitement dépendu des attentes de l'opinion, dont tout indique qu'elle fut à sa manière partie prenante de cette même propagande. Non seulement parce qu'elle en a largement interiorisé de nombreux aspects (et cette remarque vaut aussi pour les soldats du front qui lisaient les journaux tout en prétendant récuser leur contenu), mais parce qu'elle en a été un vecteur efficace.

Le schéma vertical d'une propagande élaborée d'en haut et modelant l'opinion comme une cire molle doit être abandonné : la propagande fut élaborée par des milliers d'hommes et de femmes qui ont écrit, dessiné, créé, ou tout simplement parlé, ne serait-ce que dans leur entourage proche. Dans ce processus en tâche d'huile, l'Etat n'a joué qu'un rôle d'encadrement et, accessoirement, de censure. Les Français combattants compris - n'auraient pu être moralement « mobilisés » pendant plus de quatre années d'indiscibles souffrances s'ils n'avaient pas accepté la guerre, s'ils ne l'avaient pas admise, s'ils n'avaient pas voulu, dans une certaine mesure, la gagner.

Les 40 000 lecteurs dont le *Canard enchaîné* faisait état en juillet 1917 étaient certes fort loin de ce type de consentement, mais ils étaient finalement peu nombreux, comparés aux millions de lecteurs de la « grande presse », celle que dénonçait, précisément, le nouveau venu.

Celui-ci n'était d'ailleurs pas en complète rupture, malgré les apparences, avec les tendances dominantes. Les premiers numéros, ceux de 1915, n'étaient-ils pas nettement anti-allemands ? Certes, cet aspect disparut ensuite. Pourtant, en 1917, le journal était pacifiste, il n'était pas défaitiste. Il avait salué la révolution russe de mars 1917, mais s'était affligé des pourparlers de paix menés par les bolcheviks après

leur victoire de novembre, allant jusqu'à traiter les « mégalomanes » russes de « moutons ». En fait, sa vraie cible était la « culture de guerre » plus que la guerre proprement dite.

Le 26 décembre 1917, à l'issue d'une année catastrophique pour les Alliés et pour la France en particulier, le *Canard* dressait le bilan suivant : « Il y a des gens qui ne sont véritablement jamais contents, puisque certains pessimistes s'obstinent à dire du mal de la situation actuelle. Jamais, cependant, nous n'avons été à une époque plus favorable. [...] Aujourd'hui que nous sommes en guerre, nous sommes mathématiquement sûrs qu'une seule chose peut se produire un jour ou l'autre, la paix. Franchement, il n'y a pas là matière à pessimisme. »

La paix, le *Canard enchaîné* la saluait onze mois plus tard par un gigantesque « Ouf ! » et par un éditorial intitulé « Honneur ! » qui rendait hommage aux soldats et au président Wilson. Dans l'immédiat, en cette fin d'année 1917, l'heure était à l'effondrement du front russe à l'Est. A l'Ouest, à la défaite italienne de Caporetto et aux flots de sang britannique versés à Passendale. La paix paraissait proche en effet. La paix par la défaite.

Stéphane Audoin-Rouzeau
Historien de la Grande Guerre

(1) Il s'agit évidemment des « curés ».

LIRE

► Jean-Jacques Becker
« Les débuts du *Canard enchaîné* » dans 14-18 : Mourir pour la patrie Seuil, 1992
► Stéphane Audoin-Rouzeau
A travers leurs journaux : 14-18. Les combattants des tranchées Armand Colin, 1986

Le Canard Enchaîné



Le *Canard enchaîné* est né deux fois. La première, le 10 septembre 1915 (ci-dessous). Mais il n'a tenu que cinq numéros. Il est réapparu le 5 juillet 1916 (ci-contre). (Photos Kharbine-Tapabor.)

Le Canard Enchaîné



PROCHAIN ÉPISODE : PASSENDAALE ET CAPORETTO, DEUX VAINS COMBATS

الطريق إلى

Deux mille cinq cents

Algérie

Les 40 000 lecteurs dont le *Canard enchaîné* faisait état en juillet 1917 étaient certes fort loin de ce type de consentement, mais ils étaient finalement peu nombreux, comparés aux millions de lecteurs de la « grande presse », celle que dénonçait, précisément, le nouveau venu.

Algérie

Les 40 000 lecteurs dont le *Canard enchaîné* faisait état en juillet 1917 étaient certes fort loin de ce type de consentement, mais ils étaient finalement peu nombreux, comparés aux millions de lecteurs de la « grande presse », celle que dénonçait, précisément, le nouveau venu.

INTERNATIONAL

Fuyant les exactions commises par le FPR

Deux mille cinq cents Rwandais arrivent chaque jour au Burundi

Sur les deux sites de Gitwa et de Murama, au Burundi, on dénombre aujourd'hui, environ 13 000 personnes, toutes arrivées depuis le 8 août. Et le rythme s'accroît : selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2 500 réfugiés arrivent chaque jour du Rwanda.

GITWA
de notre envoyé spécial
La Kanyaru serpente entre deux flancs de collines, dans un vallon tapissé de champs de bananiers. Le long d'un sentier raviné, quelques petits groupes de réfugiés montent vers un hameau dont les maisons de torchis sont aujourd'hui noyées au milieu de centaines de « bindés », fèves abritées de branchages recouverts de paille. Il y a trois semaines, les huttes de Gitwa s'élevaient vides, avec le transfert des arrivants vers des camps comme celui de Magara, où le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avait transporté 50 000 personnes en moins de dix jours.

Parmi les réfugiés, il y a ceux qui, comme Augustin, petit agriculteur, ont vu les hommes du Front patriotique rwandais (FPR) envahir leur secteur le 13 août, sans chercher à fuir : « Ils ont tout de suite demandé aux hommes de se rassembler au bureau communal. Mais, en y allant, j'ai vu des voisins assis par terre les mains liées derrière le dos et je me suis enfui. Ils ne m'ont pas tiré dessus. Je sais que les autres ont été tués dans une maison à coups de houe car j'ai entendu des cris. J'ai pris ma famille, et je suis parti ».

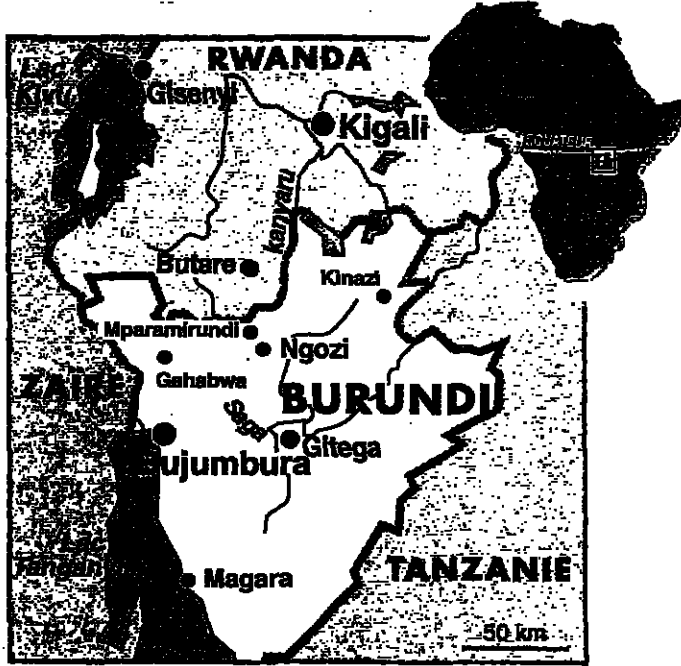
Il y a ceux qui, comme Léopold, ont cobiné avec le FPR : « On écoutait la radio du FPR qui disait : « *Imwami yashyamba* » c'est la paix ! ». Mais le 14 juillet, ils sont arrivés chez moi au centre de Gihabwa. Ils nous ont réveillés pour nous faire monter dans un pick-up rouge. Mes parents, mes

oncles et tantes ont embarqué. Le chauffeur du véhicule, qui était un ami, m'a fait comprendre qu'il ne fallait pas y aller. J'ai fait semblant d'aller chercher d'autres personnes et je me suis caché pendant deux jours. Je suis ensuite passé dans ma maison déserte pour prendre quelques vêtements et j'ai fui. Sur le chemin, j'ai vu trois cadavres - deux hommes et une fillette. »

Témoignages convergents

A Gitwa, on rencontre des habitants de Gishamvu, une localité située au sud de Butare. Ils ont traversé la frontière le 8 août au matin, avec très peu de bagages et de vivres, preuve qu'ils sont partis précipitamment dans la nuit. « Tous leurs témoignages convergent, contrairement à ceux qui se font l'écho de rumeurs », dit un responsable d'organisme humanitaire. Selon eux, le FPR a enlevé des personnes dans quelques maisons avant d'y mettre le feu. Ceux qui s'échappaient étaient achevés. Quelques jours plus tôt, les exactions ont touché le secteur de Saga, où une centaine de personnes seraient mortes ainsi.

Les observateurs du HCR confirment, en estimant qu'il se produit dans cette région des « exactions sporadiques » perpétrées par les miliciens du FPR. La question est de savoir si ces soldats obéissent à des ordres ou s'il s'agit d'éléments incontrôlés. La seconde hypothèse serait la plus plausible, mais la multiplication des témoignages de massacres autour de Butare font craindre le contraire. Comment expliquer ces meurtres qui se produisent parfois une semaine après la prise de telle ou telle localité par les rebelles tutsis ? Les troupes qui agissent en première ligne sont peut-être remplacées par des unités de maintien de l'ordre moins disciplinées. A moins que ces exac-



tions n'aient lieu sous la pression des réfugiés tutsis qui reviennent dans leurs villages et se vengent, après avoir échappé aux massacres d'avril par les miliciens hutus ?

Les réfugiés hutus signalent que, derrière les combattants du FPR, des civils viennent piller les maisons. Aucun blessé, pour ainsi dire, n'arrive jusqu'au Burundi. Mais ce n'est pas suffisant, semble-t-il, pour dire que les réfugiés affabulent. Pour passer la frontière, ils doivent éviter les patrouilles du FPR qui, d'après eux, n'hésitent pas à tirer. Des sources sûres confirment qu'il y a des cadavres dans la vallée de la Kanyaru, et deux blessés par balles ont été soignés par Médecins sans frontières un peu plus à l'est. Il pourrait s'agir aussi bien de pillards que de réfugiés qui vont récolter quelques haricots dans leurs champs avant de reve-

nir sur leurs pas. Selon des informations non confirmées, le FPR aurait interdit aux représentants du HCR l'accès à certaines zones où ceux-ci souhaiteraient enquêter.

A Gitwa même, les fuyards ne semblent pas rassurés. Selon eux, le FPR fait des incursions jusque dans ce village. « Lorsqu'on arrive pour les transférer, ils prennent les camions d'assaut ; en quelques minutes, tout le monde est à bord tant ils ont hâte de quitter l'endroit », dit un chauffeur du HCR. Mais ce côté-ci de la frontière n'est pas vraiment sûr non plus. Les Rwandais se méfient des forces de l'ordre (en majorité tutsies), comme les combattants du FPR, et quelques sanglantes exactions sont venues confirmer leurs craintes.

Le 14 juillet, des hommes armés enlèvent une dizaine de familles

(quarante-sept personnes au total) dans une chapelle de Mparamundi et les mènent à la grenade. Trois jours plus tard, une cinquantaine d'hommes sont emmenés par camions, et quelques corps sont retrouvés le lendemain à quelques kilomètres de là. Enfin le 13 août, à Kiri, une cinquantaine d'hommes sont tués par balles et jetés dans une fosse commune.

L'organisation Physician for Human Rights a eu vent de l'affaire et obtenu des autorités civiles de Bujumbura la permission d'aller déterrer les cadavres ; mais, sur place, les militaires leur ont interdit de le faire. Le HCR, pour sa part, a tout de suite envoyé des représentants à Kiri, qui ont retrouvé quelques témoins. Les soldats ont tenté de les empêcher de quitter le village avec leurs protégés. L'employé du HCR assassiné à son domicile samedi dernier (le Monde du 16 août) était parmi ceux qui s'étaient rendus à Kiri.

Au camp de Magara, deuxième ville du Burundi avec ses 53 000 personnes, la sécurité est bien mieux assurée que sur la frontière. Un détachement de soldats est présent en permanence. Mais, ici, le refus de repartir au Rwanda est unanime. « Tous ceux qui retournent sont tués », répète cette épouse de pasteur sans en avoir plus de preuve que les on-dit des voisins.

Plus de sites d'accueil

Le cas d'Eustache Kubwimana, responsable du Parti social-démocrate (PSD, ex-opposition) pour la région de Butare, est plus édifiant. Il fait partie de ces Hutus modérés pour qui l'attentat du 6 avril contre l'avion d'ex-président Habyarimana - qui a déclenché les massacres des Tutsis et des opposants hutus - a été perpétré par les extrémistes du pouvoir qui trouvaient le chef de l'Etat trop

« mou » face au FPR. Plusieurs de ses collègues du PSD font aujourd'hui partie du nouveau gouvernement rwandais. Il ne craignait donc pas le FPR lorsque ses membres sont arrivés, le 7 juillet, à Kigembé, et qu'il leur a proposé de collaborer avec eux.

Cinq jours plus tard, il écrit avec d'autres intellectuels de son parti une lettre au responsable du FPR, lui expliquant qu'il serait bon qu'il prenne une nouvelle initiative pour mettre la population en confiance. Cinq des signataires de cette lettre sont emmenés au bureau communal le lendemain : « Je ne les ai plus revus. Le jour suivant, des « FPR » ramassent plusieurs familles et le soir personne ne revient. Mes voisins commencent à partir. Je suis resté encore vingt-quatre heures et j'ai fini par partir avec ma femme. »

Ancien directeur d'un projet agricole, il vit aujourd'hui dans deux huttes couvertes d'une bâche en plastique avec son épouse, d'origine tutsie, et ses six enfants. Pour M. Kubwimana, ces exactions peuvent s'expliquer par la méfiance du FPR : « Compte tenu de l'ampleur des massacres, ils doivent se dire avec une certaine logique que ceux qui n'ont pas été massacrés et qui n'ont pas fui sont forcément des ennemis. Certains citent quelques cas de Tutsis épargnés par les miliciens hutus et que les soldats du FPR auraient tués en disant : « Tu es vivant, donc ennemi. »

Au vu de ces exactions, les responsables du HCR s'inquiètent sérieusement d'un possible raz-de-marée de personnes déplacées, de la zone humanitaire française vers le Burundi. A trois heures de marche seulement. Or, pour Philippe Dross, chargé de l'assainissement des camps, « il est de plus en plus difficile de trouver de nouveaux sites d'accueil dans cette région surpeuplée ».

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE

Deux techniciens chinois assassinés à Alger

Deux techniciens chinois ont été assassinés, lundi 15 août, par des terroristes, dans la banlieue d'Alger. Pendant ce temps, deux parts d'opposition, dont le RCD, ont rejeté l'offre de dialogue lancée par le gouvernement.

Deux ressortissants chinois ont été assassinés par balles, lundi 15 août, à El Harrach, dans la banlieue est d'Alger. Il s'agit d'un technicien travaillant sur un barrage près de Tipaza, Qian Yong-gang, trente-cinq ans, et d'un interprète, Liu Kaifu, soixante-trois ans. Les deux victimes se trouvaient à bord d'un véhicule tout-terrain lorsqu'ils ont été pris sous le feu d'un groupe armé, circulant à bord d'une voiture. Deux des agresseurs ont été tués par la police, qui les a pris en chasse sur plusieurs kilomètres. C'est la première fois que des Chinois sont tués dans un attentat. Mais deux techniciens chinois sont portés disparus depuis le 15 mars dernier.

La Chine, dont les relations commerciales avec l'Algérie sont très fortes, lui a vendu, en 1993, un réacteur nucléaire de 15 mégawatts, installé à Ain-Ousserr, à deux cents kilomètres au sud d'Alger. Officiellement destiné à la recherche médicale et agricole, ce réacteur - dont la construction avait été annoncée dans la presse anglo-saxonne en 1991 - inquiète les experts, qui s'interrogent sur sa véritable nature car il « est trop important pour faire de la recherche et pas assez pour faire de l'électricité » (le Monde du 27 mai 1991). Certains se sont même demandé s'il ne pourrait pas produire du plutonium, matériau qui peut servir à des usages militaires. Des Chinois travaillent aussi dans le domaine des infrastructures et comme médecins, notamment dans des régions éloignées de la capitale.

Au cours des douze derniers

jours, sept étrangers ont été assassinés dans des attentats attribués à des groupes armés islamistes. Parmi eux, figurent cinq Français, trois gendarmes et deux agents consulaires. Au total, depuis le 21 septembre dernier, cinquante-neuf étrangers, dont quinze Français, ont été tués. A cet égard, le chef du mouvement, Mokdad Sifi, a annoncé dimanche que « des mesures strictes pour assurer la sécurité des personnes et des biens » allaient être prises par l'Etat.

Le FLN critique Paris

Par ailleurs, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a décliné dimanche l'invitation au dialogue lancée pour le 21 août avec huit partis de l'opposition par le président Liamine Zéroual. « Le RCD refuse de s'engager dans une entreprise qui fera encore perdre du temps à la patrie pour en faire gagner à ses ennemis », a déclaré son secrétaire général, Saïd Sadi, dans une lettre adressée au chef de l'Etat. Autre défection, celle du mouvement Ettahadli, l'ancien Parti communiste. Dans un entretien accordé au quotidien *El Watan*, son secrétaire général, Hachemi Chérif, « refuse de donner [sa] confiance à une initiative qui, au-delà de ses aspects mystificateurs, prépare le lit à un pouvoir intégriste ».

De son côté, le Conseil national de transition (CNT), qui fait office de Parlement, a adopté, samedi, le programme du gouvernement par 115 voix pour, 11 contre et 8 abstentions. Ce programme prévoit notamment la révision de la loi électorale et la privatisation de certaines entreprises publiques. A cet égard, le ministre du tourisme et de l'artisanat a annoncé dimanche « une privatisation sous azimut » du secteur touristique qui, selon lui, devra « aller très loin », en offrant notamment des

« concessions au tourisme international ». Dans un communiqué, le bureau politique du FLN a critiqué la politique française contre les islamistes algériens en France.

Il a souligné qu'« il est du droit des Etats de prendre les mesures jugées nécessaires pour préserver leur sécurité », mais estimé que « les mesures collectives prises à l'encontre de la communauté algérienne en France ont pris le caractère d'une campagne politique visant la diffusion d'une vision superficielle et erronée de la situation en Algérie ». L'ancien parti unique relève que cette campagne « suscite des réactions hostiles en France même et dans certains pays qui lui sont alliés » et regrette qu'elle ait reçu la « caution » du gouvernement algérien. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : neuf policiers tués en trois jours. - Un sergent de la police sud-africaine a été tué par balles, dimanche 14 août, dans un commissariat proche du Cap, portant à neuf le nombre de policiers disparus depuis jeudi. Plus de 150 policiers ont été tués cette année en Afrique du Sud. Ces meurtres seraient pour la plupart des crimes de droit commun et non des attentats politiques. - (AFP)

NIGÉRIA : le groupe de presse Guardian fermé par la police. - Le groupe de presse Guardian, appartenant au ministre de l'Intérieur, Alex Ibru, connu pour ses convictions démocratiques, a été fermé par la police dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 août. Cette mesure est interprétée par l'opposition comme le signe précurseur d'un raidissement du régime militaire dans le conflit qui l'oppose aux syndicats du secteur pétrolier en grève depuis le 4 juillet. D'autre part, un attentat à la bombe a été commis samedi contre la résidence du ministre de l'aviation et des transports, Ebenezer Naepe, sans faire de victimes. - (AFP)

REPÈRES

ALBANIE

Ouverture du procès de cinq membres de la minorité grecque

Les cinq membres de la minorité grecque d'Albanie, arrêtés le 18 avril dernier à la suite d'une attaque meurtrière contre une caserne albanaise près de la frontière avec la Grèce, ne seront pas jugés pour « haute trahison ». Le procureur a décidé lors de la première séance du procès qui s'est tenue, lundi 15 août à Tirana, de retirer le principal chef d'accusation. Selon les observateurs, Tirana cherche ainsi à apaiser les protestations d'Athènes (le Monde du 14 et 15 août) qui a menacé de renvoyer en Albanie des centaines de milliers de clandestins albanais qui vivent en Grèce pour riposter à la « provocation incoordonnée » que constitue ce procès. Athènes juge en effet « totalement infondées et de caractère politique » les accusations portées contre les cinq inculpés. - (AFP, Reuters)

ALLEMAGNE

Deux juges de Mannheim écartés « pour raisons de santé »

Deux des juges de Mannheim qui avaient provoqué un scandale en Allemagne en publiant des attendus de jugement complaisants envers les thèses négationnistes - à l'occasion de la condamnation d'un chef néonazi à un an de prison avec sursis et à une amende pour avoir nié l'Holocauste - sont écartés « pour raisons de santé », a annoncé lundi 15 août le tribunal de Mannheim.

A la suite de la polémique, le juge Wolfgang Müller avait publié un communiqué dans lequel il regrettait certaines « formules malheureuses » des attendus et estimait qu'il était victime d'un malentendu. Il rappelait qu'il était membre depuis vingt-cinq ans du Parti social-démocrate (SPD) et affirmait avec vigueur

« récusar les idées nationales-socialistes et antisémites ». Quant à son collègue Rainer Orlt, qui avait rédigé le jugement, il n'est pas immédiatement remplacé, mais le tribunal annonce une décision ultérieure sur « la réorganisation du service, rendue obligatoire par l'incapacité de travail prolongée du juge Orlt pour raison de santé ». - (AFP)

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les « snipers » toujours à l'œuvre à Sarajevo

Les tirs isolés se sont poursuivis, lundi 15 août, dans la capitale bosniaque, en dépit de l'entrée en vigueur d'un accord serbo-musulman visant à mettre un terme à l'activité des « snipers » contre les civils à Sarajevo. Outre le dispositif de surveillance mis en place par des unités de « casques bleus » français, russes et ukrainiens, la police serbe et la police bosniaque se sont engagées à débarrasser les tireurs récalcitrants et à les traduire en justice (le Monde du 16 août). Seuls des incidents sporadiques ont été enregistrés, lundi, sur les divers fronts en Bosnie alors que dans l'est du pays les Serbes s'opposaient toujours au libre passage des convois humanitaires. Par ailleurs, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, reste hostile à l'envoi d'observateurs internationaux à la frontière serbo-bosniaque pour contrôler le respect du blocus commercial décidé par Belgrade contre les Serbes de Bosnie qui s'obstinent à rejeter le plan de paix. - (AFP, Reuters)

GRANDE-BRETAGNE

L'IRA revendique un attentat à la bicyclette piégée

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué, lundi 15 août, un attentat à la bicyclette piégée commis deux jours plus tôt dans la station balnéaire de Bognor-Regis dans le sud de

l'Angleterre, près de Brighton. Cet attentat a détruit une quin-zaine de magasins. Une autre charge, également placée dans une sacoche de bicyclette, avait été désamorcée à temps. C'est la première fois que l'IRA, à qui l'intention est prouvée d'annoncer une trêve dans les prochaines semaines, utilise des bicyclettes piégées, dans des attentats sur le territoire britannique.

En Ulster, un catholique a été tué, dans la nuit de samedi à dimanche, par la milice protestante paramilitaire des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF). - (AFP)

TURQUIE

Dixième anniversaire de la rébellion du PKK

Pour le dixième anniversaire, lundi 15 août, du début de la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée turque a poursuivi ses opérations habituelles dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, sans action d'éclat de la part du mouvement séparatiste, qui se réclame toujours du marxisme-léninisme. Créé en novembre 1978 par une dizaine de militants kurdes, dont son actuel chef Abdullah Ocalan dit « Apo », le PKK a déclenché la lutte armée le 15 août 1984. Le dernier bilan publié par les autorités porte à 14 404 personnes - dont 3 487 civils - le nombre des victimes, en dix ans d'une lutte sanglante entre les rebelles et l'armée.

Dans un entretien paru lundi dans un journal turc, le représentant en Europe du PKK, Kani Yilmaz, a réitéré l'intention de son organisation d'intensifier la lutte armée. Il a ajouté que le PKK avait les moyens de continuer la lutte dans le Sud-Est pendant au moins deux décennies. De son côté, « Apo » affirme, dans des propos rapportés le même jour par le quotidien turc pro-kurde *Ozgur Uls*, que la rébellion a « assuré la résurrection » du peuple kurde et que le moment de sa « libération » est venu. - (AFP)

ASIE

Elections dans un climat tendu au Sri-Lanka

Une gauche modérée dirigée par la fille de l'ex-premier ministre Sirima Bandaranaike menace les conservateurs, au pouvoir depuis 1977

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Un pays de cocagne qui bat tous les records de violence politique en Asie du Sud : une oasis de relative prospérité où guerre civile et répression ont fait des dizaines de milliers de morts en quinze ans : un modèle de démocratie légué par le colonisateur britannique où les « dérapages » autoritaires se sont multipliés depuis l'indépendance de 1948 ; un jeu politique, enfin, qui reste pour partie une affaire de famille et où les grandes formations n'ont pas changé depuis quarante-cinq ans...

Les élections législatives, mardi 16 août, les plus disputées et sans doute les plus cruciales depuis longtemps, risquent ainsi de ne pas échapper aux règles souvent cruelles du paradoxe sri-lankais : quel que soit le parti vainqueur, on redoute des violences post-électorales ; et déjà vingt personnes – surtout des partisans de l'opposition de gauche – ont été tuées durant la campagne. Un chiffre qu'il faut pourtant remettre en perspective : les élections de 1988-1989 avaient fait des centaines de morts. Quelque 30 000 personnes auraient par ailleurs péri lors de l'insurrection des ultra-nationalistes cinghalais du mouvement JVP et de la répression policière qui s'était ensuivie.

Le scrutin de mardi s'est déroulé sous haute surveillance. Les 50 000 policiers du pays ont été mobilisés pour maintenir l'ordre et assurer la tenue d'élections « libres et honnêtes ». Des observateurs de quatorze pays, dont la France, ont été appelés pour vérifier le bon déroulement des opérations. Le couvre-feu devait être imposé au soir du scrutin pour empêcher des explosions de violence, et la population de Colombo stocke depuis plusieurs jours de la nourriture, provoquant une flambée des prix. L'état d'urgence en vigueur depuis 1983 à la suite de l'insurrection tamoule a été réimposé après la fermeture des bureaux de vote, et mercredi et jeudi ont été déclarés jours de vacances.

Les deux grands partis concurrents, le Parti national uni (UNP) du président Wijetunga, et le Parti de la liberté (SLFP) de la famille Bandaranaike, sont de vieux rivaux qui se sont succédés aux affaires depuis 1948. Le SLFP, socialiste et jadis « non aligné », a été aux commandes à deux

reprises dans les années 50-60 et 70, tandis que l'UNP, ultra-libéral, l'a été le reste du temps, et sans discontinuer depuis 1977.

L'usure du pouvoir ayant fait ses ravages, le sentiment général est que le SLFP a de bonnes chances de quitter les bancs de l'opposition, même si aucun sondage sérieux n'est venu étayer cette théorie. « Dix-sept ans, ça suffit », affirme de nombreux Sri-Lankais, surtout les jeunes, qui représentent une part importante des onze millions de votants. Du côté des leaders, le « déficit charismatique » du président Wijetunga, personnage sans envergure propulsé au sommet en mai 1993 au lendemain de l'assassinat, sans doute par des extrémistes tamouls, de l'ancien chef de l'Etat Premadasa, semble donner l'avantage à Chandrika Kumaratunga, dirigeante de l'Alliance du peuple, coalition de neuf partis de gauche et de centre-gauche dont le SLFP est la principale composante.

A quarante-neuf ans, cette ancienne étudiante de sciences politiques à Paris a pour elle le poids d'une dynastie, phénomène courant dans un sous-continent qui a vu notamment les familles Nehru-Gandhi et Bhutto se succéder à elles-mêmes. Et, comme pour les autres grandes familles de pouvoir d'Asie du Sud, l'histoire de Chandrika mêle succès et tragédies : son père, Solomon, fondateur du SLFP, fut élu premier ministre en 1956 avant d'être assassiné par un extrémiste bouddhiste trois ans plus tard. Sa veuve, Sirima, allait le remplacer en 1960 avant d'être démocratiquement chassée du pouvoir cinq ans plus tard, pour renouer avec la victoire en 1970.

Menaces de mort contre Chandrika ?

Chandrika s'était brouillée avec sa mère dans les années 80, mais elle a fini par rejoindre le parti de ses parents après l'assassinat, en 1988, de son mari, l'acteur Vijay Kumaranatunga. Son frère Anura, quarante-quatre ans, a quant à lui, quitté le parti familial pour s'allier au gouvernement début 1994 : la vieille Sirima, qui avait un temps choisi son fils pour héritier politique, a fini par désigner sa fille...

Intelligente et cultivée, Chandrika, au sourire désarmant, est

pourtant déjà décrite par certains comme la prochaine « dame de fer » du Sri-Lanka. Elle a su drainer des foules nombreuses lors de ses meetings électoraux. La campagne de son parti aura d'ailleurs reposé sur ses épaules, même si des menaces de mort l'ont forcée à annuler plusieurs de ses apparitions en public. « Le parti au pouvoir a engagé des tueurs pour m'éliminer », a-t-elle affirmé à l'envoyé du Monde, dans une villa perdue dans la jungle où, protégée par une escouade en tenue camouflée, elle se reposait entre deux meetings. Vêtue d'un sari bleu aux couleurs de son parti, installée sur un sofa, elle ajoute : « J'ai prévenu la police, qui a fait une enquête, mais elle l'a interrompue quand elle s'est aperçue que la piste remontait directement au chef de l'Etat ». Selon elle, « il y a de bonnes raisons de penser que le gouvernement n'acceptera pas sa défaite ».

« Ces accusations sont absurdes et sans fondement », a répondu le premier ministre, Ranil Wickremesinghe, lors d'une conférence de presse organisée dimanche. Il a aussi indiqué ne pas « posséder d'informations » sur des rumeurs selon lesquelles un ex-commandant en chef de l'armée, Cecil Waidyaratne, actuellement ambassadeur à Bangkok, aurait été rapplé à Colombo ces derniers jours pour préparer un éventuel coup de force gouvernemental en cas de victoire de l'opposition.

Au-delà de cette lutte que se livrent les deux grands partis, les enjeux de ces élections restent assez flous. L'UNP ne se prive pas de rappeler les sombres heures du « règne » de M^{me} Bandaranaike mère, dont la politique socialiste avait « ruiné le pays ». « Nous ne sommes plus un pays à faible revenu », se flatte le premier ministre, dont les partisans agitent le spectre du retour de la gauche, une éventualité qui semble en effet inquiéter les milieux d'affaires.

L'Alliance du peuple conspu, de son côté, la politique ultra-libérale d'un gouvernement qui a peut-être lancé le pays « sur les chemins du XXI^e siècle », mais à un coût social très lourd pour le petit peuple. Chandrika soutient aujourd'hui le principe d'un « capitalisme à visage humain » qui n'oublierait pas les plus pauvres.

L'enjeu crucial reste le problème de la guérilla séparatiste tamoule, qui a fait plus de

20 000 morts en quinze ans. Le président Wijetunga répète à l'envi que, si son parti est élu, il en aura fini avec les « terroristes » en « un mois ». Le premier ministre ajoute que son gouvernement n'a « jamais fermé la porte » aux négociations. Encore faut-il rappeler que l'UNP a été incapable de résoudre cette crise en trois lustres et demi de pouvoir.

Négociations avec les Tamouls

Chandrika paraît ainsi la mieux placée pour négocier avec les extrémistes tamouls et leur chef, le mystérieux Vellupillai Prabhakaran, retranché dans son fortin de la péninsule septentrionale de Jaffna (le Monde du 23 avril). Le programme du SLFP reste pourtant vague sur cette question, même si la candidate au poste de premier ministre déclare vouloir « donner plus de pouvoirs » aux régions tamoules. Chandrika ne serait pas hostile à une fédération, mais elle préfère ne pas en parler pour éviter de se faire accuser de diviser le pays, comme le soutient le gouvernement, et ne pas choquer les plus chavirés des Cinghalais, pour lesquels toute concession aux Tamouls est une trahison.

Une victoire de l'opposition risquerait, en tout cas, de provoquer une situation sans précédent dans l'histoire du pays : dans ce système présidentiel où le chef de l'Etat a des pouvoirs encore plus étendus que son homologue français, la cohabitation se révélerait certainement délicate avec Chandrika. Chef des armées et de la police, le président nomme le cabinet et choisit le premier ministre. Chandrika espère, sans trop y croire, que ce dernier aura l'élégance de se retirer en cas de défaite de son parti.

Elle convoquerait alors une Assemblée chargée de réformer la Constitution et de revenir à un système parlementaire à la britannique – tout en espérant que M^{me} Bandaranaike, âgée de soixante-dix-huit ans, qui reste le chef du SLFP, serait élue présidente par le nouveau Parlement. La mère et la fille au pouvoir : le clan des Bandaranaike ne pourrait rêver d'un plus beau symbole pour son retour aux affaires après une si longue traversée du désert.

BRUNO PHILIP

HONGKONG

Pékin accroît ses pressions sur la colonie britannique

Depuis la fin de la semaine dernière, Lau San-ching fait la grève de la faim devant les bâtiments du gouvernement de Hongkong. Cet ancien trotskiste qui dénonce le « totalitarisme des communistes chinois » et rêve d'un « socialisme démocratique » (le Monde du 7 mars 1992) proteste ainsi contre l'interdiction qui lui a été signifiée de se présenter aux élections locales du mois prochain. Il est reproché à cet activiste, qui a fait dix ans de prison en Chine populaire pour des motifs politiques, de ne pas avoir résidé assez longtemps dans la colonie britannique. Ce à quoi il répond que Hongkong cède aux pressions de Pékin et que s'il n'avait pas été retenu contre son gré pour « activités contre-révolutionnaires », il aurait aisément satisfait à ces conditions.

Quelques jours auparavant, on apprenait que l'un des hommes d'affaires les plus en vue de Hongkong, Jimmy Lai – fondateur du groupe textile Giordano et du magazine Next – avait été contraint de démissionner de son poste de président de la société qu'il avait créée en 1981. M. Lai est connu pour son franc-parler. Après s'en être pris aux trinités – les gangs qui écumant Hongkong – ce qui lui avait valu des menaces et un cocktail Molotov dans son jardin, il s'en était pris, dans les

colonnes de Next, au premier ministre chinois, Li Peng, pour sa politique anti-démocratique.

Peu après, sa boutique dans la capitale chinoise était fermée d'office pour d'obscures raisons administratives. L'avertissement était clair : si Giordano voulait continuer à faire affaire avec la Chine, M. Lai – qui en est pour tout le principal actionnaire, avec 36 % des parts – devait partir. C'est ce qu'il a fait.

Ces deux incidents, à moins de trois ans de la rétrocession de la colonie à la Chine populaire, le 1^{er} juillet 1997, ont inquiété l'opinion et les médias de Hongkong. Le South China Morning Post, paru récemment racheté par un magnat pro-chinois, a estimé que cette « tactique de pression » de Pékin « accroît l'inquiétude sur la vie après 1997 ». En fait, c'est l'autonomie de Hongkong – consacrée par la Déclaration conjointe de 1984 – qui se trouve de facto remise en cause par ces ingérences pas toujours discrètes mais efficaces.

Les dirigeants chinois montrent ainsi qu'ils se refusent à s'appliquer à eux-mêmes les règles qu'ils exigent de leurs partenaires, en premier lieu celle de ne pas mêler affaires et politique. C'est au nom de ce principe qu'ils ont dénoncé les « ingérences » occidentales et les velléités de

Washington de lier le respect des droits de l'homme à l'obtention de la clause de la nation la plus favorisée.

Et pourtant, la Chine n'a pas hésité à sanctionner un partenaire économique (Giordano fait fabriquer ses vêtements sur le continent) en raison des prises de position politiques de son PDG. Il faut dire qu'elle a été aidée, dans un cas comme dans l'autre, par la faiblesse de ses interlocuteurs, que

soient les fonctionnaires de la colonie ou le conseil d'administration de Giordano, qui a affirmé sans rire qu'il n'y avait « aucun lien » entre les propos de M. Lai et sa démission. Les affaires sont les affaires. Encore faut-il qu'elles le restent, car le succès économique de Hongkong a toujours résidé dans le « laissez-faire », un principe auquel Pékin a bien du mal à se plier.

PATRICE DE BEER

CORÉE DU SUD : arrestation de 1 200 étudiants pro-nord-coréens. – La police sud-coréenne a arrêté, lundi 15 août, 1 200 étudiants après les violents affrontements qui ont éclaté durant le week-end sur le campus de l'université de Séoul entre manifestants favorables à Pyongyang et forces de l'ordre. Ces incidents, auxquels avaient pris part dix mille étudiants partisans de la réunification entre les deux Corée, ont fait deux cents blessés. (AP, Reuters.)

JAPON : des gardes-côtes russes ont ouvert le feu sur des chalutiers nippons. – Des gardes-côtes russes ont ouvert le feu, lundi 15 août, sur deux chalutiers japonais pêchant au large des îles Kouriles, occupées par la Russie et revendiquées par Tokyo. Selon les agences Tass et Interfax, les navires nippons se trouvaient dans les eaux territo-

riaux russes mais ont ignoré les sommations des gardes-côtes. L'incident a fait plusieurs blessés du côté japonais et a endommagé un des deux bateaux de pêche, qui a été saisi par les Russes. (UPI, Reuters.)

VIETNAM : négociations frontalières avec la Chine. – Les vice-ministres des affaires étrangères vietnamiennes et chinoises se sont retrouvés, lundi 15 août, à Hanoi, pour discuter de leurs différends frontaliers et apaiser un contentieux qui a récemment pris l'allure d'un affrontement en mer de Chine méridionale. Les deux parties devraient aborder, pour la première fois à un tel niveau, la question de la souveraineté sur les archipels des Spratleys et des Paracels. Elles discutent également de leur frontière terrestre, par laquelle transite un important trafic illégal de marchandises. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Arrestation de militants du Hamas à Gaza

Yasser Arafat sévit contre les islamistes

Le chef de l'OLP a relevé, lundi 15 août, le défi lancé par le mouvement de la résistance islamique, Hamas, en arrêtant quarante de ses militants, après que ceux-ci eurent attaqué des Israéliens, à partir de l'enclave autonome de Gaza, tuant un civil et en blessant sept autres. La police palestinienne a maintenu en état d'arrestation dix activistes. Deux des personnes arrêtées ont été relâchées après avoir signé, pour la première fois, un document les engageant « à respecter la loi, l'ordre et la sécurité ».

Dans une déclaration faite, lundi, à l'AFP, le porte-parole du Hamas, Ibrahim Ghoché, a qualifié de « développement négatif et très dangereux » ces arrestations et a rendu Yasser Arafat « personnellement responsable [de leurs] conséquences ». Il a affirmé que la « lutte des militants constitue une ligne rouge qu'il ne faut pas franchir ». A son avis, « la poursuite de cette lutte constitue un fait religieux et national auquel ni Arafat ni son autorité ne peuvent s'opposer ».

De leur côté, dans un communiqué rendu public, lundi, à Damas, les Fronts démocratique et popu-

laire de libération de la Palestine (FDLP de Nayef Hawatmeh - FPLP de Georges Habache), les deux hostiles au processus de paix, ont dit leur opposition : désarmement des civils dans les enclaves autonomes palestiniennes, estimant qu'une telle mesure aurait « des conséquences négatives » et « constituerait une soumission au chantage israélien ».

En revanche, le premier ministre israélien s'est félicité, lundi, de l'arrestation par la police palestinienne de plusieurs membres du Hamas. « C'est un bon signe », a estimé, lundi, Itzhak Rabin, qui s'était rendu sur les lieux où un Israélien de dix-huit ans avait été tué, la veille, devant la première victime civile juive dans la bande de Gaza depuis qu'en mai dernier cette zone est passée sous contrôle palestinien. « Le gouvernement israélien suit bien que nous faisons le maximum pour éviter des violences. Il sait que la police palestinienne agit sagement et avec toute son autorité », a souligné Nabil Chaath, principal négociateur palestinien. (AFP, Reuters.)

IRAK : Bagdad affirme son entière coopération avec l'ONU. – Bagdad a réaffirmé, lundi 15 août, son entière coopération avec la Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK), dont un membre bangladais avait été tué, vendredi, par des Irakiens. Le gouvernement de Bagdad a implicitement dénoncé l'exploitation de cet incident « à des fins politiques » par le Koweït. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué que « les autorités irakiennes ont pris les mesures nécessaires pour l'arrestation des malfaiteurs, en concertation avec le commandement de la MONUIK ».

IRAN : Téhéran rappelle son ambassadeur à Buenos Aires. – L'Iran a rappelé, lundi 15 août, son ambassadeur en Argentine, pour protester contre « les accusations sans fondement et des propagandes de certains milieux argentins contre des diplomates et des res-

ponsables iraniens », a annoncé mardi, Radio-Téhéran. Un juge argentin a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre quatre anciens diplomates iraniens pour leur implication éventuelle dans l'attentat à la voiture piégée contre le siège de l'Association des mutuelles israéliennes d'Argentine, qui avait fait 95 morts le 18 juillet. (AFP.)

LIBAN : trois miliciens pro-israéliens tués par le Hezbollah. – Trois miliciens de l'Armée du Liban sud (ALS), supplétive d'Israël, ont été tués et quatre autres blessés, mardi 16 août, dans le sud du pays, lors d'une attaque à l'explosif du mouvement intégriste pro-iranien Hezbollah. L'artillerie israélienne et celle de l'ALS ont bombardé en représailles le sud de la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien. Le président libanais Elias Hraoui a répété, lundi, que les opérations de « résistance » sont « un droit légitime » tant qu'Israël occupe le sud du pays. (AFP.)

REPÈRES

CUBA

Brève occupation d'un pétrolier par des candidats à l'exil

Les autorités cubaines ont réussi, lundi 15 août, à désamorcer sans incident la crise suscitée par l'occupation, pendant près de vingt-quatre heures, d'un pétrolier maltais dans le port de Mariel. Plus de cinq cents personnes étaient montées à bord du Jussara – un navire-citerne affrété par le gouvernement pour assurer des livraisons de combustible – dans l'espoir de gagner les Etats-Unis. Elles ont quitté le navire et sont sorties de la zone portuaire, sans faire apparaître l'objet de leurs revendications de la part des très nombreuses forces de l'ordre dépêchées sur place. Annonçant lundi, en début de soirée, la fin de l'occupation, la télévision nationale a estimé que « l'attitude ferme, saine et intelligente des autorités » avait permis de trouver une issue à l'incident le plus grave enregistré par le pouvoir depuis les violents affrontements de La Havane qui avaient fait au moins trente-cinq blessés le 5 août dernier. (AFP.)

GUATEMALA

Victoire de la droite aux élections législatives

Le Parlement guatémaltèque, élu, dimanche 14 août, sera largement dominé par les partis de droite, selon les résultats définitifs communiqués lundi par le Tribunal suprême électoral (TSE). Le Front républicain guatémaltèque (FRG, droite) du général en retraite Efraín Ríos Montt a obtenu 32,5 % des voix et occupera 32 des 80 sièges. Le Parti de l'avance nationale (PAN, droite) en occupera 24, et la

Démocratie chrétienne (DC, centriste 13). Le TSE a d'autre part indiqué que près de 79 % des 3,4 millions d'électeurs ne s'étaient pas déplacés pour ce scrutin, un taux record pour ce pays de 10,3 millions d'habitants. Ces résultats confirment que le général Ríos Montt, qui avait dirigé le pays entre 1982 et 1983 à l'issue d'un putsch, sera l'homme fort du pays, tandis que le président Ramiro de León Carpio, qui n'appartient à aucun parti, pourrait voir sa position fragilisée. (AFP.)

JAPON

Seconde guerre mondiale : les repentirs de l'empereur et du premier ministre

L'empereur Akihito et le premier ministre, Tomiichi Murayama, ont exprimé, lundi 15 août, à l'occasion de la commémoration du quarante-neuvième anniversaire de la reddition japonaise, le repentir de leur pays pour les atrocités commises par ses troupes durant la seconde guerre mondiale. « Nous devons nous repentir de notre propre histoire et parler aux jeunes générations des misères engendrées par la guerre », a dit M. Murayama lors d'une cérémonie officielle au Budokan (Palais des arts martiaux) de Tokyo. La controverse entretenue par les ambiguïtés de la classe politique nipponne sur ce passé militariste, illustrée par la récente démission du ministre de l'environnement (le Monde du 16 août), est toutefois loin d'être close puisque des ministres de M. Murayama se sont rendus dans le sanctuaire de Yasukuni, dédié aux victimes japonaises du conflit et où sont conservées les cendres de plusieurs criminels de guerre. (AFP.)

البحر الأحمر

Handwritten text in a box: *Handwritten signature or name*

(Publicité)

• Le Monde • Mercredi 17 août 1994 • 5

Le monde

Arabes sévit contre les islamistes

Le mouvement des islamistes a connu un succès sans précédent en Arabie saoudite, où il a conduit à la prise de pouvoir par les wahabites. Les islamistes ont été accusés de sévices contre les opposants et de répression des libertés civiles. Le mouvement a été condamné par la communauté internationale.

Les islamistes ont été accusés de sévices contre les opposants et de répression des libertés civiles. Le mouvement a été condamné par la communauté internationale.

Les islamistes ont été accusés de sévices contre les opposants et de répression des libertés civiles. Le mouvement a été condamné par la communauté internationale.

Arabes sévit contre les islamistes

Le mouvement des islamistes a connu un succès sans précédent en Arabie saoudite, où il a conduit à la prise de pouvoir par les wahabites. Les islamistes ont été accusés de sévices contre les opposants et de répression des libertés civiles. Le mouvement a été condamné par la communauté internationale.

Arabes sévit contre les islamistes

Le mouvement des islamistes a connu un succès sans précédent en Arabie saoudite, où il a conduit à la prise de pouvoir par les wahabites. Les islamistes ont été accusés de sévices contre les opposants et de répression des libertés civiles. Le mouvement a été condamné par la communauté internationale.



TRÈS MÂLE VU À S^T RAPHAËL ET S^{TE} MAXIME.

DIM

EUROPE

Russie : le difficile retour des Pieds-rouges

Deux millions et demi de Russes des nouvelles Républiques de l'ex-URSS ont déjà retourné vers leur pays... où rien ne les attend

KALOUGA

correspondance

A deux cents kilomètres au sud de Moscou, sur un terrain vague de la région de Kalouga, quatre cents Russes ayant fui le Tadjikistan en 1990 ont décidé de construire leur ville. Elle s'appellera Novosyol, « la nouvelle colonie ». Le rêve de ces Russes qui ont déserté ce que l'on nomme aujourd'hui « l'étranger proche » est de recréer sur cette terre leur ancien cadre de vie, leur « capitale » : un Douchanbé en miniature. Quatre mille réfugiés au total devraient s'y installer. Mais aujourd'hui, sur ce terrain vierge dont les migrants ont fait un début de nouvelle vie, la construction stagne faute d'argent. Aussi, en attendant la future Maison de la culture, l'école primaire et le stade de football, les réfugiés survivent depuis trois ans à l'hiver russe dans des cabanes en bois ou en toile. Il n'y a ni eau, ni électricité, ni toilettes. Les enfants jouent entre les poules et les chèvres et s'aventurent parfois à escalader les carcasses de pompes, portant encore l'insigne de la caserne de Douchanbé.

Ils sont le symbole physique, les restes géants de l'ère soviétique. Elite de la Russie, ils furent en d'autres temps envoyés vers le sud de l'empire pour « éduquer l'Asie ». A présent, ils se sentent superflus, étrangers où qu'ils aillent. A Novosyol ils sont pour la plupart enseignants, économistes, architectes. Tatiana Mikhalovna, trente-cinq ans, est née à Douchanbé, où elle fut professeur. Elle a aujourd'hui perdu toutes ses illusions. « Je suis venue spécialement du Tadjikistan pour voir Eltsine et faire avancer les réformes. Je pensais que le gouvernement russe nous aiderait un peu. Mais il semble que personne ne se soucie de nous, ni l'Etat ni les Russes. Nous sommes des Russes dans la Russie n'a pas besoin. Ici nous ne sommes pas considérés comme des Russes, tout comme au Tadjikistan nous n'étions pas perçus comme des Tadjiks. Ici, on nous dit que notre accent est étrange, pas tout à fait russe. C'est comme si nous avions été retenus entre le ciel et la terre. » Ni d'ici ni d'ailleurs, les Russes de l'« étranger proche »

sont en quête d'identité. « Pieds-rouges ou Pieds-bleus, ce sont des réfugiés embarrassants. Venu d'Asie centrale, du Caucase ou des pays baltes, ils fuient tantôt la guerre civile, tantôt la montée d'un nationalisme local. Nombreux sont ceux qui continuent de partir alors que les conflits ont plus ou moins cessé. Ils seraient aujourd'hui deux millions et demi à être rentrés en Russie (dont six cent mille seulement sont officiellement enregistrés) et le service fédéral des migrations prévoit qu'ils seront six à huit millions dans les cinq ans à venir. A Moscou et aux alentours, le chiffre est plus élevé en raison du « barrage », toujours en vigueur, de la fameuse *propiska*, l'autorisation de résidence. Mais dans des villes comme Krasnodar, Stavropol ou Rostov, au nord du Caucase, le flux est continu. Une fois arrivés en territoire russe, c'est, la plupart du temps, des *wagonchiki*, des baraquements de chantier, qui les attendent. Et parfois rien du tout.

Garder des otages...

Accueillis au début à bras ouverts comme des victimes, les Russes de la future Novosyol doivent aujourd'hui se battre avec l'administration locale pour conserver une terre qui leur avait été gracieusement donnée. Désormais, les terrains coûtent cher, et la région de Kalouga veut les récupérer. Partout le même phénomène se développe. A Moscou, il y a de plus en plus d'expulsions de réfugiés qui furent logés gratuitement, il y a trois ans, par la municipalité dans des hôtels bas de gamme ou des foyers vétustes qui intéressent désormais les nouveaux *biznessmen*. Selon les dernières estimations, il y aurait en Russie plus de neuf millions de personnes en attente d'un appartement.

La population devient donc méfiante face à ces possibles rivaux pour un emploi ou un logement. Quand au pouvoir, prompt à dénoncer les discriminations dont seraient victimes les minorités russes dans les pays baltes, il

n'assume guère ses responsabilités en Russie même. Jusqu'à présent, aucune politique de migration clairement définie n'a été mise en place. Lidia Grafova, qui dirige le conseil de coordination pour l'aide aux réfugiés, considère que les autorités s'aveuglent volontairement. « Les trois millions et demi de Russes vivant en Asie centrale, dit-elle, rêvent encore de la Russie. Et celle-ci leur tourne le dos, les trompe. La politique des autorités russes, qui est de contenir l'immigration, de garder ces gens dans les ex-Républiques comme des otages, se précise chaque jour un peu plus. Or ces réfugiés ont l'espoir d'une renaissance de la Russie. Ne trouvant pas de place dans les villes, ils vont repeupler la campagne. Il y a déjà plus de trente communautés qui se sont ainsi créées... »

La situation est critique. Le service fédéral des migrations est débordé et se plaint de n'avoir reçu que 30 des 90 millions de dollars prévus par le budget. Il considère que cette arrivée massive de réfugiés, le plus grand flux migratoire depuis la seconde guerre mondiale, est l'un des principaux problèmes politiques et sociaux de la Russie et clame qu'il en va de la sécurité nationale du pays. Il est vrai que le mécontentement croissant des nouveaux arrivants renforce l'instabilité ambiante et alimente les thèses des nationalistes, qui ont depuis longtemps fait des Russes de l'« étranger proche » un de leurs chevaux de bataille préférés.

MANON LOIZEAU

ALLEMAGNE : nouveau refus de visa pour M. Jirnovski. — Le gouvernement allemand a indiqué, lundi 15 août, avoir de nouveau refusé un visa au député ultranationaliste russe Vladimir Jirnovski. Le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a fondé son refus sur une clause permettant d'interdire l'entrée en RFA dans les cas « risquant de nuire aux intérêts de l'Allemagne ». M. Jirnovski souhaitait assister le 24 septembre à Passau, en Bavière, à une manifestation de l'Union du peuple allemand (DPU), mouvement d'extrême droite dirigé par Gerhard Frey. (Reuters).

Les archives de Radio Free Europe vont être partiellement vendues

La « mémoire du communisme »

L'Institut de recherche de Radio Free Europe (RFE), qui gère les plus grandes archives de l'histoire du monde communiste, va disparaître le 31 décembre prochain. Toutefois, l'essentiel des activités de ce centre, qui possède quelque quatorze millions de dossiers et de biographies sur les pays de l'Est, sera repris par le Open Media Research Institute de Prague, selon Duncan Perry, le président de cette nouvelle société mixte, créée en juin dernier par la société mère de RFE et l'une des fondations du milliardaire américain d'origine hongroise, George Soros.

Cette vente partielle de l'Institut de Radio Free Europe a été rendue inéluctable à la suite des sévères restrictions budgétaires imposées l'année dernière par le Congrès des Etats-Unis à RFE, qui émet vers les pays de l'Est en dix langues, et à Radio Liberté, dont les émissions en douze langues sont destinées à l'ex-Union soviétique (le Monde du 27 mars 1993 et du 26 juin 1993). L'ampleur des coupes claires imposées par les députés américains à RFE — son budget annuel passe de 210 millions de dollars en 1994 à 75 millions de dollars en 1996 — a longtemps fait planer la menace de la dis-

parition pure et simple de l'Institut de recherche qui, par son travail minutieux et quotidien depuis plus de trente ans, fait référence sur le monde communiste européen et dispose aujourd'hui d'une bibliothèque de plus de cent-vingt mille titres sur les pays de l'Est.

Le montage financier de la nouvelle société mixte qui va hériter d'une grande partie des archives et des publications du centre de recherche de RFE n'a pas encore été dévoilé, mais le Open Society Fund de George Soros, qui finance déjà une vingtaine de fondations dans les pays de l'Est, avait indiqué au printemps son intention d'investir « au minimum » 15 millions de dollars pendant quatre ans dans ce projet.

Transfert de Munich à Prague

Premier signe de changement : le nouveau centre de recherche va quitter Munich, le siège historique de la radio depuis le début de ses émissions en 1951, et s'installer prochainement dans l'un des récents « business centres » de Prague. Deuxième changement : le bulletin quotidien de RFE ainsi que son prestigieux hebdoma-

daire sur les pays de l'Est, le Weekly Report, va cesser de paraître sous sa forme actuelle, le 31 août. Une nouvelle revue hebdomadaire plus étoffée, ouverte aux contributions de personnalités extérieures, devrait sortir en octobre. Objectif : « élargir le lectorat » selon Duncan Perry, un historien américain, spécialiste des Balkans, qui dirige le Open Media Research Institute.

Quant aux archives, renommées pour leur riche collection de *samizdat* de l'ex-URSS et de publications de l'opposition polonaise clandestine, elles seront progressivement transférées dans la capitale hongroise pour y être informatisées. En plus de ses quelque quatre-vingt dix employés, le nouveau centre compte également développer son réseau d'informateurs qui fournit déjà près de trois cents pages de comptes rendus quotidiens sur les informations radio-télévisées des pays de l'Est. Il souhaite aussi mettre en place un centre de formation pour les journalistes et les chercheurs de l'Est, en collaboration avec l'université d'Europe centrale de Soros qui fonctionne déjà à Prague et à Budapest.

YVES-MICHEL RIOLS

AMÉRIQUES

MEXIQUE

Vives tensions entre l'Eglise et l'Etat avant les élections du 21 août

A Guadalajara, capitale de l'Etat du Jalisco, au centre-ouest du Mexique, les tensions entre l'Eglise et le gouvernement ont toujours été très fortes. Elles ont été marquées par deux tragédies locales, l'explosion meurtrière d'un collecteur d'égouts en 1992 et l'assassinat du cardinal Posadas en 1993. Dans ce contexte, la préparation des élections du 21 août se déroule dans un lourd climat.

GUADALAJARA

de notre envoyée spéciale

« Qu'en cette période électorale, Dieu préserve la paix et nous mène sur les chemins de la justice. » A quelques jours du scrutin présidentiel et législatif du 21 août, un prêtre de la cathédrale de Guadalajara — deuxième ville d'un pays très catholique — n'en dira pas plus dans son sermon. Comme tous ses collègues, il vient de recevoir des consignes écrites de son archevêque lui rappelant ses devoirs de neutralité dans le débat politique.

Deux années seulement après la reconnaissance officielle de l'Eglise par l'Etat mexicain, les relations entre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis soixante-cinq ans) et les prélats se sont singulièrement tendues. La conférence des évêques catholiques s'est enhardie dans ses critiques, notamment de la politique sociale du gouvernement. De son côté, l'Etat a expulsé des prêtres étrangers accusés d'organiser la révolte des pauvres (dans le Chiapas, par exemple) et les autorités s'en prennent maintenant, pour les mêmes motifs, aux jésuites, dont certains ont reçu de mystérieuses menaces de mort.

A Guadalajara (trois millions d'habitants, presque tous catholiques et pratiquants), une crise ouverte entre l'Eglise et le pouvoir vient d'être évitée de justesse. Conservatrice et plutôt bourgeoise, la capitale du Jalisco (centre-ouest du Mexique) a traditionnellement pris les déclarations de son archevêque pour paroles d'évangile. Or Mgr Juan Sandoval a été sévèrement critiqué ces derniers jours de se taire ou de faire taire ses subordonnés. Devant les instances électorales fédérales, le PRI local a dénoncé le « prosélytisme de certains curés » en faveur du Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite), qui risque pour la première fois de remporter une majorité de voix dans le Jalisco, à la faveur d'élections à peu près propres.

206 morts

ancien coupable

« Parce que la fraude sera beaucoup plus difficile cette année, nous rattrapons aussi une majorité de sièges dans l'Etat », assure l'ingénieur Ramus, candidat du PAN à un poste de sénateur. Des caciques du PRI avaient « emprunté » les nouvelles cartes d'électeur (avec photo et empreintes digitales) à des Indiens Huicholes du nord de l'Etat, le PAN a déposé plainte et les cartes ont été rendues. « Jamais une telle démarche n'aurait abouti auparavant », commente M. Ramus, qui s'attend néanmoins à des « irrégularités », en particulier là où l'opposition n'aura, faute de volontaires dans des bastions du PRI, aucun représentant (un quart des bureaux de vote du Jalisco).

Si le PAN arrive à s'imposer dans cet Etat, ce sera aussi parce que les électeurs — et l'Eglise — restent profondément indignés de l'attitude du pouvoir lors des deux tragédies dont Guadalajara a été le théâtre. Le 22 avril 1992, un collecteur d'égouts a explosé dans le quartier populaire de la Reforma, sur une longueur de 8 kilomètres. Bilan officiel : 205 morts, 1 540 blessés, plus de 800 maisons et entreprises détruites dans une dizaine de rues. La catastrophe a été provoquée par un déversement massif d'hydrocarbures dans les égouts. Elle aurait pu être évitée : durant les trois jours précédant l'explosion, les résidents de la zone avaient inlassablement signalé de fortes odeurs d'essence ou de gaz. Tout contribue à accuser la Pemex, société pétrolière d'Etat, et ses oléoducs défectueux.

Cependant, la justice a prononcé, le 6 janvier dernier, un non-lieu, qui a stupéfié la population. Non coupable le maître de l'époque, Enrique Dau, qui n'avait pas voulu évacuer le quartier. Non coupables les huit fonctionnaires de la Pemex qui avaient été accusés de négligence ; aucun de leurs chefs n'a jamais été inquiété. Guillermo Cosío, gouverneur du Jalisco au moment de l'explosion, a été nommé ambassadeur au Guatemala après un « congé » d'un an. Son remplaçant intérimaire, Carlos Rivera, assure sans sourciller que « l'enquête continue » afin que les responsabilités légales puissent être un jour établies.

L'Etat a constitué un fonds de 5 millions de francs pour dédommager les victimes, auquel la Pemex a contribué, dans un geste présenté comme « humanitaire ».

« Les autorités ne voulaient à aucun prix que la Pemex puisse être reconnue coupable au moment où se négociait le traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada », explique-t-on dans les rédactions locales. Le non-lieu est intervenu six jours après l'entrée en vigueur du traité.

Gagner sans tricher

Le mystère entourant l'assassinat du cardinal Juan Jesus Posadas, le 24 mai 1993, sur le parking de l'aéroport de Guadalajara constitue l'autre grand dossier alimentant toutes les suspensions. Les autorités ont d'abord affirmé que l'archevêque de Guadalajara avait été la victime imprévue d'un règlement de comptes entre des trafiquants de drogue mexicains, dont les chefs ont depuis quelques années acheté des résidences dans la capitale du Jalisco, l'un des

La délicate reconquête du Michoacan

MORELIA

de notre envoyée spéciale

Blouson en daim, polo ouvert, grand sourire aux lèvres, Carlos Salinas, le président mexicain sortant, prononce un discours improvisé impeccablement rythmé. Devant deux mille à trois mille personnes dont l'enthousiasme n'est pas uniquement de circonstance, il inaugure — fort opportunément en ce jeudi 11 août, dix jours avant les élections — le dernier tronçon de l'autoroute reliant Mexico à Guadalajara, via Morelia, la capitale du Michoacan, l'un des Etats les plus pauvres du pays.

Le lendemain, Ernesto Zedillo, candidat à la succession de M. Salinas pour la même formation, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), n'arrivera à susciter que de tièdes « Vivas » de la part d'une foule de plus de trente-mille sympathisants, qui ne demandent pourtant qu'à vibrer sur la place d'Armes de Morelia. Mais le discours fut trop convenu et trop froidement lu. Les énormes efforts du gouvernement Salinas pour reconquérir le Michoacan, terre natale de l'ancien président Lázaro Cárdenas et ancien bastion de son fils Cuauhtémoc, actuel candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche), seront-ils vains ?

Depuis 1988, date de la dernière présidentielle où Cuauhtémoc, déjà candidat, l'avait emporté dans cet Etat, le Michoacan est dirigé par des gouverneurs intérimaires nommés par Mexico : les résultats de chaque scrutin, donnant le PRI vainqueur, furent violemment contestés par le PRD, criant à la fraude. Une quarantaine de ses militants sont morts

centres financiers du pays. Le médecin légiste venait de constater que le cardinal, atteint de quatre balles, et son chauffeur, avaient été visés à 50 mètres de distance.

Devant l'incrédulité générale, les enquêteurs ont ensuite avancé la thèse dite de la méprise. Deux des frères Arellano, chefs du cartel de Tijuana, seraient venus à l'aéroport pour y organiser l'assassinat de leur grand ennemi, Joaquín Guzmán, dirigeant du cartel du Sinaloa. Leur erreur aurait confondu le cardinal avec Guzmán, les deux hommes voyageant habituellement dans le même type de voiture américaine.

La version officielle reste très vague quant au rôle de la police. Soupçonnés d'avoir reçu de l'argent des narcotrafiquants en échange de leur protection, dix policiers, dont le chef de la PJ du Jalisco, ont été arrêtés. Tout de suite après l'assassinat, les chefs des cartels et leurs complices avaient pu fuir par avion de l'aéroport pourtant fermé, sans être inquiétés. Seul Joaquín Guzmán a été ultérieurement arrêté au Guatemala.

Insatisfait des résultats de l'enquête, Mgr Sandoval, le nouvel archevêque nommé en mai, a invité les personnes croyant détenir des informations à les confier, sous couvert de l'anonymat, à leur curé. « Les informations ainsi recueillies, nous a-t-il déclaré, ne corroborent ni la thèse de la mort fortuite du cardinal ni celle de la méprise. »

Commentant ces épisodes, le jeune quotidien indépendant de Guadalajara, *Siglo 21*, résume ainsi la situation : « Le PRI a de grands problèmes. Gagner les élections et ensuite convaincre qu'il a gagné sans tricher. Si Zedillo l'emporte avec moins de 500 000 voix, il aura du mal à prendre ses fonctions de président. L'Etat aura alors besoin que l'Eglise avale la victoire du PRI, et c'est là où elle pourrait clairement refuser de cautionner certaines inepties. » Au lendemain des élections, la parole de l'archevêque de Guadalajara comptera de nouveau.

MARTINE JACOT

LE MONDE

UN NUMERO

Nos envoyés

CUBA : Processus de libéralisme pour

AFRIQUE : Benin, Mali, nouvelles

SINGAPOUR : Vers le meilleur des

UN HISTORIEN AU PU

par Michel Vove

Le Monde

diplomatique

Ouragan sur Haïti

EN VENTE CHEZ VOTRE

151601

LE MONDE diplomatique

AOUT 1994

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

Nos envoyés spéciaux racontent :

- **CUBA** : Pincées de libéralisme pour préserver le socialisme (*Janette Habel, Bertrand Rosenthal, Lisandro Otero*).
- **AFRIQUE** : Bénin, Mali, nouvelles démocraties, nouvelles impatiences (*Michel Galy*).
- **SINGAPOUR** : Vers le meilleur des mondes (*Bernard Cassen*).
- **RUSSIE** : L'envers de Saint-Petersbourg (*Ignacio Ramonet*).
- **SOCIÉTÉ** : Remède miracle contre la crise : « Faites vos jeux ! » (*Ingrid Carlander*).
- **DROGUE** : Le Mexique confronté à la puissance des narco-trafiquants (*Hubert Prolongeau*).

Spectaculaire révision de la Révolution française
UN HISTORIEN AU PUY DU FOU
par Michel Vovelle



Egalement
au sommaire

- **RWANDA** : Médias et génocide
- **SÉNÉGAL** : L'ardent défi des maîtres d'école
- **PROCHE-ORIENT** : Reconstruire la région
- **ALLEMAGNE** : Quand l'Histoire entre au musée
- **ÉCOLOGIE** : La « bombe » démographique

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

L'arrestation d'Illitch Ramirez Sanchez dit « Carlos »

■ **INSTRUCTION.** Accusé d'être le responsable de plusieurs dizaines d'attentats meurtriers commis dans le monde à partir de 1974, Illitch Ramirez Sanchez, plus connu sous le surnom de Carlos, était entendu mardi 16 août dans la matinée, par le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière. Ce magistrat avait délivré, le 7 juin, un mandat d'arrêt à l'encontre du dirigeant terroriste, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de la rue Marbeuf, perpétré à Paris en 1982 (un mort et soixante-trois blessés).

■ **ARRESTATION.** Carlos avait été interpellé dimanche matin 14 août à Khartoum par la police soudanaise. Le lendemain matin, ce Vénézuélien de quarante-quatre ans, considéré comme l'un des dix hommes les plus recherchés de la planète, a été livré aux autorités françaises, et entendu durant plusieurs heures par les policiers de la direction de la surveillance du territoire (DST). M. Mourad Ollis, l'un des avocats de Carlos, a contesté les conditions de cette arrestation, parlant de « véritable enlèvement ». Ajoutant : « Il a été traîné par la garde soudanaise chargée de sa protection, ligoté, drogué et mis à bord d'un avion français ». L'avocat poursuit, en disant que son client « a été l'objet d'un marché entre la France et le Soudan » et qu'il n'y a pas eu de procédure d'extradition.

■ **HOMMAGE.** Charles Pasqua, a insisté sur le rôle actif qu'a joué la France, avec l'aide de plusieurs services de renseignement étrangers, dans cette arrestation. « Au début de cette année, a déclaré Charles Pasqua, mes services ont été informés avec une assez grande précision de la présence possible du terroriste au Soudan (...). J'ai donc décidé, par des moyens appropriés (...), de vérifier cette information par des preuves irréfutables. » (lire page 10).

La revanche de la DST

Suite de la première page

L'enchaînement des faits montre comment ces deux conditions furent remplies.

S'appuyant sur un rapport de synthèse de la DST daté du début du mois de juin, le juge Bruguière délivrait opportunément, le 7 juin, un mandat d'arrêt visant Illitch Ramirez Sanchez. Cet acte judiciaire intervenait dans le cours d'une enquête ouverte douze ans plus tôt, après l'attentat perpétré à Paris, le 22 avril 1982, rue Marbeuf. Il constituait en fait le support juridique idoine à une prompt « livraison » du terroriste à la justice française. Curieusement, alors que Charles Pasqua a évoqué, au cours de ses déclarations successives du 15 août, un « mandat d'arrêt international », des sources judiciaires précisaient, en contrepoint, que le mandat d'arrêt délivré par M. Bruguière n'avait fait l'objet d'aucune diffusion hors des frontières françaises. De la sorte, la procédure d'extradition, qui impose de passer par la Chancellerie et le Quai d'Orsay, a pu être évitée. Au lendemain de son arrestation au Soudan, Carlos a donc été conduit en France par avion, puis escorté, dès son arrivée, à l'aéroport militaire de Villacoublay (Yvelines), lundi 15 août à 10 h 15, jusqu'au siège de la DST, rue Nèlaton à Paris.

Une longue cavale

Ainsi l'opération Carlos « est-elle restée, jusqu'à l'audition du terroriste, mardi 16 août par le juge Bruguière, dans sa phase policière. N'avait-elle pas débuté, comme le veut la tradition policière, par un bon « tuyau » ? Au début de l'année 1994, le service de renseignement d'un pays « ami » révélait à la DST la présence du mercenaire vénézuélien à Khartoum sous une fausse identité et en possession d'un faux passeport - lundi 15 août, les autorités soudanaises ont fait allusion à

« un faux passeport diplomatique » sans préciser quel État l'avait délivré. Selon le ministère de l'Intérieur, les policiers français ont étayé cette première information et ont demandé, sans succès, à leurs homologues de procéder à une interpellation. « A plusieurs reprises, nous avons eu l'espoir que Carlos nous serait remis. A plusieurs reprises, nous avons été déçus », a commenté Charles Pasqua.

Des « moyens appropriés », selon l'expression de M. Pasqua, ont alors été utilisés afin de recueillir des preuves de l'identité du suspect de Khartoum. En l'occurrence, des policiers de la DST se sont rendus au Soudan, ainsi que d'autres « agents » missionnés par le gouvernement français : place Beauvau, on confir-

maisons. Informé de l'arrestation de Carlos, quasiment en temps réel, M. Pasqua voyait à son tour se dissiper ses dernières craintes. Jusqu'au dénouement, les autorités françaises ont en effet redouté que les actions policières actuellement conduites dans l'Hexagone contre les sympathisants du FIS (le Monde du 6 août) ne provoquent une réaction négative du régime islamiste de Khartoum, entraînant l'échec de l'opération Carlos. A contrario, le succès du plan français est interprété, dans l'entourage du ministre français, comme mettant en évidence « des signes d'évolution » sur l'échiquier du terrorisme international : « Est-ce que c'est le début d'un mouvement qui amènerait les Etats ou les mouvements qui ont pratiqué le terrorisme à une approche plus politique ? », s'interrogeait ainsi M. Pasqua, intervenant mardi matin sur



mait, mardi matin, le « rôle pivot » joué sur place par le général Philippe Rondot, ancien officier du service action de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui s'est consacré depuis longtemps à la recherche de Carlos, appuyé pour l'occasion par des émissaires palestiniens. Dans la capitale soudanaise, le dispositif a notamment permis au général Rondot de localiser, de filer et de photographier le fugitif à de nombreuses reprises. Le ministre de l'Intérieur soudanais, le général Al Tayeb Ibrahim Mohamed Khair, a d'ailleurs précisé que le terroriste vénézuélien avait séjourné dans un grand hôtel de Khartoum puis dans une maison de location, en compagnie de plusieurs personnes.

Point d'orgue des tractations entre Paris et Khartoum, une lettre envoyée par Charles Pasqua à son homologue, au début du mois d'août, a sans doute contribué à valancer les ultimes réticences sou-

danaises. Au cours de sa longue cavale, Carlos avait déjà connu une première rupture d'importance quand, après la chute du mur de Berlin, il avait perdu ses principaux soutiens dans les pays de l'ancien bloc soviétique. Dans l'ex-RDA, l'examen des archives de la Stasi a permis, depuis 1990, de dévoiler l'implication des services secrets est-allemands aux côtés du terroriste dirigé par Carlos. En septembre 1991, la Syrie, pays qui lui a longtemps offert refuge et protection, signifiant au chef terroriste qu'il n'était plus le bienvenu sur son sol. Carlos fut alors plusieurs fois expédié vers la Libye, refoulé vers Damas, renvoyé vers Tripoli, reconduit à Damas, avant de s'embarquer, finalement, pour le Yémen, au terme d'un curieux ballet militaire-diplomatique. Au cours de ces tractations secrètes, le régime de Tripoli envisagea même un instant de livrer le terroriste à la France. Mais la DST dut encore patienter...

Plus récemment, un rapport des autorités hongroises - fondé pour l'essentiel sur l'exploitation de documents de l'ancienne Stasi - reconstituait les détails de l'itinéraire sanglant de Carlos à travers l'Europe. Ce texte de six pages non daté, que le juge Bruguière est allé consulter à Budapest à la fin de l'année 1993, indique que Carlos aurait notamment commandité, parmi de multiples attentats, ceux commis contre le train express Paris-Toulouse (cinq morts, le 29 mars 1982) et la gare Saint-Charles à Marseille (quatre morts, le 31 décembre 1983). Aussi les avocats de l'association SOS-Attentats ont-ils réclamé, dans une lettre adressée le 4 juillet au garde des sceaux, la réouverture des enquêtes sur ces deux actions terroristes, sans jusqu'ici obtenir de réponse, le parquet de Paris ayant jugé ces documents insuffisants pour constituer des « faits nouveaux », au sens où l'entend le code de procédure pénale. Il est vrai que le fameux rapport hongrois émet lui-même quelques doutes sur l'authenticité des pièces d'origine est-allemande, et insiste sur l'importance des « vérifications » à effectuer. Sans entrer dans ces détails, Charles Pasqua a, quant à lui, déclaré lundi que « les enquêtes en cours [en France] éclaireront sans aucun doute que Carlos a été directement ou indirectement impliqué dans des attentats qui ont coûté la vie à au moins quinze personnes et causé près de deux cents blessés ».

Privé de ses appuis traditionnels, indésirable dans la plupart de ses anciens pays d'accueil, apparemment désemparé depuis près de dix ans, le mercenaire du terrorisme a suscité la crainte jusqu'au moment de son arrestation. Le ministre de l'Intérieur du Soudan a ainsi évoqué d'éventuels « complots terroristes contre des institutions étrangères » fomentés par Carlos sur le sol soudanais et qui pourraient avoir justifié sa « livraison » à la France.

Dans l'entourage de Charles Pasqua, on admet, en outre, avoir redouté que le groupe Carlos ne s'apprête à reprendre du service pour le compte du Groupe islamique armé (GIA) algérien, au moment même où la France a engagé des actions visant à démanteler les mouvements islamistes proches du FIS. A l'évidence, c'est autant à l'attention de ces mouvements qu'aux anciens Etats « sponsors » du plus recherché des terroristes que s'adresse la mise en garde de M. Pasqua, réitérée lundi soir sur TF1 : « On ne pourra plus dire que la France n'a pas de mémoire (...). Même si le temps s'écoule, ceux qui ont fait couler le sang des Français (...), nous les livrerons à la justice. On ne peut pas s'attaquer impunément à la France et aux Français ».

HERVÉ GATTEGNO
et ERIC INCIVANO
Lire aussi la chronique
d'Aline Rollat page 17

Deux « soldats de l'ombre » dans l'entourage de M. Pasqua

Deux anciens officiers des services spéciaux français, le général Philippe Rondot et le colonel Jean-Claude Mantion, semblent avoir joué un rôle non négligeable dans les contacts avec le Soudan qui ont mené à l'arrestation de Carlos. Leurs noms ne sont toutefois pas officiellement avancés au ministère de l'Intérieur où l'on se contente d'indiquer que des « agents » français, sans autre précision, ont prêté main forte à la DST.

Le général Rondot est un spécialiste reconnu du terrorisme international, notamment proche et moyen-oriental. Le colonel Mantion est un vétéran « routier » de l'Afrique. Ces deux « soldats de l'ombre » ont la particularité d'être des franc-tireurs de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et ils ont su entretenir des relations suivies avec l'entourage et ce qu'on a appelé les « réseaux » africains et arabes de Charles Pasqua même si, pour des raisons diverses, ils ont été, à des époques différentes, en bisbille avec leur « maison » d'origine.

Aujourd'hui âgé de cinquante-huit ans, fils d'un officier arabisant, et lui-même ancien saint-oryen, le général de brigade Rondot est un homme discret et solitaire, entré, dès mai 1965, dans les services spéciaux. Il a réussi ce tour de force - quand on connaît les litiges qui ont souvent opposé les deux services - de travailler pour la DGSE et la DST, où il est devenu, après 1970, « consultant » apprécié en matière de terrorisme international. Il parle l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le roumain et le russe, mais, surtout, il a acquis, grâce à sa connaissance de l'arabe dialectal et à ses fréquents séjours dans les pays arabes, une compétence particulière sur l'islam. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment sur la Syrie, et de nombreux articles dans des revues spécialisées ou dans la presse, à commencer par le Monde et le Monde diplomatique.

Un « colonel Lawrence » à la française

On lui doit d'avoir contribué, par exemple, à la libération des otages français de Beyrouth en 1986, de la famille Valente en Libye en 1980 et à celle du général Michel Aoun (chrétien du Liban) en 1981. Alors qu'il était conseiller au cabinet de Pierre Joxe, ministre de la défense entre 1991 et 1993, il fut de ceux qui ont convaincu le gouvernement de la nécessité de réformer le renseignement de défense et de créer une direction du renseignement militaire (DRM) aujourd'hui en place à Creil.

Philippe Rondot, un précurseur, voire un « marginal » parmi ses pairs officiers généraux, a souvent été comparé à un « colonel Lawrence » à la française, du nom de cet officier et écrivain britannique qui se fit le champion de la cause arabe.

Le cas du colonel Mantion est apparemment moins typique. Détaché en 1980 par la DGSE en Centrafrique, après un début de carrière en Asie, puis aux Nouvelles-Hébrides (devenues depuis le Vanuatu), Jean-Claude Mantion, âgé de cinquante-deux ans aujourd'hui, a fait la pluie et le beau temps jusqu'en 1993 à Bangui. En civil, protégé par des lunettes noires, il cultive la mystère derrière un sourire narquois perpétuel. Des ennemis de santé ont précipité le retour en France de cet artisan de l'ombre, mais, en réalité, son départ de Centrafrique était soigné avec l'arrivée de Michel Rousin au ministère de la coopération.

Cependant, le colonel Mantion avait conservé des liens étroits avec certains responsables de services secrets africains et, en particulier, avec la sécurité soudanaise dont il fréquentait la direction depuis de nombreuses années. Dès son rapatriement de Centrafrique, il a, à plusieurs reprises, facilité le séjour à Paris de chefs de services soudanais qu'il a mis en contact avec des proches de M. Pasqua.

JACQUES ISNARD

Au palais de justice de Paris

« Et voilà, c'est le juge, comment ça va ? »

Cheveux blanchis, très courts, arborant des moustaches, Carlos est arrivé, apparemment en pleine forme, mardi matin 16 août, dans la galerie d'instruction du palais de justice de Paris. Vêtu d'un blouson lie de vin, d'un pantalon et d'une chemise blanche, le Vénézuélien s'est assis, selon les journalistes de l'AFP et de Reuters qui assistaient à la scène, sur un banc en face du cabinet du juge et a aussitôt plaisanté avec les quatre gendarmes chargés de sa protection. « Nous aussi on avait des

FAMAS [fusils d'assaut] au Liban, c'est bien », leur a-t-il dit en français. La porte du cabinet s'est alors ouverte et Jean-Louis Bruguière est apparu.

« Et voilà, c'est le juge, comment ça va ? » a lancé Carlos.

« Et vous-même ? » a répondu le magistrat, tout souriant.

« Encore vivant et pour longtemps », a répliqué le Vénézuélien, qui, en se tournant vers les gendarmes, a ajouté : « C'est une vedette lui ! » avant de suivre le juge dans son cabinet. (Reuters)

La « bonne volonté » du régime islamiste soudanais

Mis en quarantaine par la communauté internationale pour soutien au terrorisme, épuisé par une guerre interminable contre les rebelles du sud du pays, le régime soudanais aurait-il soudain pris conscience de la nécessité de commencer à épurer son casier judiciaire ? Ou le terroriste Carlos n'a-t-il, tout simplement, jamais été un « client » ni un ami de la junte militaire islamiste au pouvoir à Khartoum depuis 1989 ? Quelles que soient les raisons pour lesquelles les autorités soudanaises ont livré Illitch Ramirez Sanchez à la France, elles tentent d'en tirer un profit maximum.

Elles ont déjà marqué un point. M. Pasqua a qualifié, lundi 15 août, de « remarquable » la coopération des autorités de Khartoum. Paris, il est vrai, n'a jamais eu de véritable contact avec la junte soudanaise, et la remise de Carlos à la France ouvre une porte sur l'Union européenne, éventuellement sur les Etats-Unis, lesquels maintiennent le Soudan sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme, ce qui signifie le refus de toute aide aux autorités de Khartoum, à l'exception de l'assistance humanitaire.

Le communiqué publié lundi par le ministère soudanais de l'Intérieur demeure assez vague

sur les circonstances de l'arrestation de Carlos. Khartoum s'est en effet contenté d'indiquer qu'Illitch Ramirez Sanchez « était entré au Soudan grâce à un faux passeport diplomatique, avant que sa véritable identité ne soit découverte ».

« Activités suspectes »

C'est Charles Pasqua qui précisa, quelques heures plus tard, lors d'une conférence de presse, que Paris avait été informé « au début de l'année de la présence possible au Soudan » de Carlos. Venait-il seulement d'y arriver ou y était-il déjà ? Y était-il vraiment entré à l'insu des autorités soudanaises, ou celles-ci n'avaient-elles tout simplement pas encore décidé de jouer le jeu ? M. Pasqua affirme en tout cas qu'il a écrit à son homologue soudanais à ce sujet. C'est dimanche, selon lui, que les autorités soudanaises se sont déclarées disposées à répondre à la requête française, dans la mesure où elles avaient elles-mêmes identifié Carlos.

Dans un premier temps, Carlos a résidé pendant quelques jours dans un grand hôtel de Khartoum, avant de louer une maison, en compagnie d'un groupe de personnes avec lesquelles il était

entré au Soudan, s'est borné à indiquer le ministère de l'Intérieur de Khartoum, qui affirme, sans autre précision, avoir été alerté par « les activités suspectes » du groupe et « ses plans [en vue de mener] des complots terroristes contre les institutions étrangères » au Soudan. Pour le compte de qui ? La question demeure sans réponse.

Khartoum s'est toujours défendu de soutenir le terrorisme. Accusées, notamment par l'Egypte, d'avoir ouvert des camps d'entraînement pour militants islamistes, les autorités soudanaises ont toujours nié. Il reste toutefois que, à l'instar de la Jamahiriya arabe libyenne, le pays est ouvert à tout ressortissant arabe qui désire y venir, à condition que l'on considère qu'il ne représente pas une menace pour la sécurité du pays.

C'est ainsi que des islamistes algériens, tunisiens ou des membres du mouvement palestinien de la résistance islamique, Hamas, ont pignon sur rue à Khartoum, et que d'autres islamistes proche-orientaux peuvent aller et venir à leur guise. Aux yeux des autorités soudanaises, lutter pour l'avènement d'un Etat islamique dans tel ou tel pays ne constitue pas un délit. Au contraire.

C'est également au Soudan qu'est installé depuis quelques années l'un des plus importants financiers des mouvements islamistes, Oussama Ben Laden, récemment déchu de sa nationalité soudanaise par les autorités de Riyad - une mesure sans précédent dans le royaume. Les avoirs en Arabie saoudite de ce fils d'une très riche famille auraient même été gelés, mais l'intéressé dispose de millions de dollars dans les banques à l'étranger du royaume.

Un hôte atypique

Carlos, à ce jour, n'a pas été lié à des opérations imputées aux islamistes. L'opposition soudanaise affirme que Carlos était protégé par la junte qui, « naïvement », aurait voulu se refaire une virginité en le livrant aux Français. Illitch Ramirez Sanchez passait pour « atypique » dans le paysage soudanais, ce qui facilitait son extradition. Les autorités de Khartoum ne trahissent aucun idéal, aucune grande « cause », en le remettant à la justice française. D'autant que, si l'on en croit M. Pasqua, Carlos avait été « piégé » par d'autres pays.

Sa trace a-t-elle été tout simplement retrouvée par l'un ou l'autre

des multiples services de renseignement occidentaux qui étaient à sa recherche ? Ou, plus vraisemblablement, a-t-il été « vendu » par ses derniers protecteurs en date ? Au nom de « l'intérêt national », M. Pasqua a-t-il accepté d'extrader vers l'Iran, en janvier dernier, deux terroristes iraniens réclamés par la justice suisse en échange d'informations sur Carlos, provoquant ainsi le colère des partisans occidentaux de la France ? Quelles que soient les réponses à ces questions, l'acceptation par les autorités soudanaises de livrer Carlos à la France s'est faite « sans aucune contrepartie », a affirmé lundi M. Pasqua. Selon lui, l'affaire n'a non plus rien à voir avec l'Algérie.

Pour autant, cette « livraison » ne suffit pas à blanchir définitivement le régime soudanais, sur lequel pèse, entre autres, la suspicion d'avoir trépidé dans l'attentat contre le World Trade Center à New-York en février dernier. Sans oublier que Khartoum est accusé par des organisations non gouvernementales et les Etats occidentaux dans leur ensemble de graves violations des droits de l'homme, notamment contre les minorités animistes et chrétiennes du pays.

MOUNIA NARM

JACQUES ISNARD

et les suites judiciaires

A la hauteur de son mythe

Un revolver à louer (A Gun for Hire). Le titre du livre de Patrick Seale sur Abou Nidal, « le terroriste arabe le plus célèbre au monde » (1) sérait tout autant sion plus à Carlos, tant il est vrai qu'Illich Ramirez Sanchez avait pris, au fil des ans, le profil d'un tueur sans état d'âme. Seul que Carlos n'était pas arabe, mais vénézuélien. Un terroriste insaisissable, qui avait connu ses « heures de gloire » dans les années 70 et dont on ne savait plus s'il était demeuré réfugié en Syrie, en Iran, ou au Yémen. La Libye de Mouammar Kadhafi — qui avait pourtant abrité Abou Nidal — avait refusé de l'accueillir dès 1991 alors que les autorités soudanaises viennent de le livrer, apparemment comme une lettre à la poste, à la DST française.

De la sinécure de l'engagement de Sanchez au début des années 70 aux côtés de la résistance palestinienne, nul ne doutait. C'est à l'université Patrice-Lumumba à Moscou que le jeune Vénézuélien de moins de vingt ans, fils d'un avocat fort riche de Caracas mais néanmoins communiste, côtoie, dès 1968 — il avait alors dix-neuf ans —, les révolutionnaires palestiniens les plus « purs et durs », les hommes de Wadhi Haddad, l'un des fondateurs avec Georges Habache du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Illich Ramirez Sanchez prometait — avant de se rendre à Moscou, il avait suivi un entraînement dans des camps à Cuba —, mais ce n'était encore que la période « romantique » d'un militantisme qui n'allait pas tarder à faire couler le sang.

La liste terrifiante de ses victimes

Wadhi Haddad était l'homme des opérations spéciales, d'une conception de la lutte sans merci et par tous les moyens contre Israël. Médecin dont la famille avait été expulsée de Palestine en 1948, il avait, dès 1968, convaincu le FPLP de créer un département de l'étranger, dont la direction lui fut confiée. Mais alors que la direction de l'OPLP consistait de l'impact négatif des déconneurs d'avion, renonce rapidement aux opérations à l'extérieur de la Palestine, Wadhi Haddad n'en démord pas. Il crée le Commandement des opérations spéciales à l'étranger (COSE), dont Carlos devient rapidement le responsable pour l'Europe. Longtemps, la frontière demeura floue entre le FPLP et le COSE, et Haddad n'est officiellement exclu du FPLP qu'en 1976, avant de mourir en 1978 d'une leucémie.

L'organisation des opérations selon le « système Haddad » est très

rigoureuse, la planification capitale. Le COSE noua des liens étroits avec d'autres organisations révolutionnaires de même type, telles la Fraction armée rouge allemande, l'Armée rouge japonaise — l'une et l'autre effectuèrent des opérations pour les Palestiniens —, le Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK), voire, selon certains, l'ASALA arménienne.

On entendait parler de Carlos pour

sade de France à La Haye, et une opération — en fait, un palliatif, vu l'échec de la prise d'otages à La Haye —, contre le drugstore Publicis-Saint Germain. Et dès janvier 1975, ce sont de nouvelles cibles. Quarante-trois victimes au total à travers le monde selon le ministre de l'Intérieur.

Carlos est « l'un des terroristes les plus connus et les plus dangereux », a déclaré lundi Charles Pas-

L'homme aux cent noms

Les nombreuses photographies de Carlos en témoignent : au cours de ses vingt années de « cavale » à travers le monde, le terroriste vénézuélien a souvent changé de visage. Pour les besoins de la clandestinité, il a aussi maintes fois changé d'identité.

Pour l'état civil de Caracas, il s'appelle Illich Ramirez Sanchez, né le 12 octobre 1948. Vingt-six ans plus tard, lors de la fusillade meurtrière de la rue Toullier, en 1975 à Paris, les policiers venus l'interpellier croient avoir affaire à un jeune économiste péruvien, répertorié sur leurs fiches sous le nom de Carlos Andros Martinez Torner.

En septembre 1981, Carlos vit tranquillement à Damas avec Magdalena Kopp, qu'il a épousée, et leur petite fille, Rosa : il dispose d'un passeport diplomatique sud-yéménite, délégué à l'homme d'affaires Ahmed Adil Fawaz. Auparavant thuléire de plusieurs passeports syriens — dont l'un au

nom de Michel Koury, puis un autre, diplomatique celui-là, au nom de Watar Walid —, le terroriste le plus recherché du monde voyageait à son aise dans les pays du Moyen-Orient.

Selon le journaliste hongrois, Laszlo Liskai, auteur d'une biographie détaillée du terroriste (1), le fugitif utilisait encore bien d'autres patronymes, dont certains aux consonances évocatrices : Abdurad Al Mohammed, Glenn Gebhard, Adolf José Muller Berald, Hector Lugo Dupont, Canon Mario Clarke, Ahmed Nagi Abubakar, Michel Je! Carlos...

L'identité sous laquelle il était clandestinement entré sur le territoire soudanais, et derrière laquelle les policiers français l'ont finalement identifié avec certitude, il y a quelques semaines, reste, pour l'instant, le dernier mystère de Carlos...

H. G.

(1) Carlos, à l'abri du rideau de fer, de Laszlo Liskai, Seuil, 1992.

la première fois en 1973, lors d'une tentative d'assassinat, à Londres, de Joseph Sieff, le frère du président de la chaîne de magasins Marks and Spencer et vice-président de la fédération sioniste britannique. M. Sieff était « très engagé dans la conspiration sioniste pour voler la Palestine » ; le FPLP avait une haine profonde pour cette famille », explique Carlos en 1979, dans un entretien, le seul qu'il ait jamais accordé, à un journaliste de l'hebdomadaire arabe *al Watan al Arabi*.

La liste des actes terroristes qu'il a revendiqués ou qui lui sont imputés est longue. Et celle de ses victimes terrifiante. L'année 1974 fut une année Carlos pour la France, avec un attentat à l'explosif contre une banque londonienne qualifiée de sioniste, trois autres, à la voiture piégée, en août, à Paris, contre l'Aurore, Minute et l'Arche, une prise d'otages, le 13 septembre, à l'ambas-

qua. C'est vrai, mais c'est aussi, comme Abou Nidal, l'un des hommes qui ont su se cacher le mieux, que bien peu de personnes peuvent prétendre avoir rencontrés : un homme insaisissable, au point qu'il était devenu un mythe, pour certains militants de la cause palestinienne en tout cas.

« Carlos ? Quel Carlos ? », s'interrogeait, en octobre 1978, l'un de ses anciens compagnons, Hans-Joachim Klein, qui avait rompu avec la guérilla après l'opération de commando contre les ministres de l'OPEP. « Ce nom est une pure invention (...). C'est Wilfried Böse [qui fut dirigeant des cellules révolutionnaires] qui a inventé ça un jour à Paris où il a été arrêté dans l'appartement de Sanchez. Il a raconté des histoires à la police. Qu'il venait voir un nommé Carlos et que ce Carlos l'avait chargé de prendre

contact avec des mouvements armés au Pays basque (2) ».

Klein admettait avoir été impressionné par cette « sorte de James Bond positif » qui « lisait des tonnes de journaux, parlait six langues couramment et en baragouinait quelques autres ». Mais cet homme, « au début vraiment très cool », qui « faisait le boulot au même titre que les autres », ne supportait pas pour autant d'être considéré comme leur égal. Il était le chef et entendait être pris pour tel. Cet homme, qui disait : « Plus on parle de moi, plus j'ai l'air dangereux » et « C'est mieux pour moi », bénéficiait non seulement de l'appui de certains groupes mais aussi d'Etats, jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, jusqu'à ce que les anciens alliés proche-orientaux de l'URSS cherchent à se débarrasser des collaborateurs les plus encombrants. En fait, depuis 1984, bien avant la chute de l'URSS, on n'avait pratiquement plus entendu parler de Carlos. Avait-il décidé de jeter l'éponge et de s'offrir une retraite discrète auprès de sa compagne Magdalena Kopp, une Allemande des Cellules révolutionnaires ? Croyait-il avoir sombré dans l'oubli des services occidentaux ?

Selon un expert britannique cité par l'AFP, il aurait vécu à Damas, dans une villa du quartier chic de Mazzeh, de 1982 à la fin de 1991. Dans le cadre des gestes faits par la Syrie, après l'ouverture du processus de paix, il aurait dû quitter ce refuge, aussi secrètement qu'il y était arrivé, en compagnie de sa femme. Les Syriens essayèrent, semble-t-il, de l'envoyer à Aden (le Sud-Yémen, avant la réunification et au temps du régime marxiste, était avec l'Irak l'une des bases de Wadhi Haddad), mais il fut renoué par les autorités locales après plusieurs heures de tractations sur l'aéroport. A son tour, la Libye aurait refusé de l'accueillir. A l'époque, on avait dit qu'il était passé en Irak...

Quoi qu'il en soit de ses pérégrinations, le ministre soudanais de l'Intérieur a accusé Carlos, lundi, de préparer des « complots » contre des « institutions étrangères » au Soudan. Avant-il donc trouvé de nouveaux maîtres ? « J'ai le sentiment que, quand tu restes longtemps dans la guérilla, tôt ou tard tu jettes des tas de choses par-dessus bord. De ton humanité jusqu'à ton idéal politique. Tu t'enfonces de plus en plus dans la merde », disait son ami Klein.

MOUNA NAIM

(1) Patrick Seale, *The Secret Life of the World's Most Notorious Arab Terrorist*, Abou Nidal, A Gun for Hire, Random House, New-York, 1992.

(2) Entretien avec Jean-Marcel Bouguereau dans *Libération*, 5 octobre 1978.

Les réactions

Les Etats-Unis applaudissent

Quelques heures seulement après l'annonce de l'extradition de Carlos, le ministre soudanais de la justice, Abdelaziz Cheddoui, a demandé aux Etats-Unis de revenir sur leur décision de placer le Soudan sur la liste des pays soutenant le terrorisme international, a rapporté l'agence de presse égyptienne Mena. Selon M. Cheddoui, l'extradition de Carlos « témoigne de la bonne volonté du Soudan et prouve que le gouvernement soudanais ne participe pas aux actes terroristes, contrairement aux allégations » qui sont lancées à ce propos.

Pour sa part, le porte-parole du département d'Etat américain, Mike McCurry, a « applaudi le gouvernement français pour ses efforts résolus en vue de remettre à la justice l'un des plus grands terroristes de ces vingt dernières années ». A son avis, « l'arrestation de Carlos constitue un signal à tous les terroristes », les avertissant que « leurs crimes ne resteront pas impunis ».

Les Etats-Unis « espèrent que cette action du gouvernement soudanais marque le début de ses efforts pour prendre ses distances » avec le terrorisme international, a ajouté M. McCurry. A la question de savoir si l'extradition de Carlos améliorerait les chances du Soudan d'être rayé de la liste des Etats soutenant le terrorisme, il a répondu que ce « pas » serait « noté » mais qu'en

lui-même il ne représentait pas « une action suffisante » pouvant justifier un remaniement de cette liste.

Aux yeux de Hassan Mohammad, l'un des dirigeants du parti d'opposition soudanais Oumma, réfugié au Caire, la décision du gouvernement de Khartoum d'extrader Carlos n'est qu'une tentative « naïve » d'améliorer son image dans le monde. Selon le président de l'Organisation soudanaise des droits de l'homme, Amin Makki Medani, « Carlos s'était rendu au Soudan » car il savait que « le régime soudanais abritait les éléments les plus dangereux du terrorisme international ».

« La présence de Carlos au Soudan confirme que Khartoum est devenu le centre du terrorisme international », a affirmé Mohamed Hakin, rapporteur du comité de l'information du Rassemblement national démocrate soudanais, qui groupe tous les partis de l'opposition nordiste dissous ainsi que la guérilla sudiste.

Un mandat d'arrêt contre Carlos est toujours en vigueur en Autriche depuis la prise d'otages des ministres du pétrole de l'OPEP le 21 décembre 1975, à Vienne — au cours de laquelle un agent de la police judiciaire autrichienne, un agent irakien de la sécurité et un délégué libyen avaient trouvé la mort, — à indiquer, lundi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur. Le minist-

ère allemand de la justice a aussi indiqué que Carlos est recherché pour un attentat commis, le 25 août 1983, au centre culturel français de Berlin, qui avait fait un mort et vingt-deux blessés.

En revanche, aucun mandat d'arrêt n'a été lancé en Grande-Bretagne contre Carlos, malgré ses activités terroristes dans ce pays au début des années 70, a-t-on appris, lundi, de source informée. Carlos disposait d'un appartement à Londres, dans le quartier cossu de Bayswater, qui a été découvert par les enquêteurs de Scotland Yard en 1975, mais il ne s'y trouvait pas à ce moment-là. A l'intérieur, ils avaient notamment découvert une valise remplie d'armes, ainsi qu'une liste de personnalités britanniques juives, futures cibles d'attentats, parmi lesquelles le violoniste et chef d'orchestre Yehudi Menuhin.

Carlos a fourni de « nombreuses armes » à l'organisation séparatiste basque ETA au début des années 80, a affirmé, lundi, le journal basque *Deia*, citant des sources des anciens services secrets soviétiques. D'après cet article, cinq membres de l'ETA politico-militaire — dissoute en 1982 — avaient rencontré Carlos, en 1980, dans l'ancienne RDA. Un accord aurait alors été conclu : Carlos s'engageait à fournir des armes à l'ETA en échange d'un « appui logistique ». — (AFP, Reuters)

Londres, le drugstore Saint-Germain Vienne, Berlin...

Illich Ramirez Sanchez, alias Carlos, a été impliqué dans de nombreuses affaires de terrorisme international. Lors d'un entretien publié le 13 décembre 1979 par le journal *Al Watan al Arabi*, il a revendiqué certains de ces attentats, commis dans les années 70 en Europe de l'Ouest et liés au conflit du Proche-Orient.

30 décembre 1973 : Londres. — L'homme d'affaires britannique, Joseph Sieff, juif, frère du PDG des magasins Marks and Spencer, est blessé par balles tirées à bout portant par un homme masqué. Carlos revendique l'attentat de Londres en 1979.

13 septembre 1974 : La Haye. — L'ambassadeur de France, Jacques Senard, est enlevé avec dix autres personnes, à La Haye. Cette prise d'otages sera revendiquée en 1979 par Carlos, qui affirme avoir voulu faire pression sur les autorités françaises pour obtenir la libération de Yutaka Furuya, membre de l'Armée rouge japonaise. Ce dernier, incarcéré à Paris après avoir été arrêté à Orly, le 26 juillet, est libéré. Le commando de La Haye prend l'avion pour le Proche-Orient.

15 septembre 1974 : Paris. — Un attentat à la bombe contre le drugstore Saint-Germain, à Paris, fait deux morts et une trentaine de blessés. L'action terroriste est revendiquée par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Lors de l'entretien publié par *Al Watan al Arabi*, Carlos affirme avoir lancé les deux grenades dans le drugstore pour faire aboutir l'échange entre les otages de l'ambassade de France à La Haye et Yutaka Furuya. Il relate également ses années d'entraînement avec le FPLP. Il revendique enfin des attentats commis le 3 août 1974 contre trois journaux à Paris, l'*Arche*, *Minute* et l'*Aurore*, et deux attentats à Orly en janvier 1975.

13 et 19 janvier 1975 : Orly. — Deux opérations au bazooka se déroulent à l'aéroport d'Orly contre deux avions de la compagnie israélienne El Al. La première échoue. La seconde se solde par une prise d'otages. Le commando parvient à quitter la France pour le Proche-Orient.

27 juin 1975 : Paris. — Au cours d'une tentative d'arrestation de Carlos dans son appartement parisien, 9, rue Toullier, deux policiers de la DST, ainsi que le Libanais Michel Moukharbal, un complice de Carlos, qui accompagnait la police, sont tués à bout portant. Le 1^{er} juin 1992, à Paris, Carlos est condamné à perpétuité par contumace.

21 décembre 1975 : Vienne. — Lors d'une réunion de l'OPEP, à Vienne, un commando de six ter-

roristes, membres de l'organisation Brax de la révolution arabe, prend en otages soixante-dix personnes dont les onze ministres qui étaient présents. L'attentat fait trois morts. Le mystérieux chef du commando, qui déclare être « Carlos », est autorisé, ainsi que ses compagnons, à quitter l'Autriche en avion pour Alger où ils sont libérés.

29 mars 1982 : Le Capitole. — Un attentat est commis contre le train Toulouse-Paris, le Capitole, à bord duquel le maire de Paris, Jacques Chirac, aurait dû se trouver. L'attentat, qui a fait cinq morts, était survenu un mois après un ultimatum de Carlos, daté du 25 février, au gouvernement français, lié à l'arrestation, le 16 février 1982, de deux membres de son réseau, le Suisse Bruno Bréguet et sa future compagne Magdalena Kopp.

22 avril 1982 : Paris. — Une voiture piégée explose devant le 33, rue Marbeuf, à Paris, dans le huitième arrondissement, siège du magazine *Al Watan al Arabi*, faisant un mort et soixante-trois blessés. Cet attentat a lieu au moment de l'ouverture du procès de Magdalena Kopp et Bruno Bréguet, pour détention d'armes.

25 août 1983 : Berlin-Ouest. — Revendiqué le jour même par l'armée secrète arménienne (ASALA), un attentat à la bombe, perpétré contre la Maison de France, à Berlin-Ouest, fait un mort et vingt-trois blessés. La police berlinoise fait état de liens entre l'ex-sécurité d'Etat de RDA (Stasi) et le groupe du terroriste Carlos qui aurait revendiqué cet attentat, en novembre 1983, dans une lettre adressée à l'ambassade de RFA en Arabie saoudite, à Djeddah.

1^{er} janvier 1984 : Tripoli. — Un attentat contre le Centre culturel français de Tripoli, au Liban, est revendiqué par l'Organisation de la lutte armée arabe, fondée en 1975 par Michel Moukharbal, qui a été tué quelques mois plus tard, rue Toullier.

Jean-Louis Bruguière le juge du terrorisme

S'il est un homme en France qui incarne à lui seul la lutte menée depuis une quinzaine d'années contre le terrorisme international et ses mercenaires, c'est bien Jean-Louis Bruguière, premier juge d'instruction au tribunal de Paris. Issu d'une famille où l'on est magistrat de père en fils depuis des générations, et fumeur de pipe invétéré, à l'instar du célèbre commissaire Maigret, ce magistrat ténace et tout-terrain collectionne, en effet, les dossiers sensibles.

Ce fut d'abord, en 1981, celui d'Action directe, qui avait fait de lui son ennemi numéro un. Puis ceux concernant des drames liés aux conflits du Proche-Orient et aux affaires iraniennes : l'attentat contre le bateau grec *City-of-Poros*, en 1986 ; l'attentat contre le DC 10 d'UTA, qui fit cent soixante-dix morts en explosant au-dessus du Tchad en septembre 1989 ; et le meurtre de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar. Il instruit également le dossier concernant la cargaison d'armes envoyée par la Libye à l'IRA, saisie sur un bateau irlandais, l'*Eskund*.

Pour arriver à bout de ces dossiers compliqués aux ramifications innombrables, Jean-Louis Bruguière, qui est constamment sous protection policière, ne ménage pas sa peine, quitte à bousculer la politique et la raison d'Etat.

Homme de terrain autant que de dossiers, il se déplace souvent à l'étranger, où il multiplie les contacts directs. Pour aller au bout de la collecte d'informations et de la reconstitution des faits matériels il obtient souvent d'importants moyens. C'est ainsi qu'il se fera attribuer, à l'aéroport du Bourget, un hangar entier pour rassembler comme un gigantesque puzzle les débris du DC 10 ramené du Tchad.

Chevalier de la Légion d'honneur, Jean-Louis Bruguière est marié à une avocate et père de deux enfants.

Manque d'intérêt en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Carlos n'a jamais figuré en tête de liste des terroristes activement recherchés par le Mossad, le service secret israélien. D'où la déclaration laconique d'un porte-parole du ministère des affaires étrangères, la seule réaction officielle à cette arrestation : « Toute action qui contribue à la lutte contre le terrorisme international est la bienvenue ».

« Les juifs et Israéli intéressés par Carlos et à Israël intéressés par les régimes capitalistes européens bien qu'il ait fait profiter de son savoir-faire des groupuscules terroristes palestiniens, notamment le Front populaire de libération de la Palestine de George Habache », a écrit, mardi, le quotidien *Yedioth Aharonoth*. Les services de renseignement d'Israël lui attribuent une tentative d'attentat contre un avion de la compagnie El Al à l'aéroport d'Orly, et une ou deux autres contre des intérêts juifs ou israéliens en Europe.

Un spécialiste de la lutte antiterroriste, qui fut conseiller spécial de l'ancien premier ministre Itzhak Shamir, estime que « le mythe Carlos est plus grand que la réalité ». Pour M. Yigal Karmon, « Israël ignore sa participation dans des attaques contre lui, mais nous nous réjouissons de sa prise et espérons qu'il sera puni ». Cet expert a démenti certaines informations, répétées par les médias israéliens, selon lesquelles Carlos aurait pris part au

massacre des onze athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, et contribué au détournement vers Entebbe en Ouganda, d'un avion d'Air France en 1976.

« Carlos était protégé par la Syrie et se trouvait sur son territoire entre 1984 et la fin 1990 », note M. Karmon, en ajoutant qu'Israël n'avait pas essayé de le liquider, « au moins durant mon mandat », a-t-il précisé. Le directeur du Centre des études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, Yossi Alpher a, de son côté, exprimé le souhait que la France montrera, cette fois, sa détermination à lutter contre le terrorisme international en condamnant Carlos, alors qu'elle « a, par le passé, laissé échapper Abou Daoud, principal instigateur de l'attentat de Munich », de même que les assassins de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du Chah d'Iran. — (Interim.)

M. Dumas : la « ligne politique » de M. Pasqua. — Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré, mardi 16 août, sur RTL, qu'il existe « une ligne politique du ministre de l'Intérieur touchant aux affaires internationales » et, « dans le gouvernement, un poste ministériel qui prend de plus en plus d'importance », celui qu'occupe M. Pasqua. Il a rappelé que ce dernier avait été très présent dans d'autres affaires à caractère international, comme la venue de personnalités irakiennes en France ou le renvoi dans leur pays de terroristes présumés iraniens, réclamés par la Suisse, en janvier.

L'arrestation d'Ilitch Ramirez Sanchez dit « Carlos »

A l'abri du rideau de fer

Pendant plus de cinq ans, entre 1979 et 1986, Carlos a séjourné dans plusieurs pays de l'Est, la majeure partie du temps en Hongrie, au vu et au su des services de renseignement de ces pays. Cette protection, révélée après l'effondrement du communisme par l'ouverture des archives de ces services, notamment celles de la Stasi est-allemande, illustre l'ambiguïté et le double langage pratiqué par ces pays à l'égard du terrorisme international. A la suite d'une enquête menée en 1991 par la télévision hongroise, et dont les éléments ont fait l'objet d'un livre publié en 1993 (1), le procureur de la République de Budapest, György Kálnay, ouvre une information pour établir la responsabilité des chefs politiques de l'époque. Cette instruction sera close le 6 juillet 1991, provisoirement est-il précisé, car on n'avait pas pu, et pour cause, interroger Carlos et ses compagnons.

Le séjour de Carlos est attesté dans au moins quatre pays du bloc communiste : la Hongrie, la RDA, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Carlos, accompagné de son amie Magdalena Kopp, ancienne militante des Cellules révolutionnaires ouest-allemandes, et de Johannes Weirich, un autre membre de la mouvance terroriste de RFA, entre en Hongrie le 2 mai 1979. Les trois personnes sont munies de passeports diplomatiques de la République démocratique du Yémen, en provenance de Moscou. Cette arrivée met dans l'embarras les dirigeants hongrois, qui avaient promis au chancelier autrichien Bruno Kreisky leur coopération pour rechercher l'organisateur de la prise d'otages des ministres de l'OPEP, le 21 décembre 1975 à Vienne. Comme toujours dans ces cas-là, on demande conseil au « grand frère » soviétique sur l'attitude à adopter. En pleine préparation des Jeux olympiques de 1980, Moscou est obsédé par le souci d'assurer la sécurité maximale de cette manifestation : le souvenir de l'attentat contre les athlètes israéliens aux Jeux de Munich est encore présent dans toutes les mémoires. A la réunion des ministres de l'intérieur des pays du pacte de Varsovie, les 4 et 5 avril précédent, les Soviétiques avaient insisté pour être informés le plus

précisément possible sur l'activité des groupes terroristes internationaux, notamment sur celles du groupe qui paraissait le plus dangereux, celui de Carlos.

A Budapest, en tout cas, la présence de Carlos, qui menait grand train, suscita de nombreux incidents, dont certains furent cocasses, comme cette poursuite en voiture à travers la ville où les agents de la sécurité hongroise, utilisant des voitures immatriculées en Occident, prirent en chasse la Mercedes dorée de Carlos. Celui-ci tira plusieurs coups de feu sur ses poursuivants et alla ensuite se plaindre à la police hongroise, se croyant victime d'une action d'« agents impérialistes ».

La RDA, où le groupe Carlos était « traité » par de hauts responsables de la Stasi, comme le général Gertardt Neiber, avait conclu un accord avec le terroriste : on fermait les yeux sur le trafic d'armes organisé par Carlos et Weirich, qui alimentait notamment l'ETA militaire et l'Armée de libération arménienne (ASALA), à la condition que Berlin-Est ne serve pas de base arrière à des opérations terroristes menées en RFA ou à Berlin-Est. Un accord qui ne fut rompu qu'à l'occasion de l'attentat contre le Centre culturel français de Berlin-Ouest, le 25 août 1983, à la grande fureur d'Erich Mielke, patron de la Stasi, qui n'avait pourtant qu'indulgence à l'égard de ces « révolutionnaires » dont ses collègues d'autres « pays frères » se méfiaient comme de la peste.

Les relations avec la Securitate roumaine de Nicolae Ceausescu étaient d'une autre nature. Le « Génie des Carpathes » a utilisé — et payé grassement — Carlos et son groupe pour effectuer quelques-unes des basses œuvres de son régime, comme l'attentat à la voiture piégée contre les locaux de Radio Free Europe à Munich ou l'envoi d'un colis piégé à l'ancien ministre exilé Nicolae Penescu. C'est d'ailleurs à Bucarest, ville que pourtant il n'aimait pas, que Carlos trouva son dernier refuge européen avant de quitter définitivement ce continent, en 1985.

LUC ROSENZWEIG

(1) Carlos à l'abri du rideau de fer, par Laszlo Liskai, Le Seuil, 1993, 90,50 F.

Les liaisons allemandes

BERLIN

de notre correspondant

Le 25 août 1983, un engin explosait en plein centre de Berlin, sur le Kurfürstendamm, détruisant partiellement l'immeuble de la Maison de France, qui abrite notamment le centre culturel français, le consulat de France, des bureaux et magasins. L'attentat faisait un mort et vingt-trois blessés. Immédiatement revendiqué par Carlos et sa bande, qui avait opéré à partir de Berlin-Est, il s'inscrivait dans la série d'attaques à l'explosif menées contre la France pour obtenir la libération de la femme du terroriste, Magdalena Kopp, alors détenue à Paris.

Pour compliquer dans cet attentat, un ancien colonel de la Stasi, Helmut Voigt, aujourd'hui âgé de cinquante et un ans, était condamné en avril par le tribunal de Berlin à quatre ans de prison. En prononçant le verdict, le juge avait néanmoins rappelé que les deux principaux responsables, Carlos et son bras droit, l'allemand Johannes Weirich, continuaient à circuler « libre et sans encombre en Syrie ». Le juge s'était également indigné du fait que les demandes d'extradition formulées avec insistance par l'Allemagne auprès de Damas n'avaient eu aucun effet.

Des informations fragmentaires

Lundi 15 août, dès que fut connue la nouvelle de l'arrestation de Carlos, le porte-parole du procureur de Berlin a aussitôt rappelé que le terroriste faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré en avril 1991 par la justice berlinoise. Carlos est également soupçonné — ce que l'on dément à Jérusalem — d'avoir eu un rôle dans l'attentat contre l'équipe israélienne lors des Jeux olympiques, de Munich en septembre 1972, sans que la justice bavaroise n'ait voulu de preuves.

La seule action avérée du terroriste sur le sol allemand — l'attentat contre la Maison de France — montre bien les liens et les soutiens dont Carlos et sa bande ont longtemps disposé dans les pays d'Europe de l'Est. Après la réunification allemande et le démantèlement de la Stasi, le dépouillement des archives de l'ancienne sécurité d'Etat est-allemande a permis aux enquêteurs berlinois de reconstituer en détail les pérégrinations de Carlos et Johannes Weirich dans l'ex-RDA. Connus pour leurs frasques dans les palaces de Berlin-Est, les deux hommes ont effectué de réguliers séjours dans la capitale est-allemande jusqu'au milieu des années 80, avant d'y être déclarés persona non grata.

Les audiences du procès contre l'ex-colonel Voigt, qui faisait partie du département chargé des contacts avec les organisations terroristes et que l'on retrouve dans toutes les tractations avec les membres de l'armée rouge allemande, sont éloquentes. Voigt avait été chargé par ses supérieurs de la Stasi de rendre aux terroristes, qui préparaient l'attentat, la charge de plastic de 24,38 kilos qui avait été confiée dans un premier temps à Weirich à son arrivée à Berlin-Est. Les projets de Carlos et de son équipe, aidés par un diplomate syrien qui attend aujourd'hui son procès à Berlin, étaient parfaitement connus des autorités est-allemandes.

On dispose en revanche d'informations encore fragmentaires sur la coopération que les terroristes de l'extrême-gauche allemande auraient pu avoir avec le groupe Carlos. Les membres de ces organisations se connaissaient, notamment par leurs séjours dans les pays arabes et les camps d'entraînement des organisations palestiniennes. Ils avaient la possibilité de se croiser, à Berlin-Est, à Paris, ou tous ont disposé de caches. Depuis de longues années, Carlos était intimement lié aux deux Allemands Johannes Weirich et Magdalena Kopp, qui partageaient sa vie et dont il a eu une fille, Rosa. L'hebdomadaire *Der Spiegel* indiquait en avril que les services allemands avaient officiellement identifié Weirich, qui se cachait sous une identité autrichienne, en 1991, à Damas.

HENRI DE BRESSON

Les « dealers » du nucléaire

Suite de la première page

Le « client », appâté, doit « payer pour voir », le « vendeur » disparaît avec l'argent en laissant — parfois — un « échantillon » qui, à l'analyse, se révèle totalement inoffensif.

Les choses sérieuses ont commencé en 1990, après le coup d'Etat contre Gorbatchev. « Nous pensions bien que la situation se détériorerait, même si l'URSS existait toujours. Mais l'ampleur du phénomène nous a surpris », raconte un expert européen en sécurité nucléaire. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les enquêtes menées par le BKA et les douanes allemandes sont passées d'une soixantaine en 1990 à plus de 100 en 1991, 158 en 1992, et 123 (selon le ministre de l'intérieur bavarois) en 1993. Mais la plupart du temps, il s'agit toujours d'« escroqueries » à l'ancienne. Les découvertes de matières radioactives restaient relativement peu nombreuses : 7 cas en 1990, 12 en 1991 et 17 en 1992.

Quand les offres aboutissaient à des tractations concrètes ou à des saisies, les enquêteurs restaient sans voix devant l'incroyable bric-à-brac nucléaire qui leur tombait sous la main : des pastilles de combustible de réacteur électro-nucléaire (composées d'oxyde d'uranium faiblement enrichi), du césium ou du strontium provenant de sources radioactives à usage industriel. Le nec plus ultra semblait être le plutonium 240 (non fissile) récupéré dans... les détecteurs de fumée des locaux publics qui, en ex-URSS, en contiennent quelques milligrammes (en Occident, on utilise plutôt l'américium, une autre substance radioactive).

Tous ces produits ne peuvent évidemment pas servir à fabriquer des armes. D'usage industriel courant, ils sont en vente libre, moyennant, pour les plus radioactifs d'entre eux, le respect de règles de sécurité strictes. Mais, assure Dietrich Hahn, « il n'existe strictement aucun marché parallèle pour ce type de substance ».

Les responsables russes rejettent toute responsabilité dans les trafics de plutonium

MOSCOU

de notre correspondant

Les responsables russes ont réagi avec hauteur et une sorte de détachement à la découverte par les autorités allemandes d'un trafic de plutonium à partir de la Russie. Sans aller tout à fait aussi loin que le quotidien populaire *Moskovsky Komsomolets*, qui s'est empressé de dénoncer une obscure machination ourdie contre la Russie, un responsable du ministère de l'énergie atomique a trouvé « étranges les informations répandues par les mass media occidentaux » concernant une contrebande de produits radioactifs en provenance de Russie. Le responsable, M. Gueorgui Kaourov, a souligné que ces informations étaient contradictoires, notamment pour ce qui concerne les quantités saisies, et que Moscou n'avait reçu aucun « document officiel » des autorités allemandes. Il a été très rapidement contredit par un porte-parole du gouvernement allemand, qui a annoncé que les résultats des analyses de laboratoire avaient été transmis aux Russes, et que ces résultats « donnaient des indications très précises sur la provenance des matières de contrebande ».

« Ni vol ni perte »

Décidément très sûr de lui, le représentant du ministère russe de l'énergie atomique n'a pas paru plus impressionné par les déclarations du chancelier Kohl, qui avait annoncé son intention d'évoquer directement le problème avec Boris Eltsine (il semble que le chancelier ait tenté en vain de joindre au téléphone le président russe, lundi 15 août). A en croire M. Kaourov, le chancelier alle-

Certains responsables allemands estimaient même, l'an dernier, qu'en se présentant comme acheteurs pour infiltrer les réseaux, les enquêteurs n'avaient en fait abouti qu'à créer un marché, à « leur offrir un débouché qui n'existait pas auparavant ». Cela expliquerait notamment pourquoi ces « affaires » semblent limitées à l'Allemagne, à l'exception de quelques rares saisies effectuées en Italie, en Autriche et en Suisse.

Nouvelle donne

Les saisies de plutonium 239 et d'uranium hautement enrichi effectuées ces derniers mois changent radicalement la donne. La qualité des matières proposées cette fois aux policiers allemands prouve que, désormais, ces petits trafiquants ont peut-être accès à des stocks de matière nucléaire militaires stratégiques ou, au moins, à des laboratoires civils travaillant pour l'armée. La crainte, exprimée par de nombreux responsables politiques à l'Ouest comme à l'Est, semblait en voie de se vérifier. Les secrets de survie avec un salaire de misère, ingénieurs, techniciens et chercheurs du complexe militaire-industriel, jadis joyaux du système soviétique, ne seraient plus soudés aux offres des trafiquants. La désorganisation des armées russe et ukrainienne aurait précipité le mouvement.

Ce scénario-catastrophe est vigoureusement démenti par le ministre russe de l'énergie atomique qui affirmait, lundi 15 août, qu'aucune disparition de matière radioactive militaire n'a été signalée dans le pays. Mais cela ne rassure guère les experts en sécurité nucléaire. « Jadis, du temps des communistes, tout était simple, explique l'un d'eux. Les sites militaires contenant des matières nucléaires étaient placés sous bonne garde. Comme partout.

mand n'a d'ailleurs jamais dit que le plutonium saisi venait de Russie... »

En tout état de cause, « un inventaire de toutes les sources de production de plutonium a été fait récemment et nous n'avons enregistré ni vol ni perte de plutonium 239 ». Enfin, ce même responsable trouve également « étrange » que tous les cas de contrebande de matières radioactives aient été découverts en Allemagne, et nulle part ailleurs. Les journaux russes — qui en la circonstance démentent de très près les commentaires des officiels — soulignent que le plutonium a été transporté sur un avion de la Lufthansa (sans s'appesantir sur le fait qu'il transportait le vice-ministre russe de l'énergie atomique), et remarquent que les personnes interpellées « parlaient espagnol ».

Les porte-parole de l'ex-KGB — devenu officiellement « service du contre-espionnage » — se déclarent disposés à coopérer avec les services allemands pour élucider l'incident ; mais en attendant, eux aussi laissent entendre que les informations venues d'Allemagne sont fantaisistes. Un porte-parole du contre-espionnage a par exemple affirmé qu'une précédente découverte de six grammes de plutonium, présentés par les Allemands comme venant de Russie, avait en réalité conduit à une « piste bulgare ». Bref, la Russie est blanche comme neige, et victime des noirs desseins de ceux qui lui veulent du mal... La réaction est à vrai dire si caricaturale qu'on est en droit de se demander si, face à des accusations très précises, les responsables russes n'ont pas considéré que la meilleure défense, c'était la contre-attaque.

JAN KRAUZE

Mais, là-bas, une règle stricte accroissait notablement l'efficacité du système : quiconque traitait pris à sortir du plutonium était immédiatement passé par les armes. Cela fonctionnait parfaitement pendant longtemps, mais présentait un inconvénient majeur qui n'apparaît qu'aujourd'hui. Confiant à juste raison dans l'efficacité du dispositif, les responsables soviétiques ne voyaient pas l'intérêt de tenir une comptabilité exacte de ce qui se trouvait à l'intérieur de leurs barbelés... »

Il n'y a aucune raison que l'inventaire soit plus précis aujourd'hui. Reste, souligne le même expert, qu'un trafic susceptible de fournir de quoi fabriquer une bombe à un pays comme l'Irak ou à une grosse organisation terroriste exige la participation de véritables experts et des compétences au plus haut niveau de l'administration et de l'armée russe. De tels personnages sont fort capables de prendre leurs contacts et d'assurer leurs livraisons eux-mêmes. Les trois trafiquants de Munich ne seraient-ils que de petits malfrats un peu plus habiles que leurs prédécesseurs ? La suite de l'enquête le déterminera peut-être. Mais, en tout état de cause, leur arrestation permettra sans doute de convaincre les derniers réticents de la nécessité de prendre le problème à bras-le-corps.

JEAN-PAUL DUFOUR

SPORTS

Les championnats du monde

de cyclisme sur piste

Florian Rousseau

le roi du kilomètre

Vingt ans et double champion du monde. Né le 3 février 1974 à Orléans, Florian Rousseau a, en effet, conservé son titre dans l'épreuve du kilomètre, lundi 15 août à Palerme, aux championnats du monde de cyclisme sur piste. Un an après sa première victoire à Hamar (Norvège), le Français, parti favori, a nettement dominé la compétition, avalant le kilomètre en 1 min 3 s 16 lors de la finale en une moyenne de 56,995 km/h, repoussant l'Américain Erin Hartwell à 63 centièmes de seconde. Champion du monde juniors en 1992, champion du monde seniors en 1993 et 1994, Florian Rousseau a annoncé qu'il voulait rester le numéro un « jusqu'aux Jeux olympiques d'Atlanta ».

L'ouverture des championnats du monde de cyclisme sur piste a été marquée par un nouveau conflit entre Graeme Obree et l'Union cycliste internationale (UCI). L'Ecossois, bricoleur de génie, ancien détenteur du record de l'heure sur une bicyclette ensuite interdite par l'UCI, était venu à Palerme avec une nouvelle « drôle de machine ». Après contestation, elle fut jugée réglementaire, mais les censeurs ont disqualifié Obree pour un appui de la poitrine sur le guidon, interdit par les textes. — (AFP)

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Italie aura bien lieu. — Le Grand Prix d'Italie de formule 1 sera finalement disputé, dimanche 11 septembre, sur le circuit de Monza. La Fédération internationale de l'automobile (FIA), qui avait annulé l'épreuve pour des raisons de sécurité (le Monde daté 14-15 août), est revenue sur sa décision après une conversation téléphonique entre son président, Max Mosley, et Silvio Berlusconi, chef du gouvernement italien. La trajectoire de la très rapide courbe Lesmo, au centre de la polémique, sera relevée afin de réduire la vitesse des concurrents d'une centaine de kilomètres-heure (de 260 à 160 km/h).

FOOTBALL : les malheurs de Jean-Pierre Papin et du Bayern de Munich. — Jean-Pierre Papin, nouvelle recrue du Bayern de Munich, blessé au genou dimanche 14 août lors du premier tour de la Coupe d'Allemagne, n'est pas certain de participer au match amical France-République tchèque, mercredi 17 août à Bordeaux. Four sa part, le Bayern de Munich, un glorieux palmarès européen, a disparu du premier tour de la Coupe d'Allemagne, battu dimanche 14 par le très modeste club amateur du TSV Vestenbergsgreuth qui évolue en ligue régionale (L-0).

JAVICO 150

CULTURE

CINÉMA

Le 47^e Festival de Locarno

Lumières d'Orient

Du 4 au 14 août, le Festival de Locarno a confirmé la vigueur du cinéma iranien et la richesse de la production asiatique.

LOCARNO
de notre envoyé spécial

Le jury présidé par Chantal Akerman a attribué les deux premières récompenses aux deux films iraniens en compétition. Il homologuait ainsi le choix du directeur du Festival, Marco Müller, de faire de cette cinématographie l'une des vedettes de sa programmation. En effet, outre les deux titres primés, Locarno a présenté la trilogie d'Abbas Kiarostami (*Oh est la maison de mon ami ? Et la vie continue. Au travers des oliviers*), ainsi qu'un passionnant portrait, réalisé par Jean-Pierre Limouin, de ce metteur en scène désormais reconnu comme l'un des grands noms du cinéma mondial. Hors sélection, quatre autres titres complétaient l'hommage rendu sur les rives du lac Majeur à un pays qui, malgré des conditions matérielles et idéologiques difficiles, continue de surprendre par sa vitalité et la diversité des talents qui se révèlent dans le sillage de Kiarostami.

Nulle diplomatie de circonstance dans le choix du jury : la *Jarre* d'Ebrahim Forouzesh (*Léopard d'or*) et *L'Homme d'Abadan* de Kiyansh Ayyari (*Léopard d'argent*) étaient deux des meilleurs titres proposés par la manifestation. Au-delà de leurs différences, ils manifestent l'un et l'autre une foi dans le cinéma dépourvu des artifices d'imaginerie, des finesses psychologiques et des gadgets culturels, qui sont les tares trop fréquentes des films montrés à Locarno comme ailleurs. Qualifié de la récompense suprême, la *Jarre* décrit les conséquences d'une fissure apparue dans le récit où viennent se désintégrer les enfants d'une école d'un village du désert. A partir d'un argument très simple, Forouzesh croque un grand nombre de portraits, tous singuliers, tous attachants, jamais complaisants : le jeune instituteur, les enfants, les villageois. Il dessine, sans appuyer le trait, les conflits entre individus et communautés, les réseaux de dévouement, de mauvaise foi, de rivalités de pouvoir, de fiertés bien ou mal placées qui mobilisent ou figent un groupe humain. Son film cherche la possibilité d'une solidarité déliée des soumissions à la tradition, en un effort simple et droit, exemplaire d'une mise en scène aussi modeste dans ses



L'homme d'Abadan, de Kiyansh Ayyari.

moyens qu'ambitieux dans son propos. Si la *Jarre* fait événement, songer au *Premier maître* d'André Kouchalovski, la référence est délicate dans *L'Homme d'Abadan* : dans un noir et blanc superbe, Ayyari reprend point par point l'argument du *Voleur de bicyclette*. Le personnage-titre s'est fait voler sa voiture, qui était son gagne-pain. En compagnie de son fils, il la cherche dans les rues et les terrains vagues de Téhéran, selon un itinéraire qui retrouve celui du scénario de De Sica, Zavattini et Bartolini.

Le « parti pris des choses »

Dans un haut lieu de la cinéphilie comme Locarno, la référence à l'un des titres fondateurs du néo-réalisme risque de prendre le pas sur le film lui-même. S'il existe un jeu subtil de citations, mais aussi de prises de distances vis-à-vis du « modèle », la connaissance de ce dernier n'est nullement nécessaire pour apprécier le film d'Ayyari. Son sens de la durée, sa capacité à laisser se construire des personnages et des relations, à utiliser de manière graphique les paysages urbains signent la marque personnelle d'un cinéaste. Même s'il rappelle ainsi de quelle richesse et de quelle honnêteté était porteur le regard néoréaliste.

Seul représentant de l'Extrême-Orient au palmarès, *Ermo* du Chinois Zhou Xiaowen est un film typique de cette « cinquième génération » qui marque le renouveau du cinéma chinois au sortir de la Révolution culturelle. On y retrouve le thème (dont *Qiu Ju* a établi la forme canonique) d'une paysanne affirmant sa volonté individuelle contre son mari et son village, avec une obstination qui confine au délire individualiste dès que le système des liens traditionnels est remis en cause par les réformes économiques.

Quel objet du véritable chemin de croix auquel s'astreint l'héroïne soit le plus gros poste de coût de la région permet au réalisateur des variations inédites, et ironiques, sur l'invasion des images du monde et de l'électroménager dans cette région reculée et aride. Mais c'est surtout, à nouveau, le sens de l'image et des corps, cette façon impressionnante et modeste de montrer les gestes quotidiens, qui fait le prix de ce cinéma. Un cinéma qui n'a pas renoncé à trouver digne d'intérêt la vie et les choses, sans avoir besoin de fabriquer les comportements ni de trafiquer les images.

A leur manière, et bien que paraissant fort éloignés de ces œuvres venues d'horizons lointains, plusieurs films présentés hors compétition évoquaient les mêmes exigences simples et fécondes : ainsi, *Dieu sait quoi*, hommage discret et attentif rendu par Jean-Daniel Pollet à Francis Ponge. Avec les mots du poète dits par Michael Lonsdale, et des plans réalisés de Hongkong Wong Kar-wai, film en folie, d'une sidérale énergie, prenant de vitesse ses conditions de réalisation et les

codes de la romance ou du polar, en une réjouissante spirale d'humour, de sensualité et de mystère. A ces deux lacunes dans l'attribution des récompenses, il faut ajouter l'injuste absence de *Lou n'a pas dit non*, d'Anne-Marie Miéville (*Le Monde* du 4 août). Ce fut l'un des plus purs et des plus émouvants moments de cinéma de tout le Festival.

Le jury a préféré mettre en valeur les contributions des jeunes cinéastes français. Parmi les réalisations européennes en sélection officielle, elles paraissent effectivement les plus vaillantes. L'attribution du prix d'interprétation féminine à l'ensemble des actrices (Bulle Ogier, Bernadette Lafont, Michelle Laroque, Lio et Maalike Jansen) de *Personne ne m'aime*, de Marion Vernoux, traduit ce que la jeune cinéaste doit à ses interprètes. Alors que la mention spéciale au chef opérateur Antoine Roch pour un autre premier film, *Emmène-moi*, de Michel Spinosa, est moins logique : les prises de vues, caméra à l'épaule et au plus près de comédiens placés dans des ambiances dépressives ou affolées, font tellement partie du film lui-même qu'il aurait été plus judicieux d'en créditer le cinéaste.

Rien à redire en revanche au *Léopard de bronze* attribué à une autre débutante, Christine Carrère, pour *Rosine*, portrait « détaché », et d'autant plus percutant, de deux enfances de femmes cassées net par les lois non écrites de la vie quotidienne. Là-bas, très loin, dans une petite ville du nord de la France. Malgré leur diversité, ces trois titres représentent bien cette nouvelle mouvance du jeune cinéma français qui, entre affectifs extrêmes, prospère autour de l'étrange légèreté des premiers films de Maurice Pialat.

Fort présence asiatique

Godard, Pollet, Lonsdale sont des repères dans cette maelström du cinéma qu'on dit « d'auteur », et dont Locarno se plaît chaque année à donner des nouvelles. Dans cet art sur image on discernait également fort bien Luc Mouille, venu avec un essai de géopolitique amusante des supermarchés (*Toujours plus*) et une visite touristique-satirique de la bonne ville de Foix. Ou Chantal Akerman, entre le dialogue vivace et écorché de *Portraits d'une jeune fille de la fin des années 60*, à Bruxelles et le monologue mélancolique, et d'une poignante drôlerie, de Sami Frey dans *Le Déménagement*. Ou encore les deux téléfilms de Cassavetes, *This Pair of Boots* assez théâtral et moralisant malgré quelques beaux éclats de violence, et surtout un très surprenant combat de boxe adéquat, habile d'une rageuse tristesse baptisée *My Daddy Can Kick Your Daddy*.

Si la présence d'*Ermo* au palmarès signale la forte présence asiatique, on aurait à bon droit pu y trouver également *To the Starry Island* du Coréen Park Kwang-su, splendide et amère chronique villageoise sous le signe d'une communauté déchirée par le souvenir de la guerre civile. Et on aurait dû voir récompensé l'étonnant *Chungking Express* du jeune réalisateur de Hongkong Wong Kar-wai, film en folie, d'une sidérale énergie, prenant de vitesse ses conditions de réalisation et les

codes de la romance ou du polar, en une réjouissante spirale d'humour, de sensualité et de mystère. A ces deux lacunes dans l'attribution des récompenses, il faut ajouter l'injuste absence de *Lou n'a pas dit non*, d'Anne-Marie Miéville (*Le Monde* du 4 août). Ce fut l'un des plus purs et des plus émouvants moments de cinéma de tout le Festival.

Le jury a préféré mettre en valeur les contributions des jeunes cinéastes français. Parmi les réalisations européennes en sélection officielle, elles paraissent effectivement les plus vaillantes. L'attribution du prix d'interprétation féminine à l'ensemble des actrices (Bulle Ogier, Bernadette Lafont, Michelle Laroque, Lio et Maalike Jansen) de *Personne ne m'aime*, de Marion Vernoux, traduit ce que la jeune cinéaste doit à ses interprètes. Alors que la mention spéciale au chef opérateur Antoine Roch pour un autre premier film, *Emmène-moi*, de Michel Spinosa, est moins logique : les prises de vues, caméra à l'épaule et au plus près de comédiens placés dans des ambiances dépressives ou affolées, font tellement partie du film lui-même qu'il aurait été plus judicieux d'en créditer le cinéaste.

Rien à redire en revanche au *Léopard de bronze* attribué à une autre débutante, Christine Carrère, pour *Rosine*, portrait « détaché », et d'autant plus percutant, de deux enfances de femmes cassées net par les lois non écrites de la vie quotidienne. Là-bas, très loin, dans une petite ville du nord de la France. Malgré leur diversité, ces trois titres représentent bien cette nouvelle mouvance du jeune cinéma français qui, entre affectifs extrêmes, prospère autour de l'étrange légèreté des premiers films de Maurice Pialat.

Avec ses partis pris affirmés et ses trois cent huit films en onze jours, Locarno est parvenu à mettre en avant son identité sans se calfeutrer dans un ghetto. Encore faut-il que les films qui y sont présentés soient vus. Sur place, aucune inquiétude : avec 140 000 spectateurs et l'invasion chaque soir de la Piazza Grande pour les projections sur écran géant, la manifestation gagne aisément son pari local. Il reste à éviter que les films montrés au Festival ne deviennent seulement des « films de festival ».

C'est la raison d'être du marché qui se tient simultanément. Le traitement de faveur réservé aux acheteurs (distributeurs et représentants des chaînes) permet quelques découvertes, quelques affaires, quelques chances offertes. Mais si Locarno aide à poser les bonnes questions et à faire les bonnes propositions, les réponses se trouvent ailleurs : dans la possibilité de diffuser, partout en Europe, sur les grands écrans qui leur offrent leur juste mesure et sur les petits qui leur assurent un minimum de visibilité économique, des formes de cinéma variées et ambitieuses. Mais cela ne dépend plus du Festival.

JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

BETTY CARTER, MAX ROACH et JACKY TERRASSON au Festival de Marciac

Betty et Max

MARCIAC

de notre envoyé spécial

Betty et Max : c'était l'affiche il y a une quinzaine d'années, d'une des nuits du Newport Jazz Festival : avec ce respect familial, très américain, où se loge l'usage du prénom. Betty Carter ne venait pas alors si souvent en Europe. On la savait chanteuse exceptionnelle, portée aux nues par les autres musiciens, chanteuse « pour musiciens », mais pas célébrée publiquement, pas à la hauteur de Sarah Vaughan ou d'Ellie Fitzgerald.

« Betty et Max » version Marciac 1994 : Betty Carter s'annonce en première partie avec un trio modeste. Max Roach réunit un quatuor de luxe : Johnny Griffin (saxophone ténor), Hank Jones (piano), Pierre Michelot (basse). Au programme, célébration de la rébellion du be-bop par une chanteuse et des musiciens capables de le jouer dans sa vérité et dans sa complexité. Ce qui n'est plus jamais le cas nulle part. Avec le temps, la complexité joyeuse du be-bop a été troquée par de petits princes épris de consommation et de centisme pour une évocation virevoltante, décorative et éternelle. Elle s'est imposée partout. Retour à la révolution.

Résultat : un double renversement total des promesses et des promesses du concert. Un festival n'a de sens que s'il raconte la trame de ses surprises. Sinon il est ce qu'ils sont, un défilé de mode ou une foire-exposition. On ne disputera plus au public de Marciac la qualité de sa joie et la vertu de ses enthousiasmes. On signale ceci : au fil des années, de cette formidable propédeutique villageoise qu'est le festival, il a appris à écouter. Il écoute mieux. Du coup, la musique vient mieux.

Des chants d'amour, des chants de rien

Le quatuor du batteur, Max Roach en tête, est allé nettement au-delà d'une rencontre de circonstance. Répertoire de fondementaux, exécution parfaite, invention à chaque mesure, son d'ensemble crucial, rage et joie de jouer portés à bout de bras par Griffin, c'est un moment d'excitation. On ne sait à quoi s'arrêter, de la délicatesse en forme de géométrie romantique chez Hank Jones, à la précision de jeu, un modèle, chez Pierre Michelot : justesse, rondeur et surtout chaque note nécessaire dans l'absolu. Rappel, rappel de rappel, échoes mystérieux de photographes amateurs droit sortis d'une pièce de Jérôme Deschamps, le concert marque les mémoires.

L'émotion de fond, comme une

laine, est pourtant venue du récit de Betty Carter. Toutes les chanteuses savent à peu près chanter. Le plus souvent, elles ne savent que cela. En l'absence de Billie, Sarah, Ella, Anita et Carmen, il ne reste plus qu'Helen Merrill, Abbey Lincoln et Betty Carter. Dee-Dee Bridgewater relève le défi. Les autres savent chanter. Betty Carter est d'une beauté retournée, les pieds bien écartés au sol comme les mains interposées de la faire. Elle dramatise chaque air jusqu'à la grimace, jusqu'aux sarcasmes, jusqu'aux larmes. Ce sont des chants d'amour, des chants de rien, des « love notes » (c'est le titre de son dernier morceau). Entre deux hommages à Judy Garland et Ella Fitzgerald, elle s'adresse à Billie Holiday. C'est le cœur nucléaire du récit. C'est là que tout bascule. Elle est en duo avec Jacky Terrasson, son jeune pianiste. Elle chante *Lover Man* (l'amant).

Cet échange est une des plus belles choses qu'on ait jamais entendues : poignante sans pathos, évocatrice sans mimétisme, le jeune pianiste français parfaitement à la hauteur. Il est de ceux qui peuvent soutenir, sur la même scène, une comparaison avec Hank Jones. Dans la cohorte des jeunes pianistes d'école qui ne sauront jamais « quitter la route ordinaire », il tranche. Il est de la trempe de Michel Sardaby ou d'Alain Jean-Marie. Déjà reconnu par les festivals du Sud-Ouest (Marciac, Bayonne), Jacky Terrasson vient de s'installer aux États-Unis.

La voie est large. En compagnie de Betty Carter, il a réussi à rendre la prestation de la modeste rythmique (deux grands nageurs aux allures empruntées de choristes baptistes) intéressante. Il lui donne une assise. En grande musicienne, Betty Carter tente de lui donner une âme. Avec le contrebasiste, elle a particulièrement réussi, en un fulgurant dialogue « scat », ce premier mouvement du rap. Avec le batteur de trente ou quarante ans son cadet, bien plus racorni qu'elle, fluet et bien plus lourd, elle a ramé. A l'impossible nul n'est tenu. On la voyait gentille, énergique, qui, comme Miles ou Rollins, montrait au blanc-bec le tempo et les péchés qu'elle entendait intérieurement. Lui, il tapotait et il pressait, comme on le fait à l'école. On le vit plus tard, au premier rang, surmontant Max Roach (né en 1925), tel le capitaine Haddock au théâtre de Moulinsart, devant ce prestidigitateur qui change l'eau en vin pur. Petite perle. Ce qui n'empêche point Betty Carter et Jacky Terrasson de bouleverser par la musique pure et leur force intérieure des milliers de personnes venues pour s'amuser.

FRANCIS MARMANDE

Le Festival interceltique de Lorient

En mal de reconnaissance

LIORIENT

de notre correspondant

La vingt-quatrième édition du Festival interceltique de Lorient (Morbihan), qui s'est achevée le 14 août, a pris cette année une dimension nouvelle. Avec, selon les organisateurs, 300 000 spectateurs, une fréquentation en hausse de 20 %, il s'agit par le nombre parmi les tout premiers festivals de musique en Europe. Durant dix jours, 4 000 musiciens venus de Bretagne et des pays celtiques, de la Galice, d'Irlande, d'Ecosse, du pays de Galles ont animé la cité bretonne. Deux mille musiciens dont le *Pipe-band* de Tokyo, invité d'honneur, ont participé à des concours : bagad, championnat de *pipe-band*, troupes de batterie, concours des Irlandais *Chieftains* et du groupe anglais *The Christians*, création musicale — *Celtophonie* de Marc Stecker —, polyphonie celtique de *I Muvrini*, Denez Prigent, le chanteur de Gwerz, Lorient fut à la fois le rendez-vous de la tradition, du folk, des musiques d'éclectisme avec un plus grand souci de qualité. « On a décidé d'accroître notre notoriété et notre crédibilité afin que l'on arrête de nous observer avec condescendance. On découvre qu'il existe en Bretagne un festival incontournable », observe le directeur du Festival interceltique, Jean-Pierre Pichard, un ancien professeur de lycée. Ce joueur de

bombardier qui fut pendant cinq ans président de France-Festival s'est efforcé d'appliquer des règles de marketing culturel pour essayer de faire évoluer l'image du festival encore considéré, il y a peu, selon ses termes, comme « gentil, folklorique et désuet ».

Si la vingt-quatrième édition aura été « celle de la maturité », pour le maire PS de Lorient, Jean-Yves Le Drian, la reconnaissance de l'Etat tant désirée par les organisateurs tarde à venir. La maigre subvention de 10 000 francs attribuée par la direction régionale des affaires culturelles pour 1994 a même été considérée comme un camouflet. Sur un budget de 12 millions de francs, le festival, porté par 400 bénévoles et qui n'a que deux permanents salariés, dégage 65 % de ressources propres, soit deux fois moins que des manifestations de même envergure. Une contrainte financière qui interdit au Festival interceltique de se lancer dans des créations musicales qui lui font quelque peu défaut. « En recevant en stage des Australiens, comme en 1993, ou en travaillant avec des festivals celtiques à l'étranger comme celui de Lafayette aux États-Unis, on participe à la défense de la culture française », plaide Jean-Pierre Pichard. Le plaidoyer devrait avoir droit au cœur de Jacques Toubon.

MICHEL LE HEBEL

LE MONDE DES CADRES

Un Groupe de presse spécialisée
recherche :
UN REDACTEUR EN CHEF
pour une de ses publications quotidiennes

Vous avez une expérience de Rédacteur en chef dans la presse quotidienne, de préférence généraliste, vous aimez animer des équipes et vous avez la volonté de faire vivre un projet éditorial.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo) sous n° 8788 à :

LE MONDE PUBLICITE
133, avenue des Champs Elysées
75 409 PARIS Cedex 08

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage dans 2 à 10 titres européens

NORTE DE ESPAÑA Director General Adjunto

Servicios : un grupo internacional, reputado en su sector de actividad, ha tomado el control de esta sociedad con sede en el Norte de España. Después de una continua expansión en su país de origen, continúa su desarrollo en Europa.

Bajo la autoridad del Presidente de la filial y en relación con la DG del grupo, trabajará de interfaz entre la filial y la sede de la sociedad :
- Asimismo, definirá e instalará la transferencia del «know-how» y de las competencias necesarias.
- Definirá, establecerá y realizará el seguimiento de los procedimientos de gestión (prevención, presupuesto, control, reporting, análisis de resultados).
- Será el responsable de los resultados de la filial.

De nacionalidad francesa o española, de 35 años como mínimo, con formación superior en economía y finanzas, cuenta con una experiencia exitosa de terreno en una filial o en una sociedad española, y si fuera posible, en un grupo de servicios. Una experiencia como auditor en una oficina de auditoría internacional constituye una ventaja. Es necesario dominar perfectamente el español y el francés, así como la informática, y si fuera posible, tener un buen conocimiento de los métodos de gestión y de los procedimientos en vigor en los grupos españoles (fiscalidad, derecho social, etc.).

Señale enviar su expediente de candidatura en francés, bajo la referencia 651 k, con fotografía y remuneración actual a : HENRI MICHERON
- PSYNERGIE - 42 rue Farges - 13008 MARSEILLE - FRANCE.

PSYNERGIE MARSEILLE-PARIS
MONTPELLIER
TOULOUSE-LYON

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 100.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

CARNET

Naissances

Frédéric, Laurence et Clara TEPER
ont la joie d'annoncer la naissance de
Sarah,
le 8 août 1994.
19 bis, rue des Peupliers,
92100 Boulogne-Billancourt.

Décès

M^{me} Françoise Cozanne-Aubert,
sa fille adoptive,
M. l'abbé Georges Aubert,
son frère,
M^{me} Suzanne Coutard,
sa cousine,
Les familles Leca, Aubert, Cocoz,
Vassas, Destelle, Parmentier,
font part du rappel à Dieu du
chanoine Jean-Marie AUBERT,
prêtre et théologien,
professeur émérite des Universités,
membre de l'Académie pontificale,
le 11 août 1994, à Paris.

Les obsèques auront lieu au monastère Sainte-Loba-Saint-Germain à Simiane-Colongue (Bouches-du-Rhône), le jeudi 18 août, à 8 h 30.

Une cérémonie religieuse sera célébrée ultérieurement en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Paris-7).

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en moi, fût-il mort, vivra. »

Saint-Jean XI, 25.

1, rue de Montalembert,
75007 Paris.

Nathalie, Jean-François et Catherine Biros,
ses frère et sœurs,
Jean-Pierre et Joëlle Biros,
ses parents,
Marc et Françoise Biros,
ses grands-parents,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Paris, le 9 août
1994, à l'âge de trente et un ans, de

Jean-Marc BIROS.

L'incinération a eu lieu le 16 août, au cimetière du Père-Lachaise, dans la simple intimité de sa famille, qui lui reste profondément attachée.

A cette occasion, nous avons eu une pensée pour son épouse.

Annie GOUX,

décédée accidentellement le 22 novembre 1993.

30, boulevard du Temple,
75011 Paris.

Elisabeth Boudier,
Mathias, Martin, Basile,
ses enfants,
M. et M^{me} Jacques Boudier,
M^{me} André Habert,
Alain et Marc Boudier,
ses frères,
M. et M^{me} Paul Blondet,
Ses belles-sœurs, ses beaux-frères,
Et tous leurs enfants,
ont la profonde tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Yves BOUDIER.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

« Ne craignez pas, n'ayez pas peur. »

(Ma. XII, 27.)

16, rue des Peupliers,
76000 Rouen.

Bougie (Algérie).

M. et M^{me} Paul Cohen-Solal,
et leur fils,
M. et M^{me} Claude Cohen-Solal,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles El Hadad, Doukhan,
Chanter, Altan, Aoulay, Cohen-Solal,
Sonigo, Safer, Sultan,
parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Frédéric

COHEN-SOLAL,

née Céline Zarah El Hadad,

survenue le 12 août 1994 dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La Seyne-sur-Mer (Var), le mercredi 17 août, à 11 heures.

13, rue des Hauts-Billes,
77240 Vert-Saint-Denis,
1 bis, rue Outrebont,
93250 Villemonble.

Françoise Couyoumdjian,
sa belle-fille,
Isabelle Kortian,
Valérie Toranian,
Alexandre Couyoumdjian,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le
10 août 1994, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, de

M^{me} Aghavnie COUYOUMDJIAN,

née Messerlian,

seule survivante d'une famille déportée et exterminée au cours du génocide arménien en 1915.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 août, à 16 heures, en l'église arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8.

7, rue Dieu,
75010 Paris.

La famille.
Les amis de

Christian DESERMEAUX,

ont la douleur de faire part de son décès.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 17 août 1994, à 14 h 30, en la cathédrale de Venise (Alpes-Maritimes), suivies de l'inhumation au cimetière de la Sime, à Venise.

M^{me} Mimi Gouyer,

ses enfants et petits-enfants,
parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Kléber GOUYER,

chevalier de la Légion d'honneur,
ancien permanent
de la Fédération CFDT
de l'alimentation,
ancien secrétaire de l'UD CFDT Isère,
survenu le 13 août 1994, à Grenoble.

Les funérailles auront lieu le mercredi 17 août, à 16 heures, au Centre œcuménique Saint-Marc, à Grenoble.

La CFDT de l'Isère a le regret de faire part du décès de

Kléber GOUYER,

chevalier de la Légion d'honneur,
ancien secrétaire général
de l'Union départementale.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 août 1994, à 16 heures, au Centre œcuménique Saint-Marc, à Grenoble.

Nous apprenons le décès du

docteur Alain GOUZES,
conseiller régional du Limousin,

survenu lundi 15 août dans sa quarante-septième année.

(Né le 2 juin 1948 à Thémont, en Algérie, médecin, Alain Gouzes s'était mobilisé, ces derniers temps, pour le maintien de l'hôpital rural de Bourgenet, commune de la Creuse dont il était le maire depuis 1989. Ses collègues, il avait été élu au conseil régional du Limousin en mars 1982, en même temps que conseiller général du canton de Bourgenet.)

M^{me} Monique Passeron,
M^{me} Florence Passeron-Nisio,
M. Michel Nisio,
Constance et Amélie,
Le docteur Jean Griffoil,
M^{me} Claude Griffoil,

leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

André PASSERON,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 août 1994.

La cérémonie religieuse se déroulera en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le jeudi 18 août à 10 h 30.

(Lire page 18.)

M. et M^{me} Michel Rein,
M^{me} Oly Terquem,
M. Etienne Garnier,
Les familles Fischer, Lang, Worms,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre REIN,

née Jeanne Ross,
médaille de la Résistance,
croix du combattant volontaire,

survenu le 11 août 1994.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue de l'Abbé-de-l'Épée,
75005 Paris,
7, rue de l'Alboni,
75016 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Emmanuel, Patrick et Anna font part du décès accidentel, de leur père,

M. André VIDIL,

survenu, le 3 août 1994, à l'âge de cinquante-huit ans, lors d'une mission dans le Grand-Nord canadien.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 août, à 14 heures, en l'église Sainte-Hélène, Paris-18^e, sa paroisse, ou l'on se réunira.

L'inhumation suivra au cimetière Notre-Dame, rue des Missionnaires, à Versailles.

Leurs familles et leurs amis s'associent à leur chagrin.

M^{me} Kenneth Weisberg a la douleur d'annoncer le décès de son père.

Jack WEISSBERG,

survenu à Entrains-sur-Nohain (Nièvre), le 13 août 1994, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation aura lieu à Saranar-Lake (Etat de New-York), le 24 août.

1, rue Cognac-Jay,
75007 Paris.

Remerciements

Les familles Gerschel, Laville, Liotard,

adressent leurs plus sincères remerciements à tous ceux qui par leur présence et envois de fleurs ont témoigné leur sympathie lors du décès de

Marcelle VÉRITÉ

GERSCHEL,

survenu le 8 août 1994.

Manifestations du souvenir

Le mercredi 24 août 1994 sera le cinquantième anniversaire de la libération de la prison Montluc.

L'Association des rescapés de Montluc,

dont le siège est à Lyon, à la Maison du marin, 75, rue Vauban, 69000 Lyon, a décidé de marquer cet anniversaire et de rappeler la mémoire et le souvenir de tous ceux qui ont eu le triste privilège de passer dans cette prison. Pour cela, elle demande à tous les rescapés de Montluc qui ont été internés de 1940 à 1944, en quelque lieu qu'ils se trouvent, de faire tout ce qui leur est possible pour être présents à Lyon pour cette cérémonie.

Pour tous renseignements, s'adresser à Marcel Gardin, 173, avenue Lacassagne, 69003 Lyon, tél. : 78-54-47-35.

Souvenirs

Il y a cinquante ans...

Le 18 août 1944, partait de Compiègne le dernier train de déportés pour Buchenwald. Cinq cents d'entre eux furent « transportés » dans les mines de sel de Stassfurt. Deux cent quatre-vingts ne revinrent pas.

Ayez une pensée pour eux.

L'amicale des déportés à Neu-Stassfurt et de leurs familles (kommando de Buchenwald).

CARNET DU MONDE

15, rue Falgaire,
75001 Paris

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Communications diverses 110 F

Thèses étudiants 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

LA LIBÉRATION DE PARIS

dans

Le Monde

du 24 daté 25 août 1994

Le récit de l'insurrection, les mouvements de résistance à Paris, la presse de la résistance et de la collaboration, la vie sous l'occupation...

Supplément spécial

Bonn révisé ses prévisions à la hausse

La croissance économique en Allemagne pourrait atteindre 2,5 % cette année

La croissance économique en Allemagne pourrait atteindre 2,5 % cette année a déclaré Günther Roxdorf, ministre de l'économie, lundi 15 août, à Bonn au cours d'une conférence de presse. En 1995, l'expansion pourrait dépasser 2,5 %.

Les chiffres avancés par le ministre allemand de l'économie sont nettement plus optimistes que ceux qui avaient été retenus au début de l'année et qui tablèrent sur une croissance comprise entre 1 % et 1,5 %. Dans la seule partie est de l'Allemagne, le taux d'expansion pourrait atteindre 8 % à 10 %, soit deux points de plus que les 6 % à 8 % qui avaient été prévus il y a six mois. Dans la partie ouest, le taux de croissance s'inscrirait à 1,5 % après avoir reculé de 1,9 % en 1993, année qui aura marqué la plus forte récession de l'après-guerre, une récession que M. Roxdorf a officiellement déclarée terminée. Pour 1995, le ministre a déclaré que le taux de croissance de 2,5 % annoncé au printemps pourrait être dépassé « en cas de nouvelle amélioration du contexte économique global en Allemagne, en Europe et dans le monde ».

Sur le front de la lutte contre la hausse des prix, M. Roxdorf a été optimiste, annonçant pour la par-

tie ouest de l'Allemagne « une nouvelle stabilisation de l'inflation en direction de 2,5 % » estimant même que ce taux pourrait même revenir à 2 % l'année prochaine. Pour la partie est du pays, le ministre de l'économie a déclaré qu'il prévoyait une hausse des prix de 3,5 % en 1994 et de 2,5 % en 1995.

Le nombre des chômeurs à l'ouest devrait augmenter de 300 000 cette année et atteindre 2,56 millions en moyenne, soit moins que ce qui avait été prévu en janvier (2,7 millions).

La Bundesbank assez optimiste

L'optimisme gouvernemental a été conforté par le rapport mensuel d'août de la Bundesbank publié le même jour, qui indique notamment une hausse des commandes à l'industrie manufacturière ouest-allemande de 4 % au deuxième trimestre 1994 par rapport au premier et de 7 % par rapport à la même période de 1993.

La Bundesbank souligne que « pour la première fois depuis longtemps, la demande en biens d'investissement provient aussi de clients allemands » et non plus seulement étrangers. Le taux d'utilisation des capacités de production remonte et le marché du travail montre « les premières lueurs d'espoir », l'institut

d'émission insistant sur le fait que le nombre des personnes disposant d'un emploi avait augmenté en juin, et ce pour la première fois depuis le printemps 1992 (1).

Cet optimisme renaissant n'empêche pas la Bundesbank de rappeler encore une fois les dangers – en terme d'inflation et de chômage – que ferait courir à l'économie allemande une hausse excessive des salaires. La poussée des coûts salariaux en 1991 et 1992 est l'une des raisons essentielles – avec le marasme mondial – de la récession de 1992-1993 estime le rapport. Sur trois ans, de 1990 à 1992, les coûts salariaux ont augmenté de 11 % dans la partie ouest du pays, soit une progression aussi forte que celle enregistrée entre 1992 et 1989, en sept ans.

La Bundesbank rappelle qu'heureusement les accords salariaux pour 1993 et 1994 ont créé des conditions favorables à la reprise économique, soulignant que leur modération pouvait à court terme ralentir la consommation mais qu'ils permettraient à plus long terme de relancer les investissements, puis la croissance et l'emploi.

(1) C'est au deuxième trimestre 1992 qu'apparaît le premier recul du PIB (produit intérieur brut) dans la partie ouest de l'Allemagne : -0,1 %. Ce recul s'était accentué au cours des trimestres suivants : -0,6 % au troisième, -0,7 % au quatrième et surtout -1,8 % au premier trimestre 1993.

L'activité des entreprises est en nette progression

Suite de la première page

Bon reflet de cette situation, l'attitude du groupe Saint-Gobain. Le groupe français de matériaux (verre, céramiques, isolation) vient, certes, de se désengager de sa branche papeterie, provoquant de vives inquiétudes dans les Landes. Mais Saint-Gobain, qui fut dès 1990 parmi les groupes hexagonaux l'un des premiers à s'être mis à la cape et à adopter une politique systématique et planifiée d'assainissement de sa situation financière, s'interdisant toute action d'envergure, annonce désormais que cette période d'abstinence est achevée. Le groupe revient à prévu de réinvestir, de procéder à des acquisitions d'ici à la fin de l'année.

Un cas isolé ? Pas vraiment. Nombreux sont les banquiers d'affaires à prédire pour l'Europe un retour de grandes opérations de fusions-acquisitions comme c'est le cas aux États-Unis. Ce regain de concentration qui est un indice solide du redressement économique pourrait ne pas se traduire forcément en termes positifs pour l'emploi. Classiques en période de redressement de l'activité, ces opérations se traduisent souvent dans l'immédiat par des restructurations d'effectifs.

Reprise sélective

Toutes les entreprises et tous les secteurs d'activité ne sont pas logés à la même enseigne. Un peu à l'image de la situation américaine, la reprise française se concrétise de manière sélective. Dans l'industrie, elle se concentre encore en amont de la production, grâce à la reconstitution des stocks qui a été le moteur principal de la reprise au premier semestre. Ce sont aujourd'hui les secteurs des biens intermédiaires, des produits de base et dans une moindre mesure des biens d'équipement qui sont concernés. « Plus on s'approche du consommateur final, moins la situation est réjouissante », explique un analyste.

Dans le textile-habillement et dans l'ameublement, les ventes restent sur la pente descendante. Dans la distribution, les chiffres d'affaires sont certes en légère progression, mais par rapport à un premier semestre 1993 exécrable. Seule l'automobile fait figure de brillante exception parmi les industries de consommation. Du côté des services financiers, le tableau reste relativement sombre. Les banques qui subissent encore avec un décalage de quelques mois les effets des défaillances

d'entreprises en chaîne de 1993, ne profiteront pas immédiatement du redressement tant attendu de l'investissement. En outre, les trésoreries abondantes des entreprises vont leur permettre de se passer pour un temps de crédits bancaires.

La reprise de l'investissement des entreprises est la clé d'une amélioration durable. Pour qu'il en soit ainsi – et surtout pour les investissements de capacité qui s'accompagnent de créations d'emplois –, plusieurs conditions sont nécessaires. Et toutes, aujourd'hui, ne sont pas encore réunies. L'assainissement financier, première de ces conditions, est effectivement acquis. Dans sa lettre de conjoncture des mois de juillet et août, la BNP indique notamment que, « grâce à l'accélération de la croissance, à la poursuite de la modération salariale et à la baisse des charges financières, les ratios de résultats de rentabilité, de profitabilité, de même que de trésorerie, devraient connaître un redressement significatif ». Un pronostic identique à celui des analystes financiers qui prévoient cette année une progression de 30 % à 35 % des bénéfices des sociétés cotées à la Bourse de Paris.

Les grandes entreprises en seront et en sont déjà les principales bénéficiaires, mais également les PME puisque pour la première fois depuis 1982 le nombre de défaillances d'entreprises devrait se réduire cette année. Un pronostic que confirme les

chiffres de la SFAC (Société française d'assurance crédit) sur les cinq premiers mois de l'année. En cumulé glissant sur douze mois, le maximum de défaillances a été atteint en novembre 1993 (68 549). Depuis, ce nombre n'a cessé de diminuer pour revenir fin mai à 64 975.

Tendance au désendettement

Le décalage aujourd'hui assez clair entre le redressement du résultat des entreprises, notamment les plus grandes, et la poursuite du recul du taux d'investissement (à son plus bas niveau historique à la fin de l'année dernière, à moins de 16 %), prouve clairement que la stratégie des groupes a consisté avant tout au cours des derniers mois à se désendetter. « Le désendettement demeure l'investissement prioritaire » souligne la BNP. Conséquence : la trésorerie des grands groupes est abondante.

Au-delà de leur assainissement financier, les entreprises manquent encore d'une confiance plus nette en l'avenir. Les dernières enquêtes d'opinion auprès des chefs d'entreprise, montrent cependant que cette confiance se dessine. On observe des premiers déblocages de projets et un relâchement de l'investissement. Sur le chemin de la croissance retrouvée, les incertitudes qui demeurent sont connues : la hausse des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis et en Europe et la fragilité des marchés financiers qui en découle. S'y ajoutent les questions électorales en particulier en France à l'approche de la présidentielle.

ERIC LESER
et CAROLINE MONNOT

Une forte reprise d'activité

Sociétés	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 1994 (en milliards de F)	Variation en % (sur 1 ^{er} sem. 1993)
Air Liquide	15,8	+ 8,8 %
AXA	65	+ 8 %
Bolloré Technologies	11,7	+ 15 %
BHV	11,7	+ 1,1 %
Carrefour	61,3	+ 6,6 %
Canal +	4,6	+ 6,7 %
Ciments français	6,6	+ 0,5 %
Danone	37,0	+ 6 %
De Dietrich	2,1	+ 13 %
Eco	7,2	+ 19 %
Elf Aquitaine	105,4	+ 2,9 %
Essilor	3,2	+ 10,7 %
Guyenne-Gascogne	12,6	+ 3,1 %
Havas	18,8	+ 1 %
Labinal	4,7	+ 1,6 %
LVMH	12	+ 20 %
Matra Hachette	26,4	+ 0,5 %
Promodis	44,2	+ 3,2 %
Radiotek	4,4	+ 3,6 %
Rhône-Poulenc	42,4	+ 5,9 %
Sagem	6,8	+ 4,3 %
Sommer Allibert	5,4	+ 5 %
Seb	3,9	+ 4,5 %
Thomson-CSF	15,9	+ 12 %
UAP	81	+ 14,3 %
Valéo	11,7	+ 10,5 %

INDUSTRIE

Confortant sa première place sur le marché américain

Compaq relance la guerre des prix sur les ordinateurs personnels

Devançant désormais largement Apple et IBM sur le marché américain des micro-ordinateurs (PC), Compaq a annoncé, lundi 15 août à Houston (Texas), de fortes baisses sur les prix de ses machines. Le fabricant texan ouvre ainsi une nouvelle guerre des prix à l'issue de laquelle les nouveaux PC multimédias pourraient être vendus à moins de 1 000 dollars.

NEW-YORK

de notre correspondant

Deux ans après avoir déclaré la guerre des prix sur le marché des ordinateurs personnels (PC), le fabricant américain Compaq a renouvelé, lundi 15 août, son offensive en annonçant, depuis son siège, à Houston, au Texas, des baisses importantes (de 17 % à 22 %) sur les tarifs de ses principaux produits. Cette décision ouvre la voie à une nouvelle guerre des prix entre les principaux constructeurs mondiaux de PC. Selon certains analystes, les consommateurs américains pourront peut-être bientôt acheter des PC perfectionnés (des machines multimédias équipées de lecteurs de CD-ROM et de systèmes de son stéréo) pour moins de 1 000 dollars (5 500 francs), trois fois moins que le prix actuel.

En proposant, à partir de 1992, des ordinateurs personnels à des prix bien inférieurs à ceux de ses concurrents, Compaq avait réussi à devenir, en moins de deux ans, le numéro un sur le marché américain du PC. Dataquest, une société

d'études californienne, a confirmé, lundi, que le fabricant texan avait conforté, au second trimestre de cette année, sa position de leader, acquise au premier trimestre. Avec 13,4 % du marché, Compaq accentue son avance sur Apple (10,8 %), Packard-Bell (9,9 %) et IBM.

Vainqueur d'une première guerre des prix, Compaq a donc estimé venu le temps d'en lancer une seconde. En fait, plusieurs éléments continuent de pousser à la baisse des prix des micro-ordinateurs aux États-Unis : la chute des tarifs des composants (puces, lecteurs de disques, matériels achetés de l'informatique), la forte concurrence entre distributeurs (avec la multiplication récente des supermarchés de l'informatique). Dans la bataille entre les grands constructeurs, Compaq a décidé de prendre les devants et d'accélérer le mouvement.

Le nouveau numéro un de la profession a quelques avantages. Il a des coûts nettement inférieurs à ses concurrents et des marges commerciales bien plus élevées. Depuis janvier, Compaq a augmenté sa production de 50 % alors que le marché ne devrait progresser que de 16 % cette année (20 % en 1993). Il dispose ainsi de stocks qui devraient lui permettre de répondre à la demande supplémentaire provoquée par cette baisse des prix. « Le principal objectif de cette opération est de combiner accessibilité et disponibilité de nos produits », a commenté lundi John Carlo Bisone, le vice-président de Compaq, respon-

sable du marché nord-américain. S'il refuse de considérer qu'il s'agit d'un « premier tir » dans une nouvelle guerre des prix, M. Bisone n'en cache pas moins que Compaq espère accroître encore ses parts sur le marché des États-Unis.

Cette annonce intervient en tout cas à la veille d'une période traditionnelle de fortes ventes (septembre à décembre). Elle pourrait embarrasser Apple. Le fabricant californien n'a pas, jusqu'à présent d'après Dataquest, obtenu les résultats escomptés avec sa nouvelle gamme de Macintosh équipée du nouveau microprocesseur PowerPC (PowerMacs). Elle pourrait surtout gêner IBM qui tente de remettre de l'ordre dans ses activités « micro-ordinateurs ». Compaq pourrait d'ailleurs compléter son attaque en lançant à l'automne de nouveaux produits.

ERIK IZRAELWICZ

Standard and Poor's revolt à la baisse la note attribuée à Apple Computer. La firme de notation financière Standard and Poor's a annoncé lundi 15 août qu'elle revoyait à la baisse sa note relative à la dette principale d'Apple Computer, le deuxième fabricant américain d'ordinateurs. Cette note a été révisée de « A-moins » à « BBB ». Celle des effets commerciaux de la firme est inchangée à « A-2 ». Les perspectives d'évolution de la dette d'Apple sont stables avec un montant total de 800 millions de dollars (4,32 milliards de francs). — (AFP)

La concurrence entre le câble et le téléphone

Vers une nouvelle déréglementation des télécommunications aux États-Unis

La déréglementation du téléphone et de la télévision par câble aux États-Unis vient de franchir une nouvelle étape. Après la Chambre des représentants en juin, la commission du commerce du Sénat américain a adopté, en fin de semaine dernière, deux projets de loi abolissant les monopoles existant dans ces secteurs. Le vote de ces textes par l'ensemble des sénateurs, mettrait fin au décret de 1984 régissant le téléphone et le câble aux États-Unis et donnerait le droit aux sept compagnies régionales de téléphone (surnommées les « Baby Bell ») d'offrir des communications longues distances ainsi que de fabriquer du matériel de télécommunications. Inversement, le texte ouvrirait pour les géants du téléphone long distance (ATT, MCI, Sprint) le marché des communications locales.

Certains aspects du projet de loi adopté par la commission du commerce ont suscité de vives critiques des Baby Bell. Pacific Tele- sis qui dessert la Californie et une partie du Nevada, a par exemple, dénoncé dans le quotidien britannique Financial Times des distorsions de traitement, assez difficiles à expliquer, il est vrai. Selon le projet actuel, « les opérations de télévision par câble pourraient fournir des services téléphoniques régionaux, un an seulement après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, dénonce Pacific Tele- sis, alors que « les barrières réglementaires ne nous autoriseront pas à entrer dans le domaine du câble avant trois ou quatre ans ».

Les débats promettent donc d'être vifs sur les inévitables ajustements lors du passage du projet de loi devant l'ensemble des sénateurs. Mais l'adoption rapide d'un nouveau texte est prévisible, tant

l'administration Clinton a fait de ces secteurs le vecteur d'une reconquête d'un certain leadership industriel et commercial américain. La déréglementation en gestation aux États-Unis, aura donc d'importantes répercussions en Europe (le Monde du 17 juillet).

La compagnie de téléphone américaine Bell Atlantic va supprimer 5 600 emplois. — Bell Atlantic Corp., l'une des puissantes compagnies régionales américaines de téléphone, a annoncé lundi 15 août une provision exceptionnelle de 2,3 milliards de dollars (12,4 milliards de francs) sur ses résultats du troisième trimestre et la suppression de 5 600 emplois en trois ans. Quelque 2,15 milliards de dollars seront affectés à des changements comptables et à une réévaluation de ses unités de fabrication. Environ 100 millions de dollars seront liés aux suppressions d'emplois. — (AFP)

SOCIAL

Un salarié sur quatre reclassé

Les associations intermédiaires se mobilisent contre l'exclusion

Les associations intermédiaires (AI) ont connu une forte progression en 1993 tant du point de vue de leur nombre (+7,4 % par rapport à 1992), que de leur activité. On en comptabilisait plus de 1 000 à la fin de 1993, et leur taux d'activité a progressé de plus de 17 % sur un an, selon une étude publiée par le ministère du Travail. Globalement, l'emploi dans ces associations a progressé de 26 % en un an. Le volume d'heures travaillées équivalait à plus de 13 000 emplois à temps plein. Fin 1993, plus de 46 400 personnes ont été mises à la disposition de ces associations.

Créées en 1987, celles-ci ont pour vocation de mettre à la disposition de particuliers, d'associations et d'entreprises, des personnes exclues du marché du travail (chômeurs de longue durée, « Rmistes ») pour effectuer des tâches clairement définies et non couvertes par le secteur marchand – ce qui les distingue des entreprises d'insertion. Exonérées de charges sociales si elles ne dépassent pas 750 heures par an, ces activités se situent notamment dans le secteur des emplois de

maison, des travaux de bricolage, de maintenance et de nettoyage.

Les associations intermédiaires se consacrent aussi au suivi social des personnes en réinsertion, le public concerné comprend ainsi surtout des adultes de vingt-cinq ans à quarante-neuf ans (59,5 %). Les moins de vingt-cinq ans représentent 32,9 % du total. Les femmes ont cessé d'être majoritaires en 1993, pour représenter 49,8 % des effectifs (contre 50,2 % d'hommes). Pres des 3/4 des salariés sont des personnes inscrites à l'ANPE, dont 35 % depuis plus d'un an. 36 % touchent des indemnités chômage. Moins de 10 % sont allocataires du RMI.

Les clients de ces associations sont en majorité des particuliers (28 %) et des employeurs du secteur non marchand (collectivités locales, établissements publics, associations...). Mais aussi des entreprises privées (commerçants, artisans, exploitants agricoles...).

Le bilan de ces associations intermédiaires est positif. Plus de 27 % des salariés en insertion ont réussi un reclassement, soit un sur quatre. Mais nombre d'entre eux

éprouvent encore des difficultés à retrouver un emploi stable. La plupart sont employés sous contrat emploi-solidarité (CES, 19,2 %), contrat de retour à l'emploi (CRE, 1,7 %), contrats à durée déterminée (CDD, 28,1 %), ou suivent un stage de formation (13,9 %). Seuls 17,6 % d'entre eux bénéficient d'un emploi à durée indéterminée.

A. B.-M.

CULTURE GENERALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique pour faire le point des connaissances dans tous les domaines de la culture générale. 20 cours accessibles et utiles à tous. Des références indispensables pour réussir.

Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Sec 7273, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tél. : (1) 42-70-81-88

ECONOMIE

La création d'une société
franco-allemande de satellites

Alcatel Espace s'associe aux discussions entre Aérospatiale et l'allemande DASA

A deux ? Ou à trois ? Le projet de fusion des activités satellites d'Aérospatiale avec Deutsche Aerospace (DASA) que le PDG du groupe français, Louis Gallois, souhaitait voir aboutir avant la fin de l'année, sera-t-il étendu à Alcatel Espace ? La filiale du géant français Alcatel-Alsthom, qui se plaignait d'être exclue des discussions, y est désormais admise sans que l'on sache, pour l'instant, si cette arrivée retardera, ou non, la conclusion du projet. « Pour préparer la naissance, fin 1994, de la société franco-allemande de satellites, il faudrait terminer avant fin juillet les négociations avec Deutsche Aerospace, avoir conduit la concertation avec les personnels et obtenu un accord de principe du gouvernement », expliquait, en mai, Louis Gallois (Le Monde du 20 mai). On n'en est pas là.

Dans leur projet de mariage, Aérospatiale et DASA avaient initialement « oublié » Alcatel Espace qui participe pourtant, aux côtés d'Alcatel-Alsthom, à une « alliance » réunissant ces quatre partenaires et prévoyant un code de bonne conduite entre les membres. Code de bonne conduite qui prévoit notamment une information réciproque des partenaires et leur association, là où c'est possible et souhaité. Alcatel Espace, aurait eu, comme l'a révélé la Tribune Desfossés, le sentiment d'être tenu à l'écart. L'oubli est réparé. « Il a toujours été clair que la société franco-allemande de satellites était ouverte à nos partenaires de l'alliance », précise-t-on chez Aérospatiale.

REPÈRES

CHINE

Les entreprises ont perdu
500 000 emplois
depuis novembre,
selon le China Daily

Les entreprises chinoises ont perdu 500 000 emplois depuis novembre 1993 et comptaient, fin juin, 147,447 millions de salariés, selon les chiffres du Bureau d'Etat des statistiques publiés samedi par le China Daily. Selon ces mêmes sources, les entreprises d'Etat (108 millions de salariés) ont réduit leurs effectifs de 159 000 personnes alors que les firmes mixtes (33 millions de salariés), appartenant à des partenaires privés et publics, ont supprimé 2,5 millions d'emplois. Seules, les entreprises entièrement privées et celles à capitaux étrangers ont augmenté leur personnel de près de 2 millions de personnes pour atteindre un effectif de 5,3 millions de personnes.

RUSSIE

Le gouvernement favorise
la reconversion industrielle

Le gouvernement russe a accordé en 1994 un total de 1 400 milliards de roubles (700 millions de dollars environ) de crédits aux entreprises du complexe militaro-industriel pour leur reconversion, a indiqué lundi 15 août le vice-ministre de l'économie Vladimir Kossou, en annonçant les crédits prévus pour le second semestre.

Un décret signé mercredi 10 août par le président Boris Eltsine et annoncé lundi 15 par M. Kossou porte également à 2 800 milliards de roubles (environ 1,4 milliard de dollars) les crédits d'investissement accordés en 1994 aux entreprises d'Etat des autres domaines, notamment le complexe agroalimentaire. Les crédits qui doivent être attribués aux 3^e et 4^e trimestres à 10 % d'intérêt sont déjà inclus dans le budget voté par le Parlement en juin, et ne risquent donc pas de relancer l'inflation, a précisé M. Kossou. Un autre vice-ministre des finances, Sergueï Ignatiev, a indiqué que selon son estimation personnelle, l'inflation, qui est descendue au début de l'été à environ 5 % mensuels, devrait remonter légèrement à l'automne, pour s'établir « entre 8 % et 10 % en octobre ». (AFP)

COMMUNICATION

Publicités rejetées, magasins désertés

Une campagne anti-Benetton se développe en Allemagne

BONN
de notre correspondant

Benetton est-il allé trop loin dans la provocation publicitaire ? Jusqu'ici, le géant italien de la mode semblait avoir réussi le pari d'imposer son image à coups de clichés choqués : un malade du sida à l'agonie, un tee-shirt ensanglanté de soldat bosniaque, un bébé tout frêlé venant de naître. Quelques procès, intentés par des associations de malades du sida, n'avaient pas réussi à entraver un changement de stratégie commerciale de la firme, bien au contraire. Aujourd'hui, le fabricant fait face à une menace plus sérieuse. En Allemagne, pays qui constitue, après l'Italie, son marché le plus important en Europe, l'empire Benetton doit faire face à une véritable fronde de la part des magasins de son réseau.

Victimes d'une désaffection croissante de leur clientèle – et même forcés de fermer leurs portes dans une dizaine de cas –, des directeurs de magasins ont décidé de se lier contre la maison mère afin d'obtenir d'elle un radical changement de politique commerciale. Cent cinquante d'entre eux se sont regroupés dans une association de défense de leurs droits et font appel aux services d'un avocat. « Nous vendons à perte et nous nous retrouvons avec des surplus de marchandises dont nous ne savons plus quoi faire. Nous nous

battons pour notre survie », confie le directeur d'un magasin situé dans une grande ville allemande, et qui souhaite conserver l'anonymat. Non franchisés, les magasins Benetton ont un statut de propriétaires indépendants. Les investisseurs ne peuvent donc pas être renvoyés à la maison mère : « Benetton nous exploite », disent les dirigeants de ces magasins.

79 % d'avis négatifs

Des chutes spectaculaires du chiffre d'affaires (jusqu'à -30 % pour certains magasins) ont été immédiatement attribuées à l'outre-Rhin, aux provocations publicitaires de la firme de Trévise, même si la crise du secteur touche tous les fabricants sans exception. « Partout, les publicités Benetton sont devenues un sujet de polémique : dans les écoles, les universités, les églises, les partis politiques... Des clubs se sont créés dans le but de boycotter nos produits. On a distribué des tracts contre nous. Certains magasins ont eu leurs vitres brisées, leurs serrures condamnées par vandalisme, d'autres ont été la cible de graffiti haineux », confie avec désespoir ce directeur de magasin, dont l'avis est partagé par beaucoup d'autres. Avec son haut degré d'exigence morale, la société allemande s'est révélée moins réceptive que d'autres aux « coups de poing » médiatiques

de Luciano Benetton ; 79 % des Allemands trouvent « négatives » les publicités de Benetton, 22 % les trouvent « brutales » et 19 % les trouvent « répugnantes » : tel est le résultat d'une récente étude de marché réalisée par un cabinet de sondages de Heidelberg. Il y a quelques années, un fabricant de vêtements allemand avait été forcé de retirer une publicité représentant une table de treize personnes, parce que l'image rappelait trop la Cène du Christ et des apôtres.

LUCAS DELATRE

Regroupant 134 sociétés de production L'USPA assigne TF 1 France Télévision et M 6 devant le Conseil de la concurrence

Les cent trente-quatre sociétés de production de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA) ont assigné, mardi 8 août, devant le Conseil de la concurrence pour « abus de position dominante et abus de dépendance économique », « On souhaite démontrer par ce recours, a indiqué Alain Modot, délégué général de l'USPA, que les chaînes imposent aux producteurs des clauses et des pratiques commerciales abusives. Cela contribue à un affaiblissement progressif du tissu de la production audiovisuelle nationale ». L'USPA, dont la quasi-totalité des adhérents « présente des bilans dans le rouge », s'élève contre les pratiques commerciales des chaînes – légalement tenues d'investir chaque année dans la production d'œuvres audiovisuelles 15 % de leur chiffre d'affaires de l'année précédente – qui « tendent à récupérer par derrière ce que la loi leur oblige à dépenser par devant », selon M. Modot. Ce dernier se prononce pour « une suppression de la part producteur » prise par les diffuseurs à l'occasion de la production d'une fiction. De même, l'USPA demande que l'obligation des 15 % ne soit pas l'occasion pour les diffuseurs, comme TF 1 et France Télévision, d'acquiescer tous les autres droits (reproduction vidéo, droits annexes) mais que ceux-ci fussent l'objet d'un autre contrat. Enfin, le syndicat propose, comme base de discussion pour les diffuseurs, des chiffres de diffusion soit de 4,5 millions de francs à 6 millions de francs pour « un téléfilm franco-français de quatre-vingt-dix minutes, diffusé en première partie de soirée ».

G. D.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 août = Indécise

Après cinq séances consécutives de baisse et un recul de près de 5 % la semaine dernière, la Bourse de Paris tentait, après le long week-end du 15 août, de se reprendre. En hausse de 0,43 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait près de 0,70 % peu après, avant de céder la majeure partie du terrain repris. En milieu de journée, il affichait une toute petite progression de 0,09 % à 2 008,80 points.

Le marché obligataire se portait un peu mieux mardi. Le contrat notional échéance septembre reprenait 0,36 % avant de voir ses gains se réduire à 0,16 % (104,20) en début d'après-midi. Le Bund allemand progressait, lui, de 0,10 %. Lundi, Wall Street a terminé en légère baisse (-0,22 %), les investisseurs étant restés sur la défensive en prévision d'un relèvement des taux

NEW-YORK, 15 août = Petit repli

Wall Street a terminé en légère baisse lundi 15 août à l'issue d'une séance équilibrée, les investisseurs étant restés sur la défensive en prévision d'un relèvement des taux d'intérêt à court terme par la Réserve fédérale lors de la réunion mardi du Comité de l'Open Market. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini la journée à 3 760,29 points, en baisse de 8,42 points (-0,22 %). Quelque 223 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en hausse a été à peu près égal à celui des titres en baisse : 1 048 contre 1 044, alors que 780 actions sont restées inchangées.

La fermeture de plusieurs marchés financiers en Europe pour le 15 août a contribué à un net ralentissement de l'activité à Wall Street. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans a terminé à 7,50 % contre 7,48 % vendredi soir.

VALEURS	Cours de 12 août	Cours de 15 août
Alcatel	78 1/2	77
Allied Signal Inc.	35 7/8	35 1/2
American Express	27 3/4	27 3/4
AT&T	53 1/2	52 1/2
Bathelien Steel	22	21 1/2
Bell	44 3/4	44 3/4
Comcast Inc.	105 1/4	105 1/4
Chrysler	42	41 1/2
Coca-Cola	44 1/2	44 1/2
Dow Jones	3760 29	3751 87
Eastman Kodak	49	48 1/2
Exxon	89 1/4	89
General Electric	49 3/8	49 1/2
General Motors	49 3/8	49 1/2
Goodyear Tire	34 1/2	34 1/2
IBM	89 3/4	89 3/4
International Paper	72 1/4	72
J.P. Morgan	63 3/4	63 1/2
McDonald's	118 3/4	117 1/2
Merck & Co.	32 1/4	32
Minerals Mining	50 1/2	50 1/2
Philips	55 3/4	55 3/4
Procter & Gamble	88 3/4	88 3/4
Rockwell International	49 3/4	49 3/4
Union Carbide	33 1/2	33 1/2
United Tech.	81 3/4	81 3/4
Wendelhouse B.	12	12
Woolworth	15 1/4	15 1/2

LONDRES, 15 août = Faiblesse

Les valeurs ont annulé leurs gains lundi 15 août dans l'après-midi au Stock Exchange, après la publication de chiffres plus élevés que prévu de la production industrielle et du taux d'utilisation des capacités industrielles aux Etats-Unis. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit en clôture en baisse de 0,1 point à 3 142,2 points.

La production industrielle américaine a augmenté de 0,2 % en juillet alors que les analystes attendaient une hausse mensuelle de 0,1 %, et le taux d'utilisation des capacités industrielles est resté inchangé par rapport à juin à 83,9 % alors qu'une diminution de 0,1 point était attendue. Ces statistiques accablent la perspective d'une hausse des taux d'intérêt.

VALEURS	Cours de 12 août	Cours de 15 août
Allied Lyons	5,91	5,91
BP	4,11	4,11
BT	3,75	3,75
Cadbury	4,08	4,08
Glaxo	4,28	4,28
Guinness	5,80	5,81
Harrold	8,43	8,43
Imperial	1,52	1,52
RTZ	8,70	8,73
Shell	7,18	7,25
Unilever	10,70	11,05

TOKYO, 16 août = Reprise

La Bourse de Tokyo a terminé la séance du mardi 16 août en hausse dans l'espoir d'une reprise après le retour de vacances des investisseurs. L'indice Nikkei a gagné 160,03 points, soit 0,78 %, à 20 786,36 points dans un volume de 254 millions de titres.

Les spéculations sur une hausse des taux d'intérêt américains, qui affaiblissent le yen et profitent au marché, ont clairement soutenu la cote. La plupart des investisseurs tablent sur une hausse d'un demi-point des taux

VALEURS	Cours de 15 août	Cours de 16 août
Bridgeway	1 610	1 610
Canon	1 750	1 740
Fuji Bank	2 230	2 240
Honda Motor	1 700	1 700
Mitsubishi Electric	1 730	1 720
Sanyo Electric	880	880
Sony Corp	1 830	1 830
Toyota Motor	2 180	2 180

CHANGES

Dollar : 5,3430

Mardi 16 août, le dollar se redressait légèrement à l'ouverture du marché des changes parisiens à 5,3430 francs, contre 5,3285 francs le 12 août en fin de journée (cours indicatif Banque de France). Le dollar se trouvait à 5,3432 francs, contre 5,3433 francs vendredi soir (cours Bdf).

FRANCFORT 15 août 16 août
Dollar (en DM) 1,5825 1,5575
TOKYO 15 août 16 août
Dollar (en yen) 160,12 160,16

MARCHÉ MONÉTAIRE
(offerte privée)
Paris (16 août) 5 1/4 % - 5 3/8 %
New-York (15 août) 4 9/16 %

BOURSES

PARIS 15 août 16 août

(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 2 006,95 2 008,80
(SBF, base 1000 : 31-12-90)
Indice SBF 120 1 388,25 1 388,25
Indice SBF 250 1 346,84 1 346,84

NEW-YORK (indice Dow Jones)
12 août 15 août
Industrielles 3 760,29 3 760,29

LONDRES (indice Financial Times)
12 août 15 août
100 valeurs 3 142,20 3 142,20
30 valeurs 2 469,26 2 474,08

FRANCFORT 12 août 15 août
Dax 2 124,68 2 138,84

TOKYO 12 août 15 août 16 août
Nikkei Dow Jones 20 636,33 20 786,36
Indice général 1 622,38 1 638,03

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,3440	5,3460	5,3550	5,3595
Yen (100)	160,12	160,16	160,12	160,16
Esc	5,3306	5,3348	5,3777	5,3848
Deutsche mark	4,5180	4,5222	4,5894	4,5978
Franc suisse	3,4300	3,4320	3,4365	3,4404
Libre sterling (1000)	4,0871	4,0919	4,1002	4,1079
Libre sterling	3,3552	3,3596	3,3624	3,3689
Peseta (100)	8,2251	8,2281	8,2238	8,2341
	4,1171	4,1203	4,0962	4,0961

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	4 3/8	4 3/4	4 7/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8
Yen (100)	2 1/16	2 3/16	2 3/16	2 5/16	2 5/16	2 7/16
Esc	5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 5/16	6 5/16	6 7/16
Deutsche mark	4 13/16	5 15/16	4 7/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Franc suisse	1 1/16	1 3/16	1 1/4	1 5/8	1 5/8	1 5/8
Libre sterling (1000)	8 7/8	9 1/8	9 3/8	9 5/8	9 5/8	9 7/8
Libre sterling	5 1/16	5 3/16	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 7/8
Franc français	5 7/16	5 9/16	5 9/16	5 11/16	5 7/8	6

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membre du comité de direction :
Dominique Aidi
133, av. des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08
Tél : (1) 44-43-76-00
Téléfax : 44-43-77-30
Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régies France SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - Taper LEMONDE
La Presse - Documentation
36-17 LMDCC ou 36-25-04-56

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gustave
94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Tél : 206.806F

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilms : (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 457
ISSN : 0395-2007
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilms : (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél : (1) 40-65-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Autres pays Vente normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre chèque ou de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

LE MONDE (USPS : pending) is published daily for \$ 892 per year by « LE MONDE », 1 place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain, N.Y. US, and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to 1465 of NY Box US, Champlain N.Y. 12919 - USA.
Pour les abonnements étrangers aux USA:
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 - 2963 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

401 MD 01 PP. Poste RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JAVICO 150

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,43 % (2015,48)

Comptant (sélection)

Sicav (sélection) 12 août

VALEURS	% de diff.	% de compte	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emis/Fin franc fact.	Rachet ast	VALEURS	Emis/Fin franc fact.	Rachet ast	VALEURS	Emis/Fin franc fact.	Rachet ast
Obligations			Étrangères			Hors-cote (sélection)			Second marché (sélection)			Actions			Actions			Actions		
BPCE 95-98-02	106,85	1,217	Credit Com. Ind.	74,00	—	A.E.R. Ar. Gen.	380	—	Actiobanque C.	337,81,80	—	Euro Com.	890,92	—	Phy/Associations	3975,33	3975,33	Phy/Associations	3975,33	3975,33
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque D.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque E.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque F.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque G.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque H.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque I.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque J.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque K.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque L.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque M.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque N.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque O.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque P.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque Q.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque R.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque S.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque T.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque U.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque V.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque W.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque X.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque Y.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque Z.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AA.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AB.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AC.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AD.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AE.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AF.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AG.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AH.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AI.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AJ.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AK.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AL.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AM.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AN.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AO.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AP.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AQ.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AR.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AS.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AT.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AU.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AV.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AW.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AX.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AY.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque AZ.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BA.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BB.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BC.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BD.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BE.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BF.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BG.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BH.	321,78	—	France-Inv.	1725,45	—	Pharm.	506,71	891,72	Pharm.	506,71	891,72
CPME 95-98-02	106,85	1,071	Darby	681	—	Alco Molat Ind.	670	—	Actiobanque BI.											

Marché des Changes						Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTEL		Matif (Marché à terme international de France)											
Cours indicatifs		Cours préc.	Cours 12/08	Cours des billets		Monnaies et devises		Cours préc.	Cours 12/08	<div>36-15</div> <div>TAPEZ LE MONDE</div> <div>PUBLICITÉ FINANCIÈRE</div> <div>☎ 44-43-76-26</div>	NOTIONNEL 10 %								CAC 40 A TERME			
				achat	vente						Nombre de contrats estimés : 271 076				Volume : 29 297							
											Cours	Mars 95	Sept. 94	Déc. 94	Cours	Août 94	Sept. 94	Oct. 94				
											Dernier.....	112,64	114,04	113,36	Dernier.....	2019	2025	2038				
Guts Unes (1 unit.)		5,4295	5,5285	5,10	5,70	Or fin (p/o en barrel.)	65850	65800		Précédent..... <td>113,50</td> <td>115,06</td> <td>114,20</td> <td>Précédent.....<td>2043</td><td>2050,50</td><td>2059,50</td></td>	113,50	115,06	114,20	Précédent..... <td>2043</td> <td>2050,50</td> <td>2059,50</td>	2043	2050,50	2059,50					
Ecu.....		6,9425	6,9510			Or fin (en lingot)	65800	65800	390													
Allemagne (100 dm)		342,8200	343,3300	328	352	Napoleon (200)	390	390	377													
Belgique (100 fl.)		16,8410	16,8345	16	17,10	Pièce fr 100 fr.	320	320	376													
Pays-Bas (100 fl.)		305,1700	305,0800			Pièce Suisse (200 fr.)	300	300	375													
France (1000 frs)		1,3435	1,3435	3,25	3,72	Pièce Litone (200 fl.)	380	380	375													
Danemark (100 kr.)		86,7000	86,5000	82,60	90,80	Souverain	455	463														
Irlande (1 nap.)		8,2420	8,1350	7,85	8,60	Pièce 20 dollars	2550	2555														
Grèce (1000 dr.)		8,3450	8,2470	7,85	8,80	Pièce 10 dollars	1300	1300														
Suisse (100 francs)		2,2530	2,2530	2,25	2,10	Pièce 5 dollars	652,50	652,50														
Suède (100 kr.)		408,5200	402,2500	382	416	Pièce 50 pesos	2455	2445														
Norvège (100 kr.)		68,7900	68,4700	65	75	Pièce 10 florins	398	398														
Portugal (100 esc.)		78,1500	78,9300	74	83																	
Autriche (100 sch.)		48,1210	48,7910	47,10	51,20																	
Espagne (100 pes.)		16,4250	16,1865	15,50	16,50																	
Portugal (100 esc.)		3,3350	3,3400	3,30	3,35																	
Canada (1 \$ can.)		3,8337	3,8357	3,65	4,25																	
Japon (100 yens)		5,5758	5,5493	5,17	5,52																	
RÈGLEMENT MENSUEL (1)																						
Lundi midi mardi : % de variation 31/12 - Mardi midi mercredi: montant du coupon - Mercredi midi jeudi : paiement demi coupon - Jeudi midi vendredi: compensation - Vendredi midi samedi: quotités de négociation																						
ABRÉVIATIONS																						
B = Bordeaux Li = Lille Ly = Lyon M = Marseille Ny = Nancy Ns = Nantes																						
SYMBOLES																						
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA ■ coupon détaché - ♦ droit détaché - ♣ cours du jour - ◆ cours précédent o = offert - d = demandé - / offre réduite - / demande réduite - ♣ contrat d'animation																						

Le 50^e anniversaire
du débarquement en ProvenceM. Balladur a rendu
hommage à l'« armée
de héros » du général
de Lattre de Tassigny

Les combattants américains et français d'outre-mer ont été à l'honneur, lundi 15 août, lors de la seconde journée de célébration du 50^e anniversaire du débarquement en Provence présidée par le premier ministre, qui a salué, sur la plage du Dramont et à Cavalaire (Var), « une armée de héros », à propos des soldats du futur maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

En présence de la veuve du maréchal, Edouard Balladur a évoqué l'œuvre de Lattre de Tassigny qui, « de troupes dispersées, fit un corps d'armée unifié ». Il a rappelé que ces hommes étaient « venus de métropole et de tout l'empire : Africains des pays de l'Afrique équatoriale française et de l'Afrique occidentale française, Malgaches, Algériens, Tunisiens et Marocains, Indochinois et Pondichériens, Calédoniens et Canaques du valeureux bataillon du Pacifique ». M. Balladur a rappelé que « cette victoire éclatante eut un prix » que la nation ne devra « jamais oublier ». « Les bouleversements survenus depuis la Libération, a-t-il ajouté, ont rendu la solidarité internationale plus nécessaire que jamais ».

Cette cérémonie s'est achevée par un lâcher de parachutistes. Les premiers à sauter, au-dessus de la mer, furent quatre « vétérans » américains. Ils avaient reçu en extrême l'autorisation de sauter, de cette manière, la mémoire de plusieurs de leurs camarades du 509^e bataillon d'infanterie parachutiste. M. Balladur a déposé, sur les lieux mêmes de leurs combats, huit anciens combattants.

En fin d'après-midi, une cinquantaine de « vétérans » américains ont reçu un hommage particulier au cimetière américain de Draguignan (Var). Dans un message lu à l'assistance, le président Clinton a honoré « le sacrifice et le courage des forces américaines dans le sud de la France ».

Cette dernière journée de commémoration officielle du débarquement de Provence a donné lieu à une importante fête aérienne sur la base aéronavale d'Hyères, où près de quatre-vingt mille personnes se sont pressées pour suivre, en particulier, les évolutions d'avions datant de la seconde guerre mondiale.

L'ESSENTIEL

INTERNATIONAL

Nouvel exode
de Rwandais
vers le Burundi

Rumeurs mais aussi témoignages convergents parviennent à Gitega, au Burundi, sur les représailles et les exactions que commettraient les soldats du FPR dans certains secteurs du Rwanda. Environ 2 500 réfugiés affluent chaque jour dans les camps du pays voisin et les organisations humanitaires craignent un nouveau raz-de-marée (page 3).

Vives tensions
entre l'Eglise et l'Etat
au Mexique

Avant les élections du 21 août, la conférence des évêques catholiques a durci ses critiques à l'encontre de la politique sociale du gouvernement. Les relations sont particulièrement conflictuelles dans l'Etat de Guadalajara (page 6).

CULTURE

Lumières d'Orient
au Festival du cinéma
de Locarno

Le jury du festival a attribué les deux premières récompenses à deux films iraniens, la Jarre, d'Ebrahim Forouzesh, et l'Homme d'Abadan, de Kianush Ayari. Pendant dix jours, la programmation a confirmé la vitalité de la production asiatique (page 11).

Ancien journaliste au « Monde » et chroniqueur du gaullisme

André Passeron est mort

André Passeron, journaliste au service politique du « Monde » de 1960 à sa retraite, en 1982, président de l'Association des journalistes parlementaires, est mort le 12 août des suites d'une longue maladie. Accrédité à l'Elysée pendant la présidence de Charles de Gaulle et celle de Georges Pompidou, chargé ensuite de l'UDR, puis du RPR, auteur de plusieurs ouvrages sur le fondateur de la V^e République, il était l'un des spécialistes du mouvement gaulliste en même temps qu'éditorialiste de plusieurs quotidiens régionaux, dont le « Dauphiné libéré », « Var-Matin » et « Presse-Océan ».

André Passeron était entré en 1960 au service de politique intérieure du Monde, dont Pierre Vianon-Pont venait de prendre la direction en succédant à Jacques Fuyet, devenu rédacteur en chef. C'était, déjà, un professionnel averti, formé à deux rudes écoles du métier et aux exigences de deux singuliers patrons de presse : de 1955 à 1958, la Société générale de presse et Georges Bérard-Quellin ; de 1958 à 1960, l'Agence économique et financière et André Bollack. En 1959, il avait été recruté comme correspondant politique de l'agence Reuters, où il devait côtoyer pendant des années une grande figure de la presse de l'après-guerre, Harold King.

La démarche gaullienne
et ses détours

D'une certaine manière, André Passeron s'était façonné, bien avant de l'illustrer, à l'image que l'on prête volontiers au Monde et à ses rédacteurs : un aspect sévère, une mise toujours stricte dans le travail, un sens aigu de l'interpellation courtoise mais ferme, le goût du détail, la clarté dans l'analyse. Sans doute avait-il emprunté certains des traits de sa personnalité à son milieu familial, puisqu'il était le fils de René Passeron, directeur au ministère de l'Algérie, et d'Alice de Baron, patronyme dont il se servira plus tard pour signer ses commentaires politiques dans le Dauphiné libéré, journal auquel il collabora régulièrement à partir de 1970.

Il devint à la carrière paternelle

le fait d'être né à Alger, le 4 septembre 1926, et d'avoir commencé ses études dans cette ville, au lycée et à l'université (licence de droit et de lettres), avant de les poursuivre à Paris, à l'Institut d'études politiques, après avoir été initié à l'histoire et à la politique par un professeur d'exception, Louis Joxe, futur ministre et futur négociateur des accords d'Evian. Le portrait d'André Passeron ne serait pas complet s'il occultait cette jeunesse algéroise, cette culture méditerranéenne, ce culte du soleil qu'il portait en lui et qu'il savait évoquer, un peu avec beaucoup de drôlerie, tantôt avec une pudique nostalgie.

Sa carrière professionnelle s'est affirmée alors que la IV^e Répu-

blionnement de l'Etat, à travers les débuts du Conseil constitutionnel, la composition des gouvernements, les réformes de l'administration, la formation de ses cadres, sans parler des péripéties de la vie parlementaire. Pour toutes ces raisons, il fut, en représentant notre journal, l'un des animateurs permanents de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde ».

Concurrent redoutable sur le terrain de l'information, il était un confrère avenant et disponible, un interlocuteur respecté des hommes de pouvoir. Vice-président, puis président de l'Association de la presse présidentielle de 1972 à 1975, il devint, en 1985, président de l'Association des journalistes parlementaires.

Une part de nous-mêmes

André Passeron a été, avec Raymond Barrillon, une part de nous-mêmes : il a été de ceux qui, à une époque où les « anciens » s'attachaient à transmettre leur savoir, a appris à beaucoup d'entre nous ce qu'il fallait faire et ne pas faire, face à un milieu politique qui cherchait toujours à enrôler les journalistes sous ses propres bannières partisanes.

Pour les journalistes politiques, en effet, ceux du Monde qui le côtoyaient chaque matin et ceux d'autres organes de presse qui le rencontraient chaque après-midi à l'Assemblée nationale, il était l'un de ceux qui font autorité dans la profession. Il connaissait tout le monde et surtout donnait l'impression de tout savoir. On l'attendait, quand on partageait son bureau, appeler au téléphone les plus hautes personnalités de l'Etat, dont il lui arrivait

de lui dire le confident, mais il n'hésitait pas à faire bénéficier ses jeunes confrères de ses conseils.

Nous venons donc de perdre une part de notre mémoire, en un temps où celle-ci est précieuse. André était aussi de ceux qui, dans la vie quotidienne, nous faisait échapper au mode compassé qui nous est souvent reproché ; comme s'il avait constamment à l'esprit la dimension ludique d'un métier qu'il exerçait de façon réjouissante et conviviale. Est-ce une coïncidence originelle méditerranéenne ? Toujours est-il que, lui et moi, nous nous comprenions à demi-mot. Sa disparition est de celles qui nous affectent, profondément. Que sa veuve et sa fille, Florence, soient ici assurées de nos plus vives condoléances.

J.-M. C.

blisque se mourait et que naissait, avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, la V^e. Au Monde, il fut chargé, précisément, de suivre pas à pas, mot à mot, la démarche de la nouvelle République et de son président. Ce n'était pas une sinécure ! Parce que, d'une part, l'Elysée était devenu le centre de la vie politique française et que le général de Gaulle donnait à son rôle toute sa mesure, dans une période marquée par la guerre d'Algérie ; parce que, d'autre part, la communication avec la presse, en général, et avec le Monde, en particulier, n'était pas la première préoccupation du pouvoir.

Une figure
du monde politique

André Passeron n'était pas homme à se laisser rebuter ou impressionner, fût-ce par la stature historique du général de Gaulle : il fallait le voir, ne perdant pas un pouce de sa petite taille, face à son prestigieux interlocuteur, lorsqu'il lui arrivait de le rencontrer à la faveur de cérémonies élyséennes ou de voyages présidentiels en province ou à l'étranger. Sa perspicacité fut de comprendre que la démarche politique du général, si sujette à interrogations à l'époque, car elle était en partie masquée, pleine de détours tactiques, de tâtonnements et de contradictions, était néanmoins inscrite, et donc lisible, dans un discours distillé sous plusieurs formes. Il fallait en suivre tous les méandres, en noter toutes les variations, pour décrypter dans la durée une action politique et, à certains égards, historique, en train de se faire. André Passeron fut le chroniqueur attentif et méticuleux de cette période, d'abord pour le Monde, ensuite dans des ouvrages qui servent encore de référence : les volumes de De Gaulle parle, puis la France au tournant, De Gaulle et l'Afrique, enfin, De Gaulle, 1958-1969.

Ce travail d'observation attentive, André Passeron le continua avec Georges Pompidou et l'étendit à l'ensemble du mouvement gaulliste, sous ses diverses appellations. A ce titre, il fut aussi le chroniqueur paténié du chiraquisme. Cela ne l'empêchait point de s'intéresser à d'autres secteurs de la politique et, surtout, au fon-

ctionnement de l'Etat, à travers les débuts du Conseil constitutionnel, la composition des gouvernements, les réformes de l'administration, la formation de ses cadres, sans parler des péripéties de la vie parlementaire. Pour toutes ces raisons, il fut, en représentant notre journal, l'un des animateurs permanents de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde ».

Concurrent redoutable sur le terrain de l'information, il était un confrère avenant et disponible, un interlocuteur respecté des hommes de pouvoir. Vice-président, puis président de l'Association de la presse présidentielle de 1972 à 1975, il devint, en 1985, président de l'Association des journalistes parlementaires.

Au terme d'une riche carrière professionnelle, André Passeron était devenu une figure du monde politique, et c'est en termes amicaux que Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, l'avait fait chevalier de la Légion d'honneur. Pour ses confrères, pour ses amis, il était, derrière le journaliste professionnel, sûr de ses sources, travaillant avec une grande rapidité, doué d'un jugement aigu qui n'excluait ni l'attention bienveillante ni le scepticisme qui protège des emballements, un compagnon des plus agréables. Un garçon sans âge, qui avait conservé sa jeunesse, apportant une belle égalité d'humeur dans un milieu professionnel volontiers gagné par le stress et, sous son aspect très « Monde », porteur d'une galeté chaleureuse, propre à relativiser les pires ennuis.

Personnalité secrète, il ne dévoilait pas facilement une sensibilité pourtant bien réelle ; il n'était pas porté à se plaindre, comme il l'a prouvé en plusieurs occasions difficiles et, dernièrement, face au mal qui l'a emporté. C'était un plaisir de travailler à ses côtés, et il avait le tact de laisser croire à ses confrères que c'en était surtout un pour lui.

ANDRÉ LAURENS
[Né le 4 septembre 1926 à Alger, André Passeron était licencié en droit et en lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Rédacteur à la Société générale de presse en 1955, à l'Agence économique et financière en 1958, puis correspondant de l'agence Reuters en 1959, il entra au service politique du Monde en 1960. Commentateur politique dans plusieurs quotidiens de province - le Dauphiné libéré, Presse-Océan et Var-Matin, notamment -, il devint responsable, pour notre journal, de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » à partir de 1982. Président de l'Association de la presse présidentielle de 1972 à 1975 et de l'Association des journalistes parlementaires depuis 1985, il était l'auteur de plusieurs ouvrages sur la politique du général de Gaulle : De Gaulle parle (Flou, 1962), De Gaulle parle (1962-1966) (Reyrol, 1966), la France au tournant (Union européenne d'éditions, 1970), De Gaulle 1958-1969 (Bordas, 1972).]

La Bundesbank
et la Banque de France
laissent leurs taux inchangés

Contrairement aux espoirs des marchés, la Bundesbank n'a pas renoué mardi 16 août avec la formule des prises en pension à taux variables qui aurait signifié une reprise de la baisse à petit pas de ses taux d'intérêt (lire également page 13). La prise en pension de la banque centrale allemande a été annoncée au taux fixe de 4,85 %, une procédure inchangée depuis le 27 juillet. Pour sa part, la Banque de France a annoncé mardi matin qu'elle laissait également inchangé à 5 % son taux d'appel d'offre.

Vingt-cinq mille
contrôles d'identité à Paris
depuis le 6 août

Depuis le début des opérations de contrôle d'identité lancées le 6 août par le ministère de l'Intérieur à la suite des attentats meurtriers commis contre des Français en Algérie (le Monde du 9 août), près de 25 000 personnes ont été contrôlées dans la capitale. Cinq cent trente d'entre elles ont été mises à la disposition de la police judiciaire, pour des infractions telles que des ports d'armes prohibées ou des conduites en état d'ivresse. Dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 août, ces actions « de sécurisation » se sont ainsi soldées par un total de 1942 contrôles d'identité. Pour la dixième nuit consécutive, elles ont été assurées par des services divers - policiers de la sécurité publique, habitués à ce genre de contrôles, mais aussi CRS et gendarmes mobiles - et elles ont conduit à la mise à disposition de 47 personnes à la police judiciaire parisienne.

Deux personnes déferées
au parquet de Nîmes
après l'assassinat
d'un Algérien

Un homme soupçonné du meurtre d'un Algérien dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 août, à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard), a été déferé au parquet de Nîmes et mis en examen pour assassinat, lundi 15 août, après avoir été interpellé sur la dénonciation de sa femme, Franck Bernard aurait poignardé de dix-sept coups de couteau un homme de nationalité algérienne, dont l'identité n'a pas été révélée, avant d'enterrer le corps près de Montouffieu (Hérault), avec l'aide d'un complice qui a, lui aussi, été mis en examen pour non-dénonciation de crime. Au parquet de Nîmes, on indique que l'hypothèse d'un crime raciste semble écartée et que l'enquête s'oriente vers les milieux de la toxicomanie.

Le pape a prié pour l'Italie,
le Rwanda et la Bosnie

Les 15 août se suivent et ne se ressemblent pas pour Jean-Paul II. Il y a un an, le jour de l'Assomption, il était à Denver (Etats-Unis) pour la Journée mondiale de la jeunesse ; deux ans plus tôt, pour la même manifestation, à Czestochowa en Pologne, et quatre ans plus tôt à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne. Cette année, en convalescence, il a dû renoncer à se déplacer, comme prévu, jusqu'à l'église du village proche de Castel-Gandolfo, sa résidence d'été. Il a toutefois exprimé son espoir de se rendre en janvier prochain à Manille, aux Philippines, pour un nouveau rendez-vous avec la jeunesse. Il a prié, a-t-il dit, pour « l'Italie » et pour « les nations des divers continents qui souffrent à cause de l'injustice et de la guerre », en particulier « pour la terre martyre du Rwanda, pour les populations de Bosnie-Herzégovine et de la région des Balkans ». En France, près de 20 000 personnes ont participé, lundi 15 août à Lourdes, au cent vingt et unième pèlerinage national.

Dix morts dans les Alpes

Trois alpinistes et randonneurs se sont tués en montagne, et sept personnes ont trouvé la mort dans deux accidents d'avion ces derniers jours. Dimanche, le pilote et le passager d'un planeur se sont tués après avoir percuté la montagne du Revard, en Savoie. Lundi, les corps carbonisés des cinq occupants d'un avion monomoteur ont été découverts dans les Alpes italiennes. L'avion avait percuté une

falaise dans le parc du Grand Paradis. Un alpiniste britannique de vingt-deux ans s'est tué lundi en redescendant du mont Blanc, après une glissade de 200 mètres dans le grand couloir du Goûter. Par ailleurs, un promeneur d'une quarantaine d'années a fait une chute mortelle de 100 mètres dans le massif de la Chartreuse. Le même jour, un randonneur était victime d'un malaise cardiaque au col de la Vanoise, en Savoie.

Suspension provisoire
des cures à Ussat-les-Bains

A la suite de la découverte d'une « bactérie pernicieuse » dans les eaux, un arrêté préfectoral a suspendu, samedi 13 août, pour une durée limitée, les soins et cures dispensés dans la petite station thermale d'Ussat-les-Bains (Ariège), située à 90 kilomètres au sud de Toulouse. Selon les premières constatations de la direction des affaires sanitaires et sociales, un « incident technique » provoqué par une fuite de canalisation dans les installations d'un des trois établissements thermaux d'Ussat-les-Bains serait à l'origine de la contamination des eaux. Aux thermes Fraxine, à la résidence Napoléon et à l'Hôtel du Parc, aucun des deux-cent-trente-huit curistes présents n'a été intoxiqué. En attendant les résultats des analyses, les quarante employés de la station ont été mis en chômage technique. Ils pourraient reprendre le travail d'ici quinze jours.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE : M^{me} Mitterrand a quitté l'hôpital Broussais. - Danielle Mitterrand, épouse du président de la République, a quitté, lundi 15 août, dans l'après-midi, l'hôpital Broussais, à Paris, où elle avait subi un mois plus tôt une opération à cœur ouvert. La présidente de la Fondation France-Liberté, âgée de soixante-neuf ans, devait rejoindre son mari dans sa propriété de Latche, dans les Landes.

INCENDIE : une troisième personne est décédée à Sainte-Pernie (Paris-16^e). - Une troisième personne est décédée, lundi 15 août, après l'incendie qui s'est déclaré samedi 13 août, dans l'un des services de soins du groupe hospitalier Sainte-Pernie, rue Chardon-Lagache à Paris-16^e (le Monde du 16 août). Selon l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, quarante-huit personnes âgées étaient hébergées dans ce service, dont quatre sont toujours hospitalisées en réanimation, et cinq ont été placées sous surveillance médicale. Mardi 16 août, l'hypothèse d'un accident semblait se confirmer.

FAIT DIVERS : un cadavre a été découvert dans une armoire à Mulhouse. - Le corps d'une jeune fille a été retrouvé, samedi 13 août, caché dans un sac poubelle au fond d'une armoire d'un appartement de Mulhouse (Haut-Rhin), en état de décomposition avancée. L'ancien compagnon de la jeune fille, dont le décès remonterait à plus de deux mois, est suspecté de l'avoir tuée. En fuite depuis la macabre découverte, il est activement recherché par la police. Une autopsie du corps doit être pratiquée mardi.

PROFANATION : des inscriptions antisémites sur les murs d'une synagogue dans le Haut-Rhin. - Des inscriptions antisémites ont été découvertes sur la façade de la synagogue d'Altkirch (Haut-Rhin), lundi 15 août. Le président de la communauté juive de la ville, Henri Meyer, a porté plainte et une enquête a été ouverte par la gendarmerie de la ville. Compte tenu de la proximité de la frontière allemande, les gendarmes n'excluent pas que la profanation soit le fait de néonazis allemands. Ceux-ci avaient annoncé une semaine d'action pour célébrer le septième anniversaire de la mort du dalauphin de Hitler, Rudolf Hess.

RELIGIONS : un nouvel archevêque catholique intronisé à Hanoï. - Mgr Pham Dinh Tung, soixante-quinze ans, ancien évêque du diocèse de Bac-Ninh (au nord-est de Hanoï), nommé par le pape archevêque de Hanoï, a été officiellement intronisé, dimanche 14 août. Il succède au cardinal Joseph Marie Trinh Van Can, décédé en 1990. Le poste était vacant depuis plus de quatre ans en raison de divergences entre le régime vietnamien et le Vatican. Les relations s'étaient dégelées au printemps, quand le pape renonça à nommer un prélat controversé, Mgr Nguyen Van Thuan (neveu de l'ancien président sud-vietnamien Ngo Dinh Diem), à la tête de l'archevêché de Ho-Chi-Minh-Ville.

مكتبة المجلد